

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR LE DEPLOIEMENT D'UNE GEOTHERMIE PROFONDE ET DU RESEAU DE CHALEUR ASSOCIE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE PONTAULT-COMBAULT, EMERAINVILLE, ROISSY-EN-BRIE ET DU PLESSIS-TREVISÉ

-

Pièce N°2

-

Projet de Contrat

[●] = Condition Caractéristique Minimale

NB : les renvois aux articles et annexes sont automatisés. Pour insérer un renvoi : utiliser la fonction Word « Insérer un renvoi »

NB : les Titres et Annexes sont automatisés. Pour en insérer, utiliser la fonction Word « Styles »

Les éléments surlignés en **BLEU** sont à compléter par le candidat dans le projet de contrat

A COMPLETER :

NOM DU CANDIDAT :

DATE ET N° DE VERSION DU CONTRAT :

SOMMAIRE

CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	6
Article 1. DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS.....	6
Article 2. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT ET INTERPRETATIONS.....	7
Article 3. FORMATION DU CONTRAT	8
Article 4. OBJET ET VALEUR ESTIMEE DU CONTRAT	8
Article 5. DURÉE.....	9
Article 6. RESPONSABILITÉ DU CONCESSIONNAIRE ET ASSURANCES	9
Article 7. CAUSES LEGITIMES	12
Article 8. PRISE EN COMPTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	13
Article 9. OBLIGATIONS RELATIVES AU RESPECT DU PRINCIPE DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE DU SERVICE PUBLIC	14
Article 10. ENGAGEMENTS EN MATIERE DE QUALITE DE SERVICE	15
Article 11. CREATION D'UNE SOCIETE DEDIEE ET STABILITE DE L'ACTIONNARIAT	15
Article 12. CESSION DE LA CONCESSION	17
Article 13. PRINCIPE DE MISE EN CONCURRENCE.....	18
CHAPITRE II ÉTENDUE DE LA CONCESSION	19
Article 14. OUVRAGES CONCEDES	19
Article 15. MISE A DISPOSITION DES BIENS AU CONCESSIONNAIRE ET INVENTAIRE DES BIENS	19
Article 16. PERIMETRE DE LA CONCESSION	22
Article 17. EXCLUSIVITÉ ET DEVELOPPEMENT DU SERVICE	23
Article 18. OBLIGATION DE DESSERVIR LES ABONNÉS.....	24
Article 19. UTILISATION ACCESSOIRE DES OUVRAGES DE LA CONCESSION.....	25
Article 20. UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES	27
Article 21. MISE A DISPOSITION D'OUVRAGES PAR DES TIERS	27
Article 22. CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION / D'ACQUISITION DE L'EMPRISE.....	28
Article 23. CLASSEMENT DU RESEAU	29
Article 24. PROCEDURE DITE « TITRE V RESEAU »	30
CHAPITRE III TRAVAUX	31
Article 25. PRINCIPES GENERAUX	31
Article 26. PROGRAMME DE TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT	33
Article 27. CONTROLE DES ETUDES ET DES TRAVAUX PAR L'AUTORITE CONCEDANTE.....	36
Article 28. OBLIGATIONS DES ABONNÉS.....	38
Article 29. ENTRETIEN, RENOUVELLEMENT ET DE MODERNISATION DES OUVRAGES	39
Article 30. BRANCHEMENTS, POSTES DE LIVRAISON ET COMPTEURS.....	42
Article 31. PROGRAMME DE TRAVAUX DE GER.....	43
Article 32. MODIFICATION DES OUVRAGES NON DÉLÉGUÉS ET APPARTENANT À L'AUTORITE CONCEDANTE	43
Article 33. MODIFICATION DES OUVRAGES APPARTENANT À DES TIERS	44
Article 34. MODIFICATION DES OUVRAGES DELEGUES	44
Article 35. MISE EN CONFORMITÉ ET SÉCURITÉ	44
Article 36. INTÉGRATION DE RÉSEAUX PRIVÉS	45
Article 37. TRAVAUX SOUS LA VOIE PUBLIQUE	45
CHAPITRE IV L'EXPLOITATION DU SERVICE.....	47
Article 38. PRINCIPES GENERAUX DE L'EXPLOITATION DU RESEAU DE CHALEUR.....	47
Article 39. DECLARATIONS LIEES A LA BONNE EXECUTION DU SERVICE	47

Article 40.	RÈGLEMENT DE SERVICE	49
Article 41.	POLICE D'ABONNEMENT	49
Article 42.	OBLIGATION DE FOURNITURE	50
Article 43.	RÉGIME DES ABONNEMENTS	50
Article 44.	MESURES DES FOURNITURES AUX ABONNÉS	51
Article 45.	VÉRIFICATION ET RELEVÉ DES COMPTEURS	51
Article 46.	CHOIX DES PUISSANCES.....	53
Article 47.	NATURE ET CARACTERISTIQUES DES ENERGIES DISTRIBUÉES.....	56
Article 48.	MODIFICATION DE LA PUISSANCE SOUSCRITE	57
Article 49.	CONDITIONS GÉNÉRALES DU SERVICE.....	57
Article 50.	CONDITIONS PARTICULIÈRES DU SERVICE.....	58
Article 51.	LIBRE ACCES AUX POSTES ET INSTALLATIONS	60
Article 52.	UTILISATION DES SOURCES ÉNERGÉTIQUES.....	60
Article 53.	SERVICE D'ASTREINTE.....	61
Article 54.	CONTRÔLE PAR L'AUTORITE CONCEDANTE	61
Article 55.	CONTRATS DU SERVICE AVEC DES TIERS	62
Article 56.	STATUT DU PERSONNEL	63
Article 57.	DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE HORS LOGICIELS	63
CHAPITRE V	DISPOSITIONS FINANCIERES	69
Article 58.	FINANCEMENT DES TRAVAUX	69
Article 59.	AMORTISSEMENT DES TRAVAUX	70
Article 60.	FRAIS DE RACCORDEMENT	70
Article 61.	INDEXATION DES FRAIS DE RACCORDEMENT.....	71
Article 62.	INCITATION AUX FAIBLES TEMPERATURES DU REGIME SECONDAIRE	72
Article 63.	PAIEMENT DES FRAIS DE RACCORDEMENT	72
Article 64.	REDEVANCES	73
Article 65.	CLAUSE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE	74
Article 66.	TARIFS DE BASE	74
Article 67.	RÉDUCTIONS TARIFAIRES ET ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES ABONNÉS	78
Article 68.	INDEXATION DES TARIFS	78
Article 69.	PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNÉS AU CONCESSIONNAIRE	79
Article 70.	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PROVISIONS GER CONSTITUEES PAR LE CONCESSIONNAIRE	81
Article 71.	FRAIS DE SIEGE	82
Article 72.	IMPOTS ET TAXES	82
CHAPITRE VI	CONTROLE ET MODIFICATIONS DU CONTRAT	84
Article 73.	VERIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES CLAUSES TECHNIQUES ET FINANCIERES	84
Article 74.	COMPTES RENDUS ANNUELS	84
Article 75.	COMPTE RENDU TECHNIQUE	85
Article 76.	COMPTE RENDU FINANCIER - COMPTES DE L'EXPLOITATION - COMPTES SOCIAUX.....	87
Article 77.	COMPTES RENDUS HEBDOMADAIRES.....	91
Article 78.	COMPTES RENDUS MENSUELS ET TRIMESTRIEL	92
Article 79.	CONTRÔLE EXERCÉ PAR L'AUTORITE CONCEDANTE.....	93
Article 80.	MODIFICATIONS DU CONTRAT	93
CHAPITRE VII	GARANTIES - SANCTIONS.....	97
Article 81.	GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE	97
Article 82.	SANCTIONS PECUNIAIRES : LES PENALITES	98
Article 83.	SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN REGIE PROVISOIRE	103
Article 84.	SANCTION RESOLUTOIRE : LA DECHEANCE	104
CHAPITRE VIII	FIN DE LA CONCESSION	106
Article 85.	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	106

Article 86. RESILIATION POUR MOTIF JURIDICTIONNEL	107
Article 87. RESILIATION DE PLEIN DROIT	107
Article 88. RESILIATION POUR FORCE MAJEURE PROLONGEE.....	107
Article 89. CALCUL DE L'INDEMNITE DE FIN DE CONTRAT EN CAS DE TRAVAUX D'EXTENSION ET DE DEVELOPPEMENT DU RESEAU (SOULTE).....	107
Article 90. MODALITES D'ACHEVEMENT DU CONTRAT	109
Article 91. CONTINUITE DU SERVICE EN FIN DE CONCESSION.....	109
Article 92. SORT DES BIENS.....	110
Article 93. REGULARISATIONS FINANCIERES	111
Article 94. TRANSMISSION DE L'EXPLOITATION	112
Article 95. PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE.....	115
CHAPITRE IX CLAUSES DIVERSES	116
Article 96. COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX.....	116
Article 97. CLAUSE RESOLUTOIRE	116
Article 98. FORCE MAJEURE PROLONGEE.....	116
Article 99. ELECTION DE DOMICILE.....	117
Article 100. JUGEMENT DES CONTESTATIONS.....	117
Article 101. NON-VALIDITE PARTIELLE.....	117
Article 102. NOTIFICATIONS – MISES EN DEMEURE	117
Article 103. PAIEMENTS.....	118
Article 104. CLAUSE INDEMNITAIRE DIVISIBLE	118
Article 105. REPRESENTANT DE L'AUTORITE CONCEDEANTE	118
Article 106. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	118
CHAPITRE X : ANNEXES.....	121
ANNEXE N°1 PLAN DU PERIMETRE DE LA CONCESSION	121
ANNEXE N°2 DESCRIPTIF DES BESOINS PREVISIONNELS	121
ANNEXE N°3 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT	121
ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION	121
ANNEXE N°5 ORGANISATION DE LA CONCESSION	121
ANNEXE N°6 BILANS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX PREVISIONNELS	122
ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE.....	122
ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER)	122
ANNEXE N°9 RELATIONS AVEC LES ABONNES	122
ANNEXE N°10 ANNEXES PATRIMONIALES ET GARANTIES.....	122

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LE GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDEANTES ayant pour membres la Communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne (« CAPVM ») et la ville du Plessis-Trévis, représentée par Monsieur le Président de la CAPVM, coordonnateur du Groupement,

ci-après dénommée

« L'AUTORITE CONCEDEANTE »

d'une part,

ET

La société [A COMPLETER PAR LE CANDIDAT],
au capital social de [A COMPLETER PAR LE CANDIDAT],
dont le siège social à [A COMPLETER PAR LE CANDIDAT],
immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [A COMPLETER PAR LE CANDIDAT],
sous le numéro [A COMPLETER],
représentée par [A COMPLETER PAR LE CANDIDAT],
dûment habilité à cet effet par [A COMPLETER PAR LE CANDIDAT],

ci-après dénommé

« Le CONCESSIONNAIRE »

d'autre part,

Ci-après ensemble « les Parties » ou individuellement « Partie ».

<p style="text-align: center;">CHAPITRE I</p> <p style="text-align: center;">DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT</p>
--

ARTICLE 1. DEFINITIONS ET INTERPRETATIONS

- (i) Pour l'application du Contrat (tel que ce terme est défini ci-dessous), et sauf stipulation contraire, les termes et expressions suivants ont le sens qui est rappelé ou leur est donné ci-après :

« **Abonné** » désigne, pour un Poste de Livraison de chaleur, la personne physique ou morale ayant souscrit une police d'abonnement au service public de production et distribution de chaleur.

« **Annexe** » désigne une annexe du présent Contrat.

« **Article** » désigne un article du présent Contrat.

« **Biens de retour** » désignent, conformément à l'article L. 3132-4 du CCP, les biens meubles ou immeubles, qui résultent d'investissements du AUTORITE CONCEDANTE et sont nécessaires au fonctionnement du service public.

« **Biens de reprise** », désignent conformément à l'article L. 3132-4 du CCP les biens, meubles ou immeubles, qui ne sont pas remis au Concessionnaire par l'autorité concédante et qui ne sont pas indispensables au fonctionnement du service public.

« **Biens propres** » désignent, conformément à l'article L. 3132-4 du CCP, les biens qui ne sont ni des biens de retour, ni des biens de reprise, sont des biens propres au Concessionnaire.

« **Branchement** » désigne un branchement tel que défini à l'Article 30.1.

« **Causes Légitimes** » désignent les causes prévues à l'Article 7 - et dont les effets sont définis au dit Article.

« **CCP** » désigne le Code de la commande publique.

« **Communes** », désigne PONTAULT-COMBAULT, EMERAINVILLE, ROISSY-EN-BRIE ET LE PLESSIS-TREVISÉ.

« **Concession** » désigne la présente Concession pour la conception, la réalisation, le développement et l'exploitation du Réseau de chaleur sur le territoire des communes de PONTAULT-COMBAULT, EMERAINVILLE, ROISSY-EN-BRIE ET DU PLESSIS-TREVISÉ.

« **Contrat** » désigne le présent Contrat et ses Annexes.

« **Force majeure** » désigne les cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

« **Frais de Raccordement** » désignent les frais prévus à l'Article 60

« **Installations primaires** » désignent les installations comprises dans le circuit primaire.

« **Poste de Livraison** » est défini à l'Article 30.2.

« **Réseau** » désigne le réseau de chaleur, ses ouvrages et équipements, objet du présent Contrat.

« **Réseau Primaire** » désigne les ouvrages du circuit primaire qui permettent de véhiculer les fluides caloporteurs entre les unités de production de chaleur et les Postes de livraison.

« **Travaux de Premier Etablissement** » désigne les travaux sur lesquels s'engage le Concessionnaire à la signature du contrat de concession. Ils sont complètement amortis pendant la durée du Contrat.

« **Renouvellement** » désigne le remplacement à l'identique ou à l'équivalent des ouvrages dans leur fonction, quelle que soit l'évolution technique et réglementaire.

« **Sous-station** » désigne le local situé chez l'Abonné dans lequel est installé le Poste de Livraison.

« **Usager** » désigne toute personne physique ou morale bénéficiant in fine de la chaleur fournie par le service public de production et distribution de chaleur.

(ii) Une référence dans le Contrat à :

un « Jour » sera interprété comme désignant un Jour calendaire, étant précisé que, pour tout délai prévu au Contrat, si le dernier Jour se trouve être un samedi, un dimanche ou un Jour férié en France, ledit délai est reporté au Jour ouvré suivant. Le jour commence à 00 h et se termine à 23 :59.

un « Jour ouvré » sera interprété comme désignant tout Jour à l'exception des samedis, dimanches et Jours fériés en France.

un "Mois" sera interprété comme désignant une période commençant un Jour d'un Mois calendaire et s'achevant le Jour correspondant du Mois calendaire suivant, étant précisé que :

- (a) (sous réserve du paragraphe (c) ci-dessous) si le Jour correspondant du Mois calendaire suivant n'est pas un Jour Ouvré, cette période sera alors prorogée au premier Jour Ouvré suivant de ce Mois calendaire (et s'il n'en existe pas, la période se terminera le Jour Ouvré précédent de ce Mois calendaire) ;
- (b) si le Mois calendaire suivant ne compte pas de Jour correspondant, la période s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré de ce Mois calendaire ; et
- (c) si une période commence le dernier Jour Ouvré d'un Mois calendaire, elle s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré du Mois calendaire au cours duquel elle doit prendre fin.

une "Réglementation" sera interprétée comme comprenant toute loi, tout décret, règlement, arrêté, cahier des charges, règle, directive officielle, code de pratiques, exigence ou recommandation (ayant ou non force obligatoire) applicable en France, émanant de toute institution gouvernementale, intergouvernementale ou supranationale d'une autorité réglementaire ou de toute autre autorité, organisation ou service administratif.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT ET INTERPRETATIONS

Les pièces ayant valeur contractuelle dans le cadre de l'exécution du présent Contrat sont les suivantes :

- Le présent Contrat,
- Les Annexes au présent Contrat

En cas de contradiction entre les dispositions des différentes pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre suivant :

1. Le Contrat dans la version résultant des dernières modifications, opérées par avenant.

2. Les Annexes au Contrat, dans la version résultant des dernières modifications, opérées par avenant.

Toutes les références faites dans le Contrat à une personne morale ou physique comprennent ses successeurs, ayants droit et ayants cause.

Les renvois faits dans le Contrat à des Articles ou des Annexes doivent s'entendre, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement, à des Articles ou Annexes du Contrat.

ARTICLE 3. FORMATION DU CONTRAT

LE GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES ayant pour membres la CAPVM et la ville du PLESSIS-TREVERSE, par délibérations en dates du [] et [], a autorisé le représentant du Coordonnateur à signer le Contrat.

La société [A COMPLETER PAR LE CANDIDAT], représentée par [A COMPLETER PAR LE CANDIDAT], accepte de prendre en charge la gestion du service délégué dans les conditions du présent Contrat.

ARTICLE 4. OBJET ET VALEUR ESTIMEE DU CONTRAT

4.1. Constitution d'un groupement d'autorités concédantes

La CAPVM et la ville du PLESSIS-TREVERSE, ont créé un groupement d'autorités concédantes conformément aux dispositions des articles 3112-1 et suivants du Code de la commande publique, en vue de passer conjointement un contrat de concession pour déploiement d'une géothermie profonde et du réseau de chaleur associé sur le territoire des communes de PONTAULT-COMBAULT, EMERAINVILLE, ROISSY-EN-BRIE et du PLESSIS-TREVERSE.

4.2. Objet du Contrat

Le présent Contrat a pour objet la conception, la réalisation, et l'exploitation des ouvrages destinés au service public de production et de distribution de chaleur sur les communes de PONTAULT-COMBAULT, EMERAINVILLE, ROISSY-EN-BRIE et du PLESSIS-TREVERSE et le périmètre défini en ANNEXE N°1 PLAN DU PERIMETRE DE LA CONCESSION avec déploiement d'une géothermie profonde.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à concevoir, financer, réaliser et exploiter l'ensemble des ouvrages de la Concession et en particulier à prendre en charge :

- la conception, le financement et la construction des ouvrages et équipements de production, distribution et livraison de chaleur aux abonnés et le développement du Réseau sur les Communes ;
- la mise en place des moyens de production EnR&R notamment une géothermie au Dogger ;
- la conduite, l'entretien et la maintenance des installations ;
- l'approvisionnement en combustibles et énergies, la production, la fourniture et la distribution de la chaleur ;
- la gestion des relations avec les Abonnés, y compris la commercialisation du service ;
- la conception, le financement et la réalisation des travaux complémentaires ou supplémentaires d'extension des ouvrages de production ou de distribution de la chaleur ;
- la perception des redevances correspondantes auprès des Abonnés, y compris la gestion des impayés ;
- la recherche d'usagers supplémentaires et les futures extensions du Réseau.

4.3. Valeur estimée du contrat

[A compléter à la mise au point]

Par application des articles R.3121-1 à 4 du code de la commande publique, la valeur estimée du Contrat calculée sur la base de l'ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER) est de [] € HT.

4.4. Prise en charge, modification et établissement des ouvrages

Le CONCESSIONNAIRE est maître d'ouvrage et chargé d'établir, à ses frais et risques l'ensemble des ouvrages nécessaires au service notamment le programme de Travaux de Premier Etablissement prévus à l'origine du Contrat décrits à l'ANNEXE N°3 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT, ainsi que tout projet de modernisation des ouvrages existants et projet d'extension du réseau de chaleur. Il en assure le renouvellement dans les mêmes conditions.

Tous les ouvrages financés par le CONCESSIONNAIRE doivent être normalement amortis au plus tard à l'échéance normale du Contrat.

Les éventuels travaux d'extension et de développement ultérieur du Réseau pourront faire l'objet d'une soultte et/ou d'une prolongation de la durée du Contrat selon les modalités prévues à l'Article 89.

4.5. Exploitation du service

Le CONCESSIONNAIRE, responsable du fonctionnement du service, l'exploite à ses risques et périls, conformément au présent Contrat.

Il est autorisé à percevoir auprès des Abonnés une redevance, fixée par le présent Contrat, et destinée à rémunérer les charges d'investissement et d'exploitation qu'il supporte.

L'AUTORITE CONCEDANTE conserve le contrôle du service délégué et doit obtenir du CONCESSIONNAIRE tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

ARTICLE 5. DURÉE

Le Contrat entre en vigueur à compter de sa date de notification au CONCESSIONNAIRE par L'AUTORITE CONCEDANTE.

Il est conclu pour une durée de 30 ans à compter de son entrée en vigueur.

ARTICLE 6. RESPONSABILITÉ DU CONCESSIONNAIRE ET ASSURANCES

6.1. Responsabilités générales

Le CONCESSIONNAIRE est responsable du service dans le cadre des dispositions du présent Contrat.

Le CONCESSIONNAIRE conserve, pendant toute la durée du présent Contrat, l'entière responsabilité des constructions, notamment de leur conception, de leur bon achèvement, de leur solidité ou de leur étanchéité, sans préjudice des dispositions du Code civil relatives à la garantie décennale.

Le CONCESSIONNAIRE doit obtenir et respecter, aussi bien lors de la conception et de la construction des ouvrages délégués que lors de l'exploitation du service, l'ensemble des autorisations administratives requises, notamment au titre de la législation afférente aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Le CONCESSIONNAIRE assume l'exploitation des ouvrages nécessaires au service et destinés à la production et à la distribution de chaleur, dans le respect des règles de l'art, de la législation, des règlements en vigueur, notamment celles relatives à la sécurité des biens et des personnes.

Le CONCESSIONNAIRE exploite les ouvrages à ses risques et périls, c'est-à-dire qu'il est le seul responsable de la continuité du service public de distribution de chaleur et assume tous les dommages occasionnés par le fonctionnement du service délégué, en ce inclus les dommages permanents de travaux publics, et toutes les conséquences financières des engagements qu'il a souscrits.

Le CONCESSIONNAIRE assume les risques liés à l'atteinte des performances définies dans le présent Contrat, aux garanties de ses recettes propres, au respect de la structure tarifaire contractuelle, aux garanties financières de toutes sortes notamment en termes d'emprunt et d'assurances.

En conséquence, le CONCESSIONNAIRE assumera toutes les responsabilités, tant vis à vis de l'AUTORITE CONCEDANTE, des Abonnés que des tiers, et ce sans exception ni réserve.

Toutefois, sa responsabilité ne saurait être engagée lorsque :

- le dommage résulte d'une faute commise par l'AUTORITE CONCEDANTE ou d'un tiers missionné par cette dernière,
- le dommage ou la défaillance résulte d'un événement revêtant le caractère de la force majeure.

Le CONCESSIONNAIRE supportera, en sa seule qualité :

- vis-à-vis de l'AUTORITE CONCEDANTE, des Abonnés, des Usagers et des tiers, l'indemnisation des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, qu'il est susceptible de causer lors de l'exercice de ses activités telles que définies par le présent Contrat ;
- vis-à-vis de l'AUTORITE CONCEDANTE, l'indemnisation des dommages causés aux installations du service délégué, que ceux-ci résultent du fait de ses préposés ou d'événements fortuits tels que, par exemple, l'incendie, l'explosion, la foudre, la neige, la grêle, la tempête, le dégât des eaux et de gel, les bris de machine, les vols et actes de vandalisme, les attentats, les actes de terrorisme ou de sabotage, les accidents causés par des tiers et les catastrophes naturelles au sens de la réglementation en vigueur.

Le CONCESSIONNAIRE se charge des éventuels recours contre les tiers dont la responsabilité pourrait être engagée.

6.2. Assurances

Le CONCESSIONNAIRE a, pour couvrir les responsabilités visées ci-dessus, l'obligation de souscrire les polices d'assurance et de présenter à l'AUTORITE CONCEDANTE au plus tard dans un délai de quinze (15) jours suivant la souscription de ladite assurance, les attestations d'assurance correspondantes.

Les polices d'assurances seront souscrites par le CONCESSIONNAIRE selon le phasage suivant :

- Assurance responsabilité civile : à la notification du Contrat ;
- Assurance dommage aux biens : au début de l'exploitation du service ou à la réception de l'ouvrage ;

- Assurance liée à tous les risques chantier : au plus tard au démarrage des Travaux de Premier Etablissement.
- **Assurance de responsabilité civile** pour un montant minimum par sinistre suffisant pour garantir la réparation des dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs et non consécutifs) susceptibles de survenir dans le cadre de l'exécution de ses obligations, et notamment les conséquences pécuniaires de la pollution accidentelle et graduelle.
- **Assurance de dommage aux biens** couvrant les risques d'incendie, d'explosion, de foudre – neige – grêle – tempête, de dégâts des eaux et de gel, les bris de machines, les matériels informatiques et de commande, les vols et actes de vandalisme, les risques divers et spéciaux (attentats, actes de terrorisme ou de sabotage, catastrophes naturelles), ainsi que les pertes d'exploitation du CONCESSIONNAIRE consécutives à ces événements pendant une période de dix-huit (18) mois, limitées à douze (12) mois pour le bris de machines. Les capitaux ainsi définis sont garantis en valeur à neuf. La police d'assurance souscrite ne devra pas prévoir de règle proportionnelle, et fixera la limitation contractuelle d'indemnité à au moins la valeur des biens placés sous la responsabilité du CONCESSIONNAIRE.
- **Assurance liée aux travaux**, relative aux dommages matériels accidentels subis par les ouvrages et équipements pendant les travaux, montages et essais, incluant l'option « maintenance visite ». Le programme d'assurance en phase travaux comportera trois volets :
 - Protection de tous les ouvrages et équipements du Réseau : souscription d'un contrat d'assurance Tous Risques Chantier pour un montant égal au coût de reconstruction du Réseau.
 - Protection des tiers : souscription d'assurance de responsabilité civile du maître d'ouvrage. En ce qui concerne les intervenants à l'acte de construire, le CONCESSIONNAIRE vérifiera qu'ils disposent de leurs propres assurances de responsabilité civile pour des niveaux de couverture suffisants.
 - Protection de tous les ouvrages et équipements du Réseau relative à la responsabilité décennale des intervenants pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance décennale : souscription par le maître d'ouvrage d'une police dommage ouvrage et constructeur non réalisateur et contrat collectif de responsabilité décennale.
- **Toute autre assurance complémentaire que le CONCESSIONNAIRE juge nécessaire : (A DETAILLER PAR LE CANDIDAT).**

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes : le nom de la compagnie d'assurance, les activités garanties, les risques garantis, les montants de chaque garantie, les plafonds de garantie, la période de validité, la qualité d'assuré additionnel de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Toutes les franchises stipulées dans les polices d'assurance sont à la charge du CONCESSIONNAIRE à l'exclusion des franchises découlant des sinistres imputables à l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à renouveler ces assurances et garanties chaque année jusqu'à l'échéance du Contrat. Le CONCESSIONNAIRE est tenu de présenter les attestations correspondantes chaque année dans le cadre du rapport annuel défini à l'Article 74. Le CONCESSIONNAIRE les ajoute au fur et à mesure au Contrat en ANNEXE N°10 ANNEXES PATRIMONIALES ET GARANTIES.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à notifier dans un délai de trente (30) jours à l'AUTORITE CONCEDANTE de toute résiliation de la ou des polices, pour quelque cause que ce soit, la résiliation ne pouvant produire ses effets qu'à minima 30 jours à compter de la notification faite par l'assureur au CONCESSIONNAIRE.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à informer l'AUTORITE CONCEDANTE de la résiliation ne pouvant produire ses effets que trente (30) jours au moins après la notification qui en aura été faite, au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

L'AUTORITE CONCEDANTE est considérée comme tiers par rapport au CONCESSIONNAIRE. Le CONCESSIONNAIRE devra s'engager à faire figurer dans la police souscrite l'AUTORITE CONCEDANTE en tant qu'assuré additionnel.

En cas de non-respect de cette obligation, l'AUTORITE CONCEDANTE pourra faire application de l'Article 82, relatif aux pénalités et de l'Article 84 relatif à la déchéance du CONCESSIONNAIRE.

6.3. Couverture du risque lié au forage

Le CONCESSIONNAIRE devra bénéficier d'une couverture auprès de la SAF Environnement lui permettant de disposer d'aides financières garantissant les risques géologiques encourus pendant la phase de recherche de la ressource (risque dit « court terme »), puis en cas de résultats satisfaisants des forages, pendant la phase exploitation des installations sur une durée **de 20 ans** (risque dit « long terme »).

6.4. Insuffisance - Défaut de garantie – Franchise

Le CONCESSIONNAIRE fait son affaire personnelle de l'absence et de l'insuffisance de garantie.

Le CONCESSIONNAIRE ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances et/ou de son courtier pour justifier de la carence de ceux-ci vis-à-vis de l'AUTORITE CONCEDANTE et/ou des tiers.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, l'AUTORITE CONCEDANTE pourra résilier pour faute le présent Contrat.

Il est expressément convenu que les franchises resteront à la charge exclusive du CONCESSIONNAIRE.

Tout dommage qui ne serait pas pris en charge par l'assureur en application des clauses et conditions du contrat d'assurance concerné, soit que le risque réalisé n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive du CONCESSIONNAIRE.

ARTICLE 7. CAUSES LEGITIMES

Sont seules considérées comme des Causes légitimes :

- La Force majeure ;
- La faute d'un Abonné ;
- Les intempéries reconnues par la Fédération Française du Bâtiment rendant impossible ou dangereuse la réalisation des travaux conformément à l'article L. 5424-8 du Code du Travail ;
- Les découvertes de pollution, les découvertes archéologiques, les risques géologiques et/ou hydrologiques à moins que le CONCESSIONNAIRE n'ait pas, en tant que maître d'ouvrage et professionnel, pris les mesures nécessaires pour anticiper raisonnablement la survenance imprévue de ces risques ;

- Les manquements ou le retard pris par l'AUTORITE CONCEDANTE au titre de l'exécution du Contrat ;
- Le retard ou la non-délivrance d'autorisations administratives ou de droits de passage nécessaires à la réalisation des travaux, à moins que ce retard ne résulte d'une faute ou d'une négligence du CONCESSIONNAIRE, ainsi que les décisions juridictionnelles faisant obstacle à leur mise en œuvre et les recours gracieux ou contentieux qui, après examen conjoint par l'AUTORITE CONCEDANTE et le CONCESSIONNAIRE, apparaîtraient suffisamment sérieux pour entraîner leur annulation ;
- La découverte d'amiante dans les voiries publiques et privées non identifiée dans les documents fournis par l'AUTORITE CONCEDANTE avant la date de notification du Contrat. Afin d'anticiper au maximum une telle découverte, le CONCESSIONNAIRE s'engage à réaliser, dans la 1^{ère} année qui suit la notification du contrat, avant le démarrage des chantiers concernés, la caractérisation des enrobés et à informer au plus tôt l'AUTORITE CONCEDANTE d'une éventuelle découverte d'amiante.

En cas de survenance d'un ou de plusieurs événements constituant des Causes Légitimes, le CONCESSIONNAIRE ne se voit pas appliquer les pénalités prévues au Contrat. Les causes légitimes ne constituent pas des cas d'exonération de responsabilité du CONCESSIONNAIRE.

En cas de survenance d'un ou de plusieurs événements constituant des Causes Légitimes, le CONCESSIONNAIRE informe l'AUTORITE CONCEDANTE, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la survenance d'une Cause Légitime dans un délai de huit (8) Jours à compter de la date à laquelle il a eu connaissance de la survenance d'un tel événement. Cette lettre comporte :

- L'identification de la Cause Légitime et sa justification ;
- L'impact de la Cause Légitime sur l'exécution du Contrat et notamment sur le planning d'exécution des travaux ;
- Les mesures éventuellement envisageables pour limiter les conséquences de la Cause Légitime.

En cas de survenance d'un ou de plusieurs événements constituant des Causes Légitimes, les délais prévus au Contrat et notamment au planning d'exécution des travaux seront prolongés d'une durée égale à la durée de l'événement constituant une Cause Légitime.

A compter de la date de réception de cette lettre, l'AUTORITE CONCEDANTE dispose d'un délai de quinze (15) Jours pour prendre position sur l'existence de la Cause Légitime. A défaut de réponse au terme de ce délai, l'AUTORITE CONCEDANTE est réputée avoir reconnu l'existence de la Cause légitime.

ARTICLE 8. PRISE EN COMPTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

8.1. Engagements du CONCESSIONNAIRE en matière de performance environnementale du réseau et démarche éco-responsable

Les engagements, la méthodologie et les moyens du CONCESSIONNAIRE en matière de performance environnementale du réseau sont définis à ANNEXE N°6 BILANS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX PREVISIONNELS du présent Contrat.

En cas de non-respect de ces engagements, les pénalités définies à l'Article 82 sont applicables.

8.2. Engagements du CONCESSIONNAIRE en matière de modalités d'approvisionnement énergétique

Les engagements, la méthodologie et les moyens du CONCESSIONNAIRE en matière d'approvisionnement énergétique du Réseau sont définis à l'ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION du présent Contrat.

En cas de non-respect de ces engagements, les pénalités définies à l'Article 82 sont applicables.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS RELATIVES AU RESPECT DU PRINCIPE DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE DU SERVICE PUBLIC

1. Le présent Contrat confie au Concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et notamment son article 2 II, le Concessionnaire prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent Contrat, le Concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le Concessionnaire communique au Délégant, par écrit dans le délai de deux (2) mois à compter de la notification de l'Avenant n°3, les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

2. Le Concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent Contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

A première demande de l'AUTORITE CONCEDANTE, le Concessionnaire lui communique chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'AUTORITE CONCEDANTE en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire. A défaut de transmission du contrat de sous-traitance ou de sous-concession, une annexe relative aux obligations en matière de respect des principes de la République visé à l'article 2.II de la loi n°2021-1109 du 24/08/2021 signée par le Concessionnaire et son sous-traitant devra être adressé à l'acheteur.

3. Le Concessionnaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Nom et coordonnées du service du titulaire en charge de cette demande, l'adresse postale, le téléphone et l'adresse mail de contact.

Le Concessionnaire informe sans délai et par écrit l'AUTORITE CONCEDANTE des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'AUTORITE CONCEDANTE peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service.

4. S'agissant des modalités de contrôle de l'AUTORITE CONCEDANTE au respect de cette obligation législative, cette dernière pourra procéder :

- aux contrôles réguliers et prévus dans le Contrat ;
- à des contrôles inopinés.

L'AUTORITE CONCEDANTE met à disposition des usagers du service public une adresse mail afin de signaler par écrit tout manquement aux principes de neutralité et de laïcité dans le service public : neutralitelaicite@agglo-pvm.fr

5. Identification des hypothèses constituant un manquement (liste non exhaustive) :

- Comportement et/ou tenu vestimentaire contraire ou non conforme au principe de laïcité et de neutralité ;
- Règle différenciée en raison de la religion.

6. Lorsque le Concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'AUTORITE CONCEDANTE le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

L'AUTORITE CONCEDANTE peut procéder au contrôle du respect de ces obligations par tout moyen approprié. Lorsque le CONCESSIONNAIRE n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre, il s'expose à la pénalité prévue à l'Article 82.

ARTICLE 10. ENGAGEMENTS EN MATIERE DE QUALITE DE SERVICE

Les engagements du CONCESSIONNAIRE en matière de qualité de service, sa méthodologie et les moyens associés sont définis à l'ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE du présent Contrat.

En cas de non-respect de ces engagements, les pénalités définies à l'Article 82 sont applicables.

ARTICLE 11. CREATION D'UNE SOCIETE DEDIEE ET STABILITE DE L'ACTIONNARIAT

11.1. Substitution d'une société dédiée dans les droits et obligations de la société signataire

La société **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT**, Signataire du présent Contrat, accepte de prendre en charge la gestion du service dans les conditions du présent Contrat.

Au plus tard trois (3) mois à compter de la notification du présent Contrat, le CONCESSIONNAIRE s'engage à constituer une société dédiée ayant pour unique objet l'exécution du Contrat tel que défini à l'article 4.

Cette société aura son siège social à **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT**.

Ladite société se substituera, dès sa création, à l'attributaire dans tous ses droits et obligations nés de l'exécution du présent Contrat.

La société dédiée aura la forme d'une **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** dont les statuts figurent en ANNEXE N°5 ORGANISATION DE LA .

Dans l'exécution du présent Contrat, l'appellation "CONCESSIONNAIRE" désigne la société signataire attributaire jusqu'à la date de création de la société dédiée et désigne la société dédiée à partir de la date de sa création.

Cette société dédiée devra respecter l'ensemble des exigences suivantes :

- **Son objet social devra être réservé exclusivement à l'objet du Contrat** et aux prestations accessoires que le CONCESSIONNAIRE sera autorisé à accomplir ;
- Son bilan d'ouverture devra être vierge ou apuré de tout engagement financier antérieur au Contrat ;
- Ses frais de création et de gestion seront inclus dans les comptes d'exploitation prévisionnels ;
- Sa comptabilité ne retracera que les seules opérations afférentes au Contrat ;
- Les exercices sociaux correspondront aux exercices d'une année civile du 1er janvier au 31 décembre ;
- La société dédiée ne pourra pas créer de filiales ;
- La société dédiée sera dotée de moyens propres, sans préjudice toutefois des prestations qui seront susceptibles d'être externalisées ;
- Le Signataire (et ceux qu'il représente, le cas échéant), s'engage à maintenir une participation majoritaire dans le capital de la société dédiée, en actions et en droit de vote, pendant toute la durée du présent Contrat.

En cas de non de création de la société dédiée dans les conditions prévues au présent Article, l'AUTORITE CONCEDANTE pourra prononcer la déchéance du CONCESSIONNAIRE conformément aux dispositions de l'Article 84.

11.2. Garanties du CONCESSIONNAIRE à la société dédiée

Le Signataire du Contrat s'engage à apporter à la société dédiée tous les moyens humains, financiers et techniques nécessaires à garantir la continuité du service public, conformément à la concession, et ce, pendant toute la durée du Contrat.

Le Signataire s'engage en outre de façon irrévocable à demeurer parfaitement et entièrement solidaire des engagements qui incombent à la société dédiée tout au long de l'exécution de la concession.

En cas de manquement de la société dédiée à l'une de ses obligations au titre du Contrat, le Signataire s'engage à se substituer à celle-ci afin d'assurer la prompte et complète exécution des obligations, définies par le Contrat.

En cas de difficultés répétées de la société dédiée (mise en redressement judiciaire, liquidation judiciaire, perte de la moitié du capital, etc.), et à la demande de l'AUTORITE CONCEDANTE, le

Signataire reprendra directement à sa charge l'ensemble des droits et obligations afférents à la concession y compris le paiement des pénalités.

La garantie apportée à l'AUTORITE CONCEDANTE par le Signataire s'étend au paiement des dettes, pénalités et indemnités dont l'existence et l'origine contractuelle seraient révélées après l'échéance du Contrat et/ou de la liquidation de la société dédiée, et ce, jusqu'à l'apurement total des sommes dues au titre du présent Contrat.

Les garanties apportées par la société **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** en tant qu'actionnaire majoritaire au capital de la société dédiée, sont formalisées au sein d'un acte détachable du Contrat et figurant en ANNEXE N°10 ANNEXES PATRIMONIALES ET GARANTIES (garantie maison-mère apportée à la société dédiée).

11.3. Stabilité de l'actionnariat

Les modifications de l'actionnariat ou des participations de la société dédiée sont soumises à autorisation expresse de l'AUTORITE CONCEDANTE durant toute la durée du Contrat.

Pendant cette période, l'AUTORITE CONCEDANTE peut s'opposer à toute modification de la composition initiale de l'actionnariat de la société dédiée.

Toute demande est adressée à l'AUTORITE CONCEDANTE par le CONCESSIONNAIRE, par courrier postal recommandé avec avis de réception. L'AUTORITE CONCEDANTE doit faire connaître sa décision dans un délai de trois (3) mois suivant la date de réception du courrier notifiant la demande de modification. Au-delà de ce délai, l'AUTORITE CONCEDANTE est réputée avoir accepté la demande de modification.

En cas de non-respect par le CONCESSIONNAIRE de l'opposition expresse posée par l'alinéa précédent, l'AUTORITE CONCEDANTE pourra résilier le Contrat pour faute du CONCESSIONNAIRE dans les conditions prévues à l'Article 84.

Par dérogation aux stipulations ci-dessus, l'AUTORITE CONCEDANTE pourra à tout moment libérer les actionnaires de leurs obligations de maintenir leur participation dans le capital de la société dédiée, notamment dans le cadre des sûretés apportées aux établissements de crédits pour la mise en place du financement.

ARTICLE 12. CESSIION DE LA CONCESSION

Le CONCESSIONNAIRE doit informer sans délai l'AUTORITE CONCEDANTE de toute modification affectant sa vie sociale de nature à diminuer les garanties affectées au Contrat.

Par cession de Contrat, on entend tout remplacement du CONCESSIONNAIRE par un tiers au Contrat en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine, ou de cession d'actifs (notamment par scission ou fusion), qui entraîne un changement de la personnalité morale du CONCESSIONNAIRE.

La cession du Contrat doit s'entendre de la reprise pure et simple, par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du Contrat initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du Contrat initial tels que la durée, le prix, la nature des prestations ou les tarifs applicables aux usagers.

Toute Cession du Contrat est interdite, à moins d'un accord préalable et exprès de l'AUTORITE CONCEDANTE qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion du service public, ainsi que son aptitude à assurer

la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux exigés des candidats à la présente concession de service public au stade de l'appel à la candidature.

L'AUTORITE CONCEDANTE disposera d'un délai de quatre (4) Mois pour se prononcer, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui devra être formulée par le CONCESSIONNAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le CONCESSIONNAIRE ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

Un avenant de transfert signé conjointement par l'AUTORITE CONCEDANTE, l'ancien CONCESSIONNAIRE et le cessionnaire du Contrat, viendra matérialiser les conditions de cet accord.

En cas de refus de l'AUTORITE CONCEDANTE d'agréer le cessionnaire pour un motif ci-dessus évoqué, l'AUTORITE CONCEDANTE pourra mettre le CONCESSIONNAIRE en demeure de lui proposer un autre remplaçant dans un délai de trente (30) Jours. Passé ce délai, ou en cas de nouveau refus motivé de l'AUTORITE CONCEDANTE, le CONCESSIONNAIRE pourra être considéré comme défaillant et la résiliation du Contrat pourra être prononcée à ses torts et risques.

ARTICLE 13. PRINCIPE DE MISE EN CONCURRENCE

Le CONCESSIONNAIRE peut confier à des tiers une part des services, fournitures ou travaux nécessaire à l'exécution du présent contrat de concession. Il demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat de concession

A l'exception des travaux présentant un caractère d'urgence (fuites par exemple), les besoins de fournitures, travaux et services dépassant un montant de **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** € H.T, pendant la durée du présent Contrat devront faire l'objet d'une mise en concurrence préalable avec au moins trois prestataires. Le besoin s'entend comme une nature de prestation homogène, quelle que soit le nombre de fournisseurs auquel le CONCESSIONNAIRE fait appel.

Cette procédure ne s'applique pas aux contrats passés avec **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT**, en qualité de maison-mère de la société dédiée.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à procéder à une mise en concurrence effective et devra être en mesure d'expliciter et de justifier le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse. Le CONCESSIONNAIRE s'engage à fournir à la demande de L'AUTORITE CONCEDANTE tous les justificatifs permettant d'attester de cette mise en concurrence.

Hormis la convention relative aux frais de siège faisant l'objet de l'Article 71, les Contrats passés avec les entreprises actionnaires de la maison mère du CONCESSIONNAIRE, comme avec toute entreprise avec laquelle une entreprise actionnaire de ladite maison mère entretient des relations d'affaires habituelles, doivent être conclus dans les conditions normales de marché ainsi que dans les intérêts du service public. Concernant toutes ces prestations « intragroupe » le CONCESSIONNAIRE devra fournir dans le cadre des contrôles annuels un tableau de détail des prestations reçues et des montants concernés.

<p style="text-align: center;">CHAPITRE II ÉTENDUE DE LA CONCESSION</p>

ARTICLE 14. OUVRAGES CONCEDES

Les ouvrages mis à disposition par l'AUTORITE CONCEDANTE ou acquis par le CONCESSIONNAIRE et réalisés à l'intérieur du périmètre de la concession font partie des biens de la Concession.

Le CONCESSIONNAIRE a en charge l'établissement de nouveaux Ouvrages et leur exploitation, ainsi que le renouvellement de l'ensemble des ouvrages nécessaires au service, destinés à la production et à la distribution de chaleur. Les nouveaux ouvrages sont à établir dans les conditions fixées au présent Contrat.

Sont considérés comme Ouvrages délégués :

- tous les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, affectés au service et repris dans l'inventaire visé à l'Article 15 ci-après ;
- tous les biens mis à disposition du CONCESSIONNAIRE par l'AUTORITE CONCEDANTE ;
- L'ensemble des installations (matériels, équipement et appareils en centrale EnR et chaufferie appoint/secours, locaux techniques et en sous-stations) nécessaires à la production, au transport et à la distribution de la chaleur, y compris bâtiments, canalisations, installations primaires en sous-stations, matériels divers ;
- L'ensemble des terrains nécessaires à l'implantation des ouvrages (bâtiments, caniveaux, canalisations) dont la jouissance a été confiée au CONCESSIONNAIRE ;
- Les installations qui seraient établies ultérieurement ou modifiées, et notamment les extensions, les renforcements réalisés en cours de Concession, après accord entre l'AUTORITE CONCEDANTE et le CONCESSIONNAIRE.

Les ouvrages de la Concession sont limités, en Poste de livraison aux vannes d'isolement en aval du (ou des) échangeurs primaires.

L'ensemble de ces installations, biens et ouvrages est dénommé « installations primaires ».

ARTICLE 15. MISE A DISPOSITION DES BIENS AU CONCESSIONNAIRE ET INVENTAIRE DES BIENS

15.1. Mise à disposition des biens en début de Contrat des biens existants

Lors de la prise d'effet du présent contrat, l'AUTORITE CONCEDANTE met à la disposition du CONCESSIONNAIRE l'ensemble des biens mentionnés à l'Article 14.

15.1.1. Procès-verbal de transfert

La prise en charge des installations par le CONCESSIONNAIRE aura lieu à la date fixée par ordre de service de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Cette remise est constatée par la signature d'un Procès-Verbal de transfert (ci-après « PV de transfert »), comme précisé ci-après.

Le jour de la prise en charge des installations, l'AUTORITE CONCEDANTE met à la disposition du CONCESSIONNAIRE l'ensemble des ouvrages, matériels et appareils constituant les Installations Primaires dont elle est propriétaire.

Le PV de transfert comprend un état des lieux d'entrée, ci-après, il est signé contradictoirement par les Prestataires sortants, le CONCESSIONNAIRE et l'AUTORITE CONCEDANTE.

15.1.2. Etat des lieux d'entrée

L'état des lieux d'entrée est annexé au présent Contrat de Concession.

Cet état des lieux contradictoire prend la forme d'un inventaire détaillé des biens précisant leur situation juridique, d'un jugement de l'état des biens sous différents aspects (état général des constructions, entretien, sécurité, fonctionnement particulier des équipements, etc.) et est assorti de photographies.

Cet inventaire est intégré de plein droit au PV de transfert.

En cas de désaccord entre les Prestataires sortants et le CONCESSIONNAIRE sur cet état des lieux contradictoire, une nouvelle visite sera organisée sous constat d'huissier. Les frais d'huissier seront supportés par l'AUTORITE CONCEDANTE.

À partir de la date de prise en charge des installations, le CONCESSIONNAIRE a seul le droit de faire usage des Installations Primaires. Il déclare en avoir parfaite connaissance et en reconnaît le bon fonctionnement. Il est alors seul responsable de leur bon fonctionnement dans le cadre des dispositions de la Concession.

- Le CONCESSIONNAIRE dispose alors d'un délai d'UN (1) mois pour porter à la connaissance de l'AUTORITE CONCEDANTE tout élément concernant la description des installations qu'il lui semble nécessaire de préciser et pour mettre à jour les plans et notices techniques des installations.

Passé ce délai, le CONCESSIONNAIRE ne pourra, en aucune manière, se prévaloir d'une quelconque omission ou imprécision dans la description des installations qui puisse être de nature à remettre en cause les conditions d'exploitation des installations. Il renonce à faire état auprès de l'AUTORITE CONCEDANTE de difficultés provenant de la qualité du matériel et de l'exécution dans tous droits et actions nés ou à naître à l'encontre des installations, des constructeurs, des fournisseurs et de tous tiers. Toutefois, le CONCESSIONNAIRE est autorisé soit directement, soit par l'intermédiaire de l'AUTORITE CONCEDANTE à exercer les recours ouverts à celle-ci vis-à-vis des Prestataires sortants et/ou tout autre tiers par la législation en vigueur. Dans ce cas, le CONCESSIONNAIRE sera subrogé dans les droits et obligations de l'AUTORITE CONCEDANTE y afférents.

En tout état de cause, le CONCESSIONNAIRE ne pourra élever aucune réclamation, ni ne former aucune demande d'indemnisation ultérieure tirée d'une prétendue méconnaissance des sites (bâtiments, sols, équipements...) et de leurs caractéristiques, ainsi que des contraintes techniques des installations existantes, objet de la Concession.

Le CONCESSIONNAIRE est, par la suite, chargé de la tenue à jour de l'inventaire et des différents plans et notices jusqu'au terme de la Concession selon les modalités ci-après.

15.2. Tenue de l'inventaire

Le CONCESSIONNAIRE tient à jour un inventaire valorisé en deux volets comprenant l'ensemble des biens (ANNEXE N°10 ANNEXES PATRIMONIALES ET GARANTIES).

Ces deux volets sont les suivants :

- Un volet « comptable » par catégorie et qualification juridique de biens permettant de les identifier dans la société dédiée.
- Un volet « physique » faisant l'inventaire régulier des biens permettant de localiser, quantifier et définir leur état.

15.2.1. Inventaire comptable des biens

L'inventaire comptable, valorisé, par catégorie, ainsi que les tableaux d'amortissements correspondants sont tenus pour le compte de l'AUTORITE CONCEDANTE par le CONCESSIONNAIRE, tant pour les biens affermés que concessifs.

Il sera à actualiser pour chaque acquisition, mise au rebut, cession ou transformation des immeubles, infrastructures, matériels et équipements.

L'AUTORITE CONCEDANTE peut obtenir, à tout moment et sur simple demande les fichiers informatiques en format exploitable, au format tableur type « Excel » contenant l'état de l'inventaire à sa dernière date de mise à jour.

15.2.2. Inventaire physique des biens

L'inventaire physique des biens incombe au CONCESSIONNAIRE. Le CONCESSIONNAIRE mettra en œuvre un système d'identification des biens afin de rapprocher les inventaires physiques et comptables. L'AUTORITE CONCEDANTE pourra procéder à la vérification et au suivi de l'inventaire physique tenu par le CONCESSIONNAIRE.

Chaque inventaire sera tenu selon la même méthodologie pendant toute la durée du Contrat. En cas de changement du dispositif, le CONCESSIONNAIRE devra en informer préalablement l'AUTORITE CONCEDANTE.

15.3. Informations figurant à l'inventaire

L'inventaire tenu par le CONCESSIONNAIRE fournit au moins les informations suivantes :

- la liste complète des ouvrages, équipements et installations exploités par le CONCESSIONNAIRE comprenant leur valeur historique, et les amortissements éventuels annuels et cumulés, une description sommaire de chacun d'eux, leur localisation, leur qualification juridique (bien de retour, bien de reprise, biens propres) ainsi que leur date de mise en service.
- la valeur de remplacement estimée des ouvrages dont le renouvellement est à la charge du CONCESSIONNAIRE ainsi que leur valeur nette comptable, leur durée de vie résiduelle prévisible et leur vétusté.

L'inventaire distingue les biens délégués par catégories d'ouvrages : ouvrages de génie civil, canalisations, branchements, équipements, locaux techniques et administratifs, biens immatériels.

Pour les ouvrages, équipements et installations constituant des parcs d'équipement (canalisations, accessoires, etc.), l'inventaire comporte les éléments permettant d'en connaître l'importance, la composition et l'évolution.

15.4. Présentation de l'inventaire comptable

L'inventaire fait la distinction entre :

- Les biens mis à disposition par l'AUTORITE CONCEDANTE à titre gratuit :
 - 1- Les biens non-renouvelables
 - 2- Les biens renouvelables

- Les biens mis en concession par le Concessionnaire et financés par lui :
 - 1- Les immobilisations non-renouvelables
 - 2- Les immobilisations renouvelables

15.5. Mise en forme de l'inventaire initial

Dans un délai de un (1) an suivant l'entrée en vigueur du présent Contrat, le CONCESSIONNAIRE propose la mise en forme de l'inventaire et le soumet à l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE ajoute également un chapitre spécifique comportant la liste des biens propres et qu'il affecte exclusivement à la gestion du service délégué.

15.6. Production de l'inventaire

L'inventaire mis à jour est fourni à l'AUTORITE CONCEDANTE dans le cadre de la remise du rapport annuel et est annexé chaque année au présent Contrat.

En cas de retard, la pénalité prévue à l'Article 82 s'applique.

Il tient compte, s'il y a lieu :

- des nouveaux ouvrages, équipements et installations achevés ou acquis depuis l'inventaire initial ou la dernière mise à jour et intégrés au service délégué.
- des évolutions concernant les ouvrages, équipements et installations déjà répertoriés à l'inventaire (renouvellement, etc.),
- des ouvrages, équipements et installations mis hors service, démontés ou abandonnés.

ARTICLE 16. PERIMETRE DE LA CONCESSION

16.1. Périmètre géographique

Le service public de production et de distribution de chaleur est délégué à l'intérieur du périmètre porté sur le plan figurant en ANNEXE N°1 PLAN DU PERIMETRE DE LA CONCESSION

L'accès au Réseau sera réservé aux Abonnés dont les départs de branchements sont situés dans le périmètre du Contrat.

L'AUTORITE CONCEDANTE est habilitée, lorsque des considérations techniques ou économiques (notamment pour réaliser des travaux d'extension du réseau et raccorder de nouveaux usagers), ou la préservation de l'intérêt général le justifient, à modifier le périmètre de la concession dans le respect de la réglementation applicable et dans les conditions prévues au présent Contrat.

Les ouvrages nécessaires au service et présentant un intérêt public local pour l'AUTORITE CONCEDANTE, réalisés par le CONCESSIONNAIRE et situés en dehors du périmètre délégué, font partie intégrante des biens concédés et sont ajoutés à l'inventaire au fur et à mesure de leur réalisation.

16.2. Périmètre technique de la concession

Les biens objet de la concession comprennent notamment :

- L'ensemble des installations de production de chaleur en chaufferies et équipements associés ;
- Les installations de distribution (canalisations enterrées ou non, robinetteries, vannes, purges, vidanges, régulations, etc.) et tous leurs équipements associés ;

- Les installations de livraison en sous-station et tous leurs équipements associés ;
- Les installations de pilotage, contrôle et comptage et notamment :
 - Les compteurs de chaleur ;
 - L'ensemble des installations hydrauliques, des robinetteries, vannes, filtres, automatismes et régulations ;
 - L'ensemble des installations et équipements électriques ;
 - Le système de télégestion des installations ;
 - L'ensemble des organes de sécurité, de mesure, de contrôle, de commande, y compris le système de télégestion, etc.

ARTICLE 17. EXCLUSIVITÉ ET DEVELOPPEMENT DU SERVICE

17.1. Exclusivité du service

Le CONCESSIONNAIRE a seul le droit d'utiliser les ouvrages délégués dans le périmètre défini en ANNEXE N°1 PLAN DU PERIMETRE DE LA CONCESSION

Le CONCESSIONNAIRE dispose également du droit exclusif d'établir et d'entretenir dans le périmètre délégué, au-dessus ou au-dessous des voies publiques et de leurs dépendances, tous les ouvrages de distribution de chaleur nécessaires au service.

L'établissement par un tiers, de canalisations reliant entre eux des établissements qui leur appartiennent et couvrant leurs propres besoins de chaleur (réseaux privés), n'est pas considéré comme une atteinte à l'exclusivité du service. Le CONCESSIONNAIRE n'est pas tenu d'exploiter ces ouvrages qui ne font pas partie du domaine délégué. Cet établissement de canalisations doit s'effectuer en tenant compte des ouvrages existants du CONCESSIONNAIRE. En tant que de besoin, la modification ou le déplacement des ouvrages du CONCESSIONNAIRE sont assurés sous le contrôle du CONCESSIONNAIRE et ne sont pas assurés aux frais du CONCESSIONNAIRE. Dans cette hypothèse, le CONCESSIONNAIRE fait son affaire des rapports avec les tiers, sans pouvoir demander une prise en charge financière à l'AUTORITE CONCEDANTE.

Un autre exploitant, ou un service public, peut être autorisé par l'AUTORITE CONCEDANTE à emprunter ou à établir à ses frais des ouvrages, à l'intérieur du périmètre délégué, les voies publiques ou leurs dépendances pour transporter de la chaleur destinée à alimenter une distribution publique située en totalité en dehors de ce périmètre.

Les ouvrages délégués pourront être utilisés, à la demande de l'AUTORITE CONCEDANTE ou sur proposition du CONCESSIONNAIRE, afin d'assurer un transit/transport de chaleur vers un autre réseau de chaleur. L'accord préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE est nécessaire. Les Parties fixeront les conditions technico-économiques de ce transit et de façon à limiter les perturbations du service, notamment au titre de la conduite et du fonctionnement du Réseau. Les charges résultant du service ainsi rendu doivent donner lieu à rémunération au profit de l'AUTORITE CONCEDANTE et du CONCESSIONNAIRE de façon que soit annulée l'incidence de coût qui pèserait sur les Abonnés.

17.2. Développements et extensions du Réseau

Le développement du Réseau, ses extensions et le raccordement de nouveaux abonnés font partie de l'objet du Contrat et des obligations du CONCESSIONNAIRE et constituent des Modifications autorisées au titre de l'Article R.3135-1 du Code de la commande publique.

L'AUTORITE CONCEDANTE informe le CONCESSIONNAIRE des programmes immobiliers dont elle a connaissance dans le périmètre de la concession et à proximité, et notamment lui communique toutes

les demandes de permis de construire sur les terrains inclus dans ce périmètre. Le CONCESSIONNAIRE prend contact avec les maîtres d'ouvrage concernés pour envisager les possibilités de raccordement.

Le CONCESSIONNAIRE informe l'AUTORITE CONCEDANTE de tous les projets de construction et d'aménagement qui sont portés à sa connaissance. Le CONCESSIONNAIRE informe l'AUTORITE CONCEDANTE des suites envisagées aux études de raccordement et en particulier des motifs de non-raccordement.

Le CONCESSIONNAIRE met en place un dispositif de prospection chargé de dresser l'inventaire et une cartographie tenue à jour des bâtiments existants potentiellement raccordables au réseau, référençant les énergies en place, les puissances, l'âge des équipements (...).

ARTICLE 18. OBLIGATION DE DESSERVIR LES ABONNÉS

18.1. Raccordement dans le cadre des travaux de premier établissement à l'origine du contrat

À l'intérieur du périmètre délégué, le CONCESSIONNAIRE réalise le Réseau en application des dispositions prévues à l'article 29 pour les Travaux de Premier Etablissement à l'origine du contrat décrit en ANNEXE N°3 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT.

Les Abonnés sont raccordés au Réseau Primaire, ainsi établi, en application des stipulations du chapitre « Exploitation du service ».

18.2. Raccordement dans le cadre de travaux de développement et d'extension

Le Réseau de chaleur a vocation à se développer dans la perspective de faire bénéficier aux usagers situés sur le périmètre du Contrat d'une fourniture de chaleur pérenne avec une part prépondérante d'énergie d'origine renouvelable ou de récupération (taux d'ENR&R).

Le CONCESSIONNAIRE est chargé de réaliser toutes les études des projets de développements et d'extensions opportuns lesquels constitueront des Modifications autorisées du Contrat initial au titre de l'Article R3135-1 du Code de la commande publique.

LE CONCESSIONNAIRE est tenu d'étudier spontanément ou dans un délai de trois mois sur demande de l'AUTORITE CONCEDANTE ou des propriétaires intéressés, tout développement du réseau et tous renforcements des installations qui en sont la conséquence, si les propriétaires intéressés participent aux frais de raccordement, dans les conditions définies à Chapitre VArticle 60, et sous réserve des conditions suivantes :

- Une puissance souscrite minimale de **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** kW ;
- Une garantie de densité énergétique annuelle minimale de **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** de MWh / ml de réseau (MWh à rigueur climatique contractuelle / longueur de la tranchée entre le poste de livraison de l'Abonné et le réseau existant).

L'étude du Concessionnaire, portant aussi bien sur les développements dont il est à l'origine que ceux sollicités par l'AUTORITE CONCEDANTE ou les intéressés, détermine la durée de retour sur investissement de ces travaux en fonction :

- Des recettes attendues (dont les subventions mobilisables, les droits de raccordement) ;
- Des investissements à réaliser sur la base :

- Des prix du bordereau de l'ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER) Des éventuelles dépenses de fonctionnement marginales, à justifier ;
- De frais financiers et de retour sur investissement déterminés comme suit :
 - **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** %

Le CONCESSIONNAIRE présente ces études à l'AUTORITE CONCEDANTE et réalise tous les compléments nécessaires.

Si la durée de retour sur investissement est inférieure à la durée résiduelle du Contrat, le CONCESSIONNAIRE est tenu de réaliser le raccordement et sans indemnité de fin de contrat prévue à l'Article 89.

Si la durée de retour sur investissement est supérieure à la durée résiduelle du Contrat, l'AUTORITE CONCEDANTE autorise au cas par cas la réalisation des développements et extensions étudiés.

Dans tous les cas, les développements sont réalisés dans les conditions de l'Article 89 (valeur maximale de l'indemnité de fin de contrat) avec la possibilité de prolonger la durée du Contrat.

Les Abonnés sont raccordés au Réseau Primaire, ainsi établi, en application des stipulations du chapitre «Exploitation du service ».

ARTICLE 19. UTILISATION ACCESSOIRE DES OUVRAGES DE LA CONCESSION

19.1. Importation

Le CONCESSIONNAIRE peut acheter, à ses frais, de la chaleur à des tiers après accord exprès et préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE. Toute modification des conditions d'importation de chaleur devra faire l'objet d'un accord exprès et préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE .

Cette demande doit être motivée et accompagnée d'une étude d'impact, notamment sur le plan financier. En aucun cas, cette importation d'énergie ne doit engendrer d'augmentation du coût global de l'énergie vendue aux Abonnés ni remettre en cause l'intérêt environnemental du projet.

Le CONCESSIONNAIRE reste entièrement responsable de l'exécution des contrats d'importation d'énergies notamment afin d'assurer et garantir la continuité du service public et la pérennité des tarifs sur la durée du Contrat. Il ne pourra se retourner contre l'AUTORITE CONCEDANTE pour quelque motif que ce soit ou réclamer quelque indemnité que ce soit.

A cet effet, le CONCESSIONNAIRE s'engage à mettre en place à ses frais exclusifs tous les moyens de production de chaleur de substitution à l'importation de chaleur nécessaires afin d'assurer la continuité du service public, le maintien des tarifs et un taux d'EnR&R supérieur à celui repris aux engagements figurant en ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE.

Les contrats de fourniture / achat de chaleur conclus sont annexés au présent Contrat (ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION) et devront comporter toutes les clauses nécessaires à satisfaire les obligations susvisées. **A FOURNIR PAR LE CANDIDAT LE CAS ECHEANT**

Les contrats de fourniture / achat de chaleur conclus par le CONCESSIONNAIRE devront également comporter une clause réservant à l'AUTORITE CONCEDANTE la faculté de se substituer au CONCESSIONNAIRE ou à toute autre personne désignée par lui, et ce a minima jusqu'au terme normal du Contrat. Après signature de ces contrats, une copie est transmise à l'AUTORITE CONCEDANTE .

Toute modification des conventions de fourniture devra faire l'objet d'un accord exprès et préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Faute d'accord préalable, les conventions d'importation et leurs éventuels avenants ne seront pas opposables à l'AUTORITE CONCEDANTE qui pourra infliger des sanctions pécuniaires au CONCESSIONNAIRE.

Dans l'hypothèse où le CONCESSIONNAIRE ne parviendrait pas à mettre en œuvre les moyens de production de substitution, les Parties conviennent de se rapprocher pour trouver une solution alternative permettant de poursuivre l'exécution du présent Contrat.

Si, dans les deux mois à compter de la date de la demande de révision présentée par l'une des parties un accord n'est pas intervenu, l'AUTORITE CONCEDANTE pourra résilier le présent Contrat pour faute du CONCESSIONNAIRE. Le CONCESSIONNAIRE ne pourra prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

19.2. Exportation

À la condition expresse que toutes les obligations du Contrat soient remplies, le CONCESSIONNAIRE peut être autorisé à utiliser, dans les conditions de la réglementation en vigueur, les ouvrages délégués pour vendre de la chaleur à des consommateurs situés en dehors du périmètre délégué, pour une durée qui ne pourra excéder celle du Contrat.

Cette autorisation est accordée par l'AUTORITE CONCEDANTE. Elle est sans incidence sur le périmètre délégué et notamment subordonnée à la condition suivante : le CONCESSIONNAIRE est tenu, pour ces fournitures en dehors du périmètre délégué, de réserver les droits de l'AUTORITE CONCEDANTE sur les ouvrages qu'il a réalisés et financés dans le cadre de la présente concession, en cas de retour des installations, soit au terme de la concession, soit par résiliation ou déchéance.

Par priorité, l'AUTORITE CONCEDANTE, se réserve la possibilité, en fin de Contrat, de racheter ou non les ouvrages que le CONCESSIONNAIRE aura réalisés au titre de son activité commerciale d'exportation de chaleur. Au moins deux ans avant la fin du Contrat, le CONCESSIONNAIRE saisit l'AUTORITE CONCEDANTE, par courrier, d'une demande tendant à ce qu'elle précise ses intentions vis-à-vis de ces ouvrages.

Afin de permettre à l'AUTORITE CONCEDANTE de se prononcer, il porte à sa connaissance tout élément utile à cette fin, et notamment ceux permettant de déterminer la nature et les caractéristiques principales des ouvrages, leur état d'entretien et de fonctionnement, leur lieu d'implantation, l'identité du ou des propriétaires des immeubles où ils sont implantés, les conditions financières de l'occupation, le titre juridique justifiant l'occupation.

Si l'AUTORITE CONCEDANTE fait connaître explicitement au CONCESSIONNAIRE son accord pour racheter les équipements, ce rachat s'effectue à leur valeur nette comptable. Ces biens seront assimilés à des biens de reprise.

En cas de réponse défavorable ou en l'absence de réponse explicite apportée à la demande dans les deux mois précédant l'échéance du Contrat, le CONCESSIONNAIRE assurera, à ses frais, la remise en état des immeubles occupés, notamment par démontage ou destruction des ouvrages.

En aucun cas, une exportation de chaleur ne devra engendrer une augmentation du prix de la chaleur vendue aux Abonnés ou ne devra contrevenir aux engagements repris en ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE.

19.3. Utilisation accessoire des ouvrages

En cas d'utilisation des ouvrages du service pour d'autres usages non liés au service (passage de câbles, implantation d'antennes) l'accord de l'AUTORITE CONCEDANTE est requis pour toute convention à mettre en place, avec possibilité de redevance versée à l'AUTORITE CONCEDANTE.

Les conditions d'occupation, les modalités d'entretien et de gestion, la fixation de la redevance à payer au CONCESSIONNAIRE et / ou à l'AUTORITE CONCEDANTE sont, à défaut d'entente amiable entre l'AUTORITE CONCEDANTE, le CONCESSIONNAIRE et le service occupant, déterminées dans les conditions prévues à l'Article 22 ci-après.

La redevance tient compte, des frais résultant du passage, du service rendu à l'AUTORITE CONCEDANTE ou au service occupant, ainsi que du préjudice susceptible d'être occasionné au CONCESSIONNAIRE par l'occupation.

ARTICLE 20. UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES

Pour l'exercice de ses droits relatifs à l'établissement, au renouvellement, à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages, le CONCESSIONNAIRE doit se conformer aux conditions du présent Contrat, au Code de la voirie routière et aux règlements de voirie en vigueur ou à venir.

Le CONCESSIONNAIRE se charge d'obtenir les autorisations sur le domaine public qui appartient à l'AUTORITE CONCEDANTE dans les conditions fixées à l'Article 25.

Le CONCESSIONNAIRE se charge d'obtenir les autorisations d'occupation sur le domaine public qui n'appartient pas à l'AUTORITE CONCEDANTE et l'en informe.

Le CONCESSIONNAIRE se charge également d'obtenir les conventions d'occupation du domaine privé et en informe l'AUTORITE CONCEDANTE. Leur conclusion est soumise à l'avis favorable préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE qui examinera les conditions financières associées et le caractère de pérennité des modalités proposées. Un état des lieux de ces conventions devra être remis annuellement à l'AUTORITE CONCEDANTE.

L'AUTORITE CONCEDANTE peut également, en accord avec le CONCESSIONNAIRE, procéder directement aux acquisitions de terrains ou servitudes et mettre les droits ainsi acquis à la disposition du CONCESSIONNAIRE qui en supporte les frais.

ARTICLE 21. MISE A DISPOSITION D'OUVRAGES PAR DES TIERS

Le cas échéant, une Collectivité ou un Abonné peut mettre à disposition du CONCESSIONNAIRE, avec son accord, des ouvrages (bâtiments, chaufferies, équipements ...) pour compléter les besoins du service, en appoint ou en secours, en mi-saison ou en été, etc. En complément, il est entendu que des solutions techniques et économiques viables devront être mises en place ou prévues (c'est-à-dire a minima étudiées, validées et financées) pour assurer le fonctionnement du réseau en cas d'arrêt de cette mise à disposition.

Dans ce cas, des conventions de mise à disposition sont signées entre le Maître d'ouvrage, propriétaire des installations confiées, et le CONCESSIONNAIRE.

Les projets de convention, établis par le CONCESSIONNAIRE, sont soumis à l'accord préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE devra produire, à l'appui de ce projet de Contrat, tous les éléments techniques et financiers de cette mise à disposition.

Sauf indication contraire spécifiée dans ces conventions :

- Leur durée ne peut être supérieure à celles du présent Contrat et des polices d'abonnement ou traités particuliers d'abonnement des bâtiments attachés à ces installations ou ces ouvrages;
- Ces ouvrages sont pris en charge par le CONCESSIONNAIRE. Le périmètre précis (équipements, clos et couvert, ...) des prises en charge est précisé ;
- Le cas échéant, la convention règle le problème des travaux préalables de mise en conformité ;
- Ces ouvrages sont ensuite exploités, entretenus et renouvelés par le CONCESSIONNAIRE, au même titre que les autres ouvrages de la concession.

Le CONCESSIONNAIRE est tenu, sous sa responsabilité, de s'assurer préalablement de l'état des ouvrages mis à sa disposition, afin qu'aucun préjudice financier, non prévu à l'origine, ne puisse venir grever les comptes de la concession (ou du fait de leur mise hors service prématurée) et qu'aucune atteinte ne soit portée à la continuité du service public du fait de ces ouvrages. Sinon, seuls le CONCESSIONNAIRE et le Maître d'ouvrage, propriétaire des ouvrages concernés, auraient à subir les pertes afférentes et les conséquences en résultant.

Une fois les conventions conclues, le CONCESSIONNAIRE en adresse copie à l'AUTORITE CONCEDANTE. Elles ne peuvent pas être modifiées sans l'accord préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE.

En tant qu'elles sont conclues avec des tiers, les conventions précitées sont, sauf stipulations contraires énoncées au présent article, soumises aux exigences de l'Article 55.

L'ensemble des conventions contractualisées avec des tiers figurent en ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION.

ARTICLE 22. CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION / D'ACQUISITION DE L'EMPRISE

22.1. Remise de l'emprise en début de Contrat

Pour la bonne exécution des prestations qui incombent au CONCESSIONNAIRE et pour une durée limitée à celle du présent contrat, l'AUTORITE CONCEDANTE met à la disposition du Concessionnaire l'emprise foncière cadastrée 2623 de la section 0B telle que figurant en ANNEXE N°10 ANNEXES PATRIMONIALES ET GARANTIES pour réaliser l'implantation des puits de géothermie et de la chaufferie centralisée comprenant la centrale de géothermie et la/les chaufferie gaz appoint/secours du réseau de chaleur.

Le présent Contrat vaut occupation du domaine public de l'emprise foncière.

A compter de la date de notification du Contrat, le CONCESSIONNAIRE fait son affaire de demander, par courrier, à l'AUTORITE CONCEDANTE la mise à disposition de ladite emprise foncière en sollicitant l'établissement d'un état des lieux contradictoire préalable. Les Parties conviennent de la date d'établissement de cet état des lieux, lequel est consigné dans un procès-verbal daté et signé et reprenant les observations éventuelles des parties.

L'AUTORITE CONCEDANTE communique au CONCESSIONNAIRE tous les plans et renseignements en sa possession intéressant le projet. Il s'interdit d'opposer toute incomplétude, insuffisance ou caractère erroné de ces pièces.

22.2. Condition d'occupation du domaine public

Le présent Contrat emporte occupation du domaine public de l'AUTORITE CONCEDANTE, et vaut autorisation d'occupation de ce domaine par le Concessionnaire pour sa durée, sans accorder des droits réels.

En contrepartie de cette occupation, le Concessionnaire s'acquitte d'une redevance annuelle dans les conditions visées à l'article 64.1.2 du présent contrat. Le CONCESSIONNAIRE doit occuper personnellement les lieux mis à disposition.

Toutefois, l'AUTORITE CONCEDANTE autorise le CONCESSIONNAIRE à consentir toute convention de sous-occupation du domaine public compatible avec la destination de l'ensemble immobilier, sous réserve de l'accord expresse de l'AUTORITE CONCEDANTE.

La date de fin des dites conventions ne pourra dépasser la date de fin du Contrat.

L'occupation par un affichage publicitaire sans lien avec le service délégué n'est pas autorisé.

A la demande de l'AUTORITE CONCEDANTE, le CONCESSIONNAIRE sera tenu de faire cesser, sans délai, toute occupation qui serait contraire à l'ordre public.

22.3. Délimitation des responsabilités

Le Concessionnaire s'engage à accepter le terrain mis à disposition en l'état de sorte qu'il ne pourra élever ni réclamations ni recours contre l'AUTORITE CONCEDANTE de quelque nature que ce soit et notamment pour des raisons de voisinage, de mitoyenneté, de présence d'occupants sans titre, d'occupation illicite, de déversement d'encombrements ou détritux, de stationnement illégal ou de mauvais état du sol et du sous-sol, en ce compris les vices apparents ou cachés pouvant l'affecter.

En conséquence de quoi, le CONCESSIONNAIRE s'engage à réaliser sur l'emprise foncière toute opération technique rendue nécessaire, notamment de décontamination, de dépollution, de sondages de sols et de remise en état, lui permettant d'effectuer l'ensemble des travaux prévus par le Contrat dans le respect de la réglementation en vigueur, des règles de l'art, et de ses obligations contractuelles. Dès mise à disposition ou acquisition de l'emprise, le CONCESSIONNAIRE en assume seul la garde, sous son entière responsabilité, et veille notamment à ce titre à sa conservation, à son entretien, à son gardiennage, à expulser, à ses frais, les éventuels occupants sans titre, à le faire clôturer et borner.

ARTICLE 23. CLASSEMENT DU RESEAU

Conformément à l'article L712-1 du code de l'énergie dans sa rédaction applicable à compter 1^{er} janvier 2022, et à la Loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat, le Réseau de chaleur est automatiquement classé dès lors qu'il est alimenté à plus de 50% par des énergies renouvelables ou de récupération (ENR&R).

La zone de desserte du Réseau et les périmètres de développement prioritaires issus du classement sont à définir entre l'AUTORITE CONCEDANTE et le CONCESSIONNAIRE. Pour la période couvrant les Travaux de 1^{er} établissement, le périmètre pour le Réseau est repris en ANNEXE N°1 PLAN DU PERIMETRE DE LA CONCESSION. Ce périmètre est révisé périodiquement, d'un commun accord entre l'AUTORITE CONCEDANTE et le CONCESSIONNAIRE.

En conséquence, le CONCESSIONNAIRE veille au respect des conditions légales du classement du Réseau de chaleur :

- Le Réseau de chaleur doit être alimenté à plus de 50% par une énergie renouvelable ou de récupération ;
- Le comptage des quantités d'énergie livrées par point de livraison est assuré ;
- L'équilibre financier de l'opération pendant la période d'amortissement des installations est assuré au vu des besoins à satisfaire, de la pérennité de la ressource en énergie renouvelable ou de récupération, et compte tenu des conditions tarifaires prévisibles.

En cas de modification du classement du réseau :

- Le CONCESSIONNAIRE assiste l'AUTORITE CONCEDANTE en fournissant tous conseils et réponses utiles à cet effet et dans la limite du périmètre géographique de la concession ;
- Toute décision portant sur le classement du Réseau de chaleur interviendra dans le respect des lois et décrets en vigueur et notamment du Code de l'Energie et sera d'application immédiate au Contrat dès sa publication.

[Le CANDIDAT est invité à présenter les périmètres de développement souhaités et les conditions dérogatoires à l'obligation de raccordement au réseau dans le périmètre de classement, dans une logique qui lui semble favorable au projet (distance autour du réseau prévisionnel, densité minimum, puissance minimum...)]

ARTICLE 24. PROCEDURE DITE « TITRE V RESEAU »

Le CONCESSIONNAIRE, dès la signature de la concession, entreprendra, en accord avec l'AUTORITE CONCEDANTE, les démarches administratives en vue de l'obtention d'un agrément « Titre V » tel que défini à l'annexe V de l'arrêté du 26 octobre 2010 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments.

Cette disposition vise à faire reconnaître dans les méthodes de calcul réglementaires le caractère faiblement émetteur de CO₂ du réseau de chaleur.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à accomplir toutes les formalités nécessaires au dépôt du dossier Titre V dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du Contrat et à prendre en charge les coûts afférents.

CHAPITRE III

TRAVAUX

ARTICLE 25. PRINCIPES GENERAUX

Le CONCESSIONNAIRE sera chargé de la conception, du financement, et de la réalisation, à ses frais et risques :

- Des Travaux de Premier Etablissement comprenant notamment :
 - o les moyens de production d'appoint/secours gaz nécessaires à la continuité du service public ;
 - o Les travaux de forage du doublet géothermique ;
 - o La production thermique :
 - o réalisation de l'outil de production utilisant la géothermie ;
 - o réalisation des outils de production dédiés à l'appoint secours ;
 - o la pose des réseaux primaires de distribution ;
 - o la mise en place des équipements primaires en sous-station abonnés.
- De l'ensemble des travaux d'entretien, de grosses réparations et renouvellement nécessaires à la production et à la distribution de chaleur. Le plan prévisionnel de Gros Entretien Renouvellement figure à l'ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION.

Le CONCESSIONNAIRE est maître d'ouvrage pour tous les travaux. Ces travaux seront donc réalisés sous sa responsabilité, à charge pour lui de se faire assister du ou des maîtres d'œuvre de son choix.

Qu'il s'agisse de travaux neufs, d'entretien, de réparation ou d'extension, le CONCESSIONNAIRE doit, pendant la durée de ces travaux, prendre toutes les mesures intéressant la sécurité, à ses risques et périls et sous sa responsabilité.

Dans la limite de ses compétences, l'AUTORITE DELAGANTE fera ses meilleurs efforts pour accompagner le CONCESSIONNAIRE dans la mise en œuvre des travaux à des fins de tenue et d'optimisation des délais. Cet accompagnement vise à impliquer toutes les parties prenantes susceptibles d'avoir une influence sur les travaux et pourra notamment consister selon les circonstances : à une mise en relation avec les personnes habilitées des différents collectivités ou directions territoriales de l'AUTORITE CONCEDANTE concernées, à une prévenance et une information amont des différentes sujétions ou événements susceptibles d'impacter les plannings prévisionnels, à la participation à l'établissement et à l'actualisation de tout outil de coordination stratégique entre toutes les parties prenantes susceptible de faciliter la communication sur le projet et les démarches administratives

25.1. Modalités particulières de contractualisation

Lors de la passation des contrats de travaux qu'il sera amené à conclure avec des entreprises en vue de la réalisation des ouvrages, le CONCESSIONNAIRE fera son affaire de permettre à l'AUTORITE CONCEDANTE de rechercher la responsabilité contractuelle des entreprises, notamment au titre des sommes correspondant aux réserves non levées au moment de la réception, et ce, même si le décompte financier définitif du contrat est déjà intervenu.

De même, le CONCESSIONNAIRE s'engage à prévoir, dans ces mêmes contrats, que lui-même ou, le cas échéant, une fois l'ouvrage remis ou transféré, l'AUTORITE CONCEDANTE, pourra appeler en garantie les entreprises au titre des actions susceptibles d'être intentées à leur encontre par des tiers, et ce, même si les dommages à réparer venaient à se révéler postérieurement à la réception de l'ouvrage. Le CONCESSIONNAIRE devra également faire mention de cette faculté au sein des procès-verbaux de réception établis en exécution de ces contrats.

25.2. Modalités de coordination des travaux

Le CONCESSIONNAIRE s'efforcera d'adapter son programme de travaux en fonction des travaux de voirie et d'aménagement urbains afin de mutualiser les coûts et de limiter les nuisances aux riverains et les perturbations de la circulation au strict nécessaire. Dans cette optique, il développera son programme de travaux en collaboration avec les aménageurs et les promoteurs concernés, ainsi qu'avec les collectivités compétentes et leurs CONCESSIONNAIRES pour les travaux de voirie et réseaux. Il informera de la programmation des travaux de 1^{er} établissement l'AUTORITE CONCEDANTE, ainsi que les communes le plus en amont possible. Cette information pourra être complétée éventuellement par l'utilisation de l'outil Litteralis.

25.3. Déploiement de la fibre optique et réseaux de télécommunications

Le CONCESSIONNAIRE accordera toutes facilités aux services de l'AUTORITE CONCEDANTE et à ses prestataires en charge du déploiement de la fibre optique et des réseaux de télécommunications pour leur permettre de conduire leurs projets (notamment échanges avec les services, communication des plans du Réseau et des plannings de réalisation, respect des préconisations techniques relevant des règles de l'art).

Ainsi, sur demande de l'AUTORITE CONCEDANTE, le CONCESSIONNAIRE devra poser dans certaines tranchées ouvertes pour le Réseau Primaire des fourreaux nécessaires au déploiement du réseau public de fibre optique et/ou des réseaux de télécommunications ainsi que les chambres de tirage et les boîtes de dérivation. La fourniture et la pose de ces fourreaux, chambres de tirage et boîtes de dérivation seront à la charge de l'AUTORITE CONCEDANTE.

25.4. Modalités particulières de réalisation des travaux

25.4.1. Risque amiante

Le CONCESSIONNAIRE assume le risque amiante concernant les terrains et bâtiments concédés ainsi que la voirie sur le tracé du Réseau Primaire et caniveau enterrés

Il est entendu que la cartographie des zones amiantées établie par le CONCESSIONNAIRE sera mise à disposition de l'AUTORITE CONCEDANTE à titre gracieux.

Concernant le raccordement de nouveaux Abonnés, le coût du traitement éventuel de l'amiante lors de la création du Réseau peut être répercuté aux Abonnés concernés via les Frais de raccordement (frais de branchement et droit de raccordement) après établissement du devis de raccordement et acceptation des Abonnés concernés.

Le CONCESSIONNAIRE est tenu d'informer l'AUTORITE CONCEDANTE des dates de visite d'inspection des installations par les services de l'Etat et de lui communiquer les rapports d'inspection et les recommandations.

25.4.2. Condition d'établissement des ouvrages

Les ouvrages de la concession sont établis de telle sorte à ne pas préjudicier à l'affectation du domaine public, dans des conditions leur permettant de supporter sans dommages toutes les conséquences de

l'affectation normale des voies publiques et, s'il y a lieu, de l'usage des propriétés privées tel qu'il est défini par les conventions de servitudes.

25.4.3. Travaux sous voie publique

Aucun travail nécessitant une fouille sous la voie publique ne peut être entrepris sans une autorisation préalable des services compétents (notamment Demande d'Autorisation d'Occupation Temporaire (A.O.T.) du domaine public routier et Demande d'Autorisation d'Exécution de Travaux et prescriptions techniques). Le CONCESSIONNAIRE applique les dispositions du règlement de voirie de l'AUTORITE CONCEDANTE ou de l'autorité compétente.

Si des servitudes sont à établir, elles le seront dans les conditions prévues à Article 55.

L'AUTORITE CONCEDANTE est informée des difficultés rencontrées par le CONCESSIONNAIRE et peut prêter son concours pour l'obtention desdites autorisations.

25.4.4. Déclarations de projet de travaux (DT) et Déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT)

Pour la réalisation des travaux, le CONCESSIONNAIRE s'engage à respecter les dispositions des articles R554-1 et suivants du Code de l'environnement, ainsi que son arrêté d'application du 15 février 2012, et de tout autre texte en vigueur, précisant ou complétant ces dispositions.

25.4.5. Actions de communication

Le CONCESSIONNAIRE réalise les actions de communication autour des travaux et ce, à sa charge.

Concernant la communication « chantier », celle-ci devra respecter la charte utilisée par l'AUTORITE CONCEDANTE pour sa communication de chantier. Le CONCESSIONNAIRE devra présenter à la Direction de la Communication de l'AUTORITE CONCEDANTE le plan de communication envisagé, ainsi que les projets de supports de communication utilisés (panneaux, flyers...). Celui-ci sera établi en concertation avec la commune et validé par l'AUTORITE CONCEDANTE.

Concernant les travaux de construction de la centrale de production, le CONCESSIONNAIRE organise une action de communication lors de la pose de la 1^{ère} pierre et/ou de la mise en service, en présence des représentants de l'AUTORITE CONCEDANTE, des communes et des éventuels financeurs, et en lien avec la Direction de la Communication de l'AUTORITE CONCEDANTE.

ARTICLE 26. PROGRAMME DE TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT

26.1. Principes généraux

Le CONCESSIONNAIRE est maître d'ouvrage pour tous les Travaux de Premier Etablissement.

Dans le cadre de l'exécution des travaux, seront notamment pris en charge par le CONCESSIONNAIRE :

- L'ensemble des études :
 - Assistance à la maîtrise d'ouvrage
 - Maîtrise d'œuvre
 - Diagnostics autant que besoin
 - Etude technique, architecturale et paysagère ;
 - Etude technique sous-sol et forage
 - Etude technique de réalisation du Réseau et sous-stations ;
 - Dimensionnement des matériels : outils de production, réseaux et sous-stations ;
 - Etc.

- La Maîtrise d'œuvre ;
- Les assurances ;
- La Coordination Sécurité Protection de la Santé ;
- Le Contrôle Technique des ouvrages bâtis ;
- Les essais avant mise en service ;
- La réalisation des Dossiers des Ouvrages Exécutés en fin de chantier ;
- Les démarches administratives, notamment toutes les autorisations et déclarations nécessaires à la bonne exécution des travaux et toutes les autorisations et déclarations nécessaires à la bonne exécution du service, relations avec les organismes et les riverains.

En amont des travaux, le CONCESSIONNAIRE aura la charge des dossiers de demandes de subventions (ADEME, Région, fonds européens, etc.).

Les Travaux de Premier Etablissement comprennent les travaux prévus à l'origine du contrat et décrits en ANNEXE N°3 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT

26.2. Travaux de premier établissement prévus à l'origine du contrat

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à réaliser à ses risques et périls, le programme général de Travaux de Premier Etablissement prévu à l'origine du contrat et décrit en ANNEXE N°3 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT.

Néanmoins, au plus tard à l'issue de la première année du Contrat, pour tenir compte de la commercialisation, le CONCESSIONNAIRE peut proposer une adaptation du programme de Travaux de Premier Etablissement et présente sa demande avec un dossier complet proposant toutes les adaptations contractuelles nécessaires au présent Contrat en conservant les hypothèses initiales de toute nature conduisant à la formation des charges et recettes de la concession. Cette adaptation ne peut pas avoir pour conséquence :

- De compromettre le raccordement de tout abonné qui aurait déjà signé une demande de police d'abonnement,
- D'augmenter le tarif de la chaleur pour les abonnés,
- De remettre en cause le planning prévisionnel de déploiement,
- De dégrader le niveau des engagements performanciels ou de moyens sur lesquels s'est engagé le CONCESSIONNAIRE,
- Le cas échéant, de diminuer les capacités de développement du réseau et d'atteinte à terme des engagements performanciels tels qu'ils sont décrits dans le présent contrat.

26.3. Autorisations liées à la géothermie

Permis de travaux (sous-sol)

L'AUTORITE CONCEDANTE déposera une demande d'autorisation de recherche et d'ouverture de travaux de forage auprès des services de la Préfecture de Seine-et-Marne.

Permis d'exploiter (sous-sol)

A l'issue des forages, le CONCESSIONNAIRE s'engage à accompagner l'AUTORITE CONCEDANTE auprès des autorités compétentes, afin d'assurer l'obtention de l'autorisation du permis d'exploiter les puits de géothermie forés.

Amodiation du permis d'exploiter

Une fois le permis d'exploiter définitif obtenu, l'AUTORITE CONCEDANTE procédera à la demande d'amodiation du permis d'exploiter en faveur du CONCESSIONNAIRE.

Le CONCESSIONNAIRE, en tant que futur amodiatrice du titre minier, gèrera l'ensemble des communications avec les autorités compétentes.

26.4. Schéma directeur de développement

Tous les cinq ans, le CONCESSIONNAIRE présente à l'approbation de l'AUTORITE CONCEDANTE un programme prévisionnel de réalisation et de financement des travaux de développement. Ce programme est présenté pour la première fois trois ans après le début de la concession.

26.5. Programmation annuelle

Le CONCESSIONNAIRE présente à l'approbation de l'AUTORITE CONCEDANTE la liste des travaux à exécuter l'année suivante, soit dans le cadre du programme général des travaux, soit pour assurer d'autres fournitures.

Cette liste devra être présentée à L'AUTORITE CONCEDANTE au plus tard le 1er octobre de chaque année pour l'exercice suivant, débutant le 1er janvier de l'année suivante. Elle devra faire apparaître les caractéristiques techniques des ouvrages et les plans associés, les modalités de collaboration avec d'autres travaux sur voirie publique et les incidences éventuelles des travaux sur la circulation. Une réunion de présentation et d'échanges sera organisée par les parties. L'AUTORITE CONCEDANTE précisera ses remarques dans un délai de deux (2) mois.

Si cette liste venait à être modifiée, les modifications devront être immédiatement portées à la connaissance de L'AUTORITE CONCEDANTE.

Si la liste doit être modifiée en cours d'année, les modifications sont soumises à l'approbation de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Ces programmes de travaux doivent être cohérents avec les comptes prévisionnels ainsi que stipulé à l'ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER).

Les approbations sont considérées comme acquises, si elles ne sont pas refusées dans un délai de trois (3) mois pour les programmes quinquennaux, de deux (2) mois pour les listes annuelles à l'issue de la réunion de présentation.

L'AUTORITE CONCEDANTE s'assure que les programmes et délais ainsi définis sont respectés et appliqués, le cas échéant, les pénalités de retard prévues à Chapitre VII Article 82.

26.6. Délais d'exécution

Le déroulement des Travaux de Premier Etablissement fait l'objet, en application de son programme de travaux défini à l'Article 26 ci-dessus, d'un planning proposé par le CONCESSIONNAIRE, accepté par l'AUTORITE CONCEDANTE figurant à l'ANNEXE N°3 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT. Ce planning fixe les délais d'exécution, à partir de la date de prise d'effet du présent Contrat, des différents ouvrages prévus.

L'AUTORITE CONCEDANTE s'assure que les délais sont respectés et notamment que la fourniture de chaleur sera réalisée dans les conditions du présent Contrat, particulièrement pour les Abonnés pour lesquels les ouvrages de Premier Etablissement sont prévus. Des pénalités pour retard sont applicables dans les conditions fixées à l'Article 82.

Les programmes annuels de travaux d'entretien, de GER, font également l'objet de prévisions de délais, mais ceux-ci ne sont fournis par le CONCESSIONNAIRE à l'AUTORITE CONCEDANTE qu'à titre indicatif. Le CONCESSIONNAIRE reste juge de la date de mise en service des ouvrages construits au titre de ces programmes dans le cadre de ses prévisions.

ARTICLE 27. CONTROLE DES ETUDES ET DES TRAVAUX PAR L'AUTORITE CONCEDANTE

27.1. Dispositions générales

L'AUTORITE CONCEDANTE dispose, pendant toute la durée de la concession, d'un pouvoir général de contrôle permettant de s'assurer d'une bonne exécution des prestations. Pour ce contrôle, l'AUTORITE CONCEDANTE pourra se faire accompagner par un ou des prestataire(s).

Pendant les phases d'études et de travaux, ce pouvoir de contrôle est organisé de telle sorte qu'il soit compatible avec les attributions détenues par l'AUTORITE CONCEDANTE.

Toutes les observations formulées par l'AUTORITE CONCEDANTE n'ont pour effet, ni de dégager le CONCESSIONNAIRE des responsabilités qu'il encourt au titre du présent contrat, ni d'engager la responsabilité de l'AUTORITE CONCEDANTE.

A l'inverse, l'absence de contrôle ou le silence de l'AUTORITE CONCEDANTE à l'issue d'un contrôle ne saurait être interprété comme exonérant, même partiellement, le CONCESSIONNAIRE de sa responsabilité ou comme constituant une quelconque renonciation de la part de l'AUTORITE CONCEDANTE à mettre en œuvre les mesures coercitives prévues au présent contrat, en cas de manquement, dûment constaté, du CONCESSIONNAIRE dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Le CONCESSIONNAIRE adresse une invitation à l'AUTORITE CONCEDANTE pour chaque réunion de chantier, et le rend destinataire de chaque compte-rendu et aux étapes critiques (aléas, réception éventuelle clos-couvert, etc...).

27.2. Contrôle de l'AUTORITE CONCEDANTE

En tout état de cause, le CONCESSIONNAIRE remet à l'AUTORITE CONCEDANTE les études de chaque phase de la mission de conception (documents graphiques, techniques, financiers, calendriers), pour lui permettre d'en assurer le suivi et de formuler le cas échéant des observations.

En phase de conception, l'AUTORITE CONCEDANTE peut obtenir, sur simple demande, communication de tous les documents d'études au nombre desquels figurent les avants projets et les projets. Elle peut à cette occasion formuler toutes les observations qu'elle jugera utile. Le fait de ne pas avoir formulé d'observations ou le sens des observations formulées ne pourra jamais lui être opposé pour démontrer un acquiescement de sa part à une modification du projet initial et constitutive d'une non-conformité.

S'il manque à ses obligations de communication en ne transmettant pas les documents demandés dans un délai d'un mois suivant réception de la demande de l'AUTORITE CONCEDANTE, le CONCESSIONNAIRE encourt la pénalité prévue à l'Article 82.

27.3. Obligation d'information pesant sur le Concessionnaire

Indépendamment de l'approbation des programmes généraux et annuels de travaux visés à l'Article 26 et Article 31, chaque projet d'exécution, prévu ou non à ces programmes, doit être soumis à l'agrément de l'AUTORITE CONCEDANTE avant toute exécution.

Pour une bonne information de l'AUTORITE CONCEDANTE, le CONCESSIONNAIRE doit lui remettre à l'appui du projet d'exécution :

- Les schémas, plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées, notes de calcul et études de détail ;
- Le phasage des travaux, le planning détaillé jusqu'à la réception.

Un délai de un (1) mois est laissé à l'AUTORITE CONCEDANTE pour donner son accord ou refuser le projet ; passé ce délai, le projet est réputé agréé. Si, au cours de ce délai, des modifications apparues nécessaires sont demandées, le CONCESSIONNAIRE doit rectifier en conséquence son projet et le soumettre à nouveau à l'AUTORITE CONCEDANTE dans un délai maximum d'un (1) mois. L'AUTORITE CONCEDANTE doit alors donner son agrément ou refuser le projet dans un délai de quinze (15) jours ; passé ce délai, le projet est réputé agréé.

L'agrément de l'AUTORITE CONCEDANTE vise uniquement la conformité du projet au programme de travaux, ainsi que la coordination avec les autres réseaux ; il n'engage pas sa responsabilité. Le CONCESSIONNAIRE reste seul responsable de la conception et de l'exécution du projet, ainsi que de l'obtention et du respect de l'ensemble des autorisations nécessaires (déclaration ou autorisation, enquête publique, permis de construire, permission de voirie, ...).

Les délais ci-dessus peuvent être réduits d'un commun accord entre l'AUTORITE CONCEDANTE et le CONCESSIONNAIRE, si l'exécution d'un projet se révèle particulièrement urgente.

Ce processus d'agrément préalable ne s'applique pas aux travaux d'entretien ou de réparation, qui sont exécutés à la diligence du CONCESSIONNAIRE, après en avoir avisé l'AUTORITE CONCEDANTE et obtenu les autorisations de voirie éventuellement nécessaires.

Après agrément du projet, comme il a été dit ci-dessus, le CONCESSIONNAIRE exécute les travaux, à partir d'une date et dans les délais fixés en accord avec l'AUTORITE CONCEDANTE.

27.4. Modalités de réception des travaux et des installations

A l'issue des travaux, le CONCESSIONNAIRE procède aux opérations préalables à la réception. Il convie l'AUTORITE CONCEDANTE lors des réunions de constatations contradictoires et aux essais sur site et à la mise en service industrielle des différentes installations projetées, en vue de constater la bonne réalisation des travaux ou le bon fonctionnement des équipements.

Le CONCESSIONNAIRE adresse à l'AUTORITE CONCEDANTE pour information l'ensemble des copies des procès-verbaux et notamment ceux de réception, d'admission, de levée de réserves, dans un délai de quinze (15) jours à compter de leur établissement.

27.5. Dossier des ouvrages exécutés

Dans un délai de un (1) mois suivant la réception, le CONCESSIONNAIRE envoie à l'AUTORITE CONCEDANTE les dossiers des ouvrages exécutés, qui comprennent notamment :

- les plans d'exécution des ouvrages exécutés ;
- les plans de récolement ;
- Les essais de fonctionnement ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les notices de maintenance ;
- Les formations à l'utilisation des différents équipements et du matériel ;
- Les préconisations sur les produits d'entretien ;
- La liste des pièces détachées ;

- Les dossiers d'interventions ultérieures sur les ouvrages (DIUO) ;
- Les pièces marchés associés et les attestations d'assurance des entreprises.

Ceux-ci doivent mentionner la désignation, les types et les caractéristiques des ouvrages. Au minimum, le CONCESSIONNAIRE remet un tirage sur papier et un exemplaire numérisé sous format DWG.

Le CONCESSIONNAIRE tient constamment à jour les plans des installations. Il les remet à l'AUTORITE CONCEDANTE, lors des réunions prévues à l'Article 73.

A défaut, des pénalités pour retard sont applicables dans les conditions fixées au Contrat.

La centrale de production est dotée par le CONCESSIONNAIRE, dès sa mise en service, d'un classeur papier rangé sur place décrivant les principales caractéristiques de l'Ouvrage, comprenant l'ensemble des DOE, un registre de sécurité, ainsi que le DIUO et contenant notamment les plans d'aménagement, les plans électriques, les consignes de sécurité, les consignes d'utilisation et les consignes d'intervention. Le CONCESSIONNAIRE tient à jour cette documentation.

En complément du DOE, le DELAGATAIRE fournit le récolement des éléments de surface relatifs au Plan Corps de Rue Simplifié (PCRS).

27.6. Constat de l'achèvement

Après que la réception des travaux ait été prononcée par le CONCESSIONNAIRE et les dossiers des ouvrages exécutés remis, ce dernier convoque l'AUTORITE CONCEDANTE pour procéder sur place à la vérification de l'achèvement des travaux. Cette vérification fait l'objet d'un procès-verbal signé par le CONCESSIONNAIRE et l'AUTORITE CONCEDANTE. La signature de ce procès-verbal vaut intégration des ouvrages dans la concession.

S'il est établi qu'en dépit de leur réception, les travaux sont affectés de non conformités à des exigences contractuelles de sorte que les conditions permettant contractuellement à l'AUTORITE CONCEDANTE de procéder au constat d'achèvement ne sont pas réunies, le CONCESSIONNAIRE doit remédier sans délai aux non-conformités identifiées, sans que les délais contractuels ne soient suspendus.

De même, si, au vu des exigences contractuelles, le constat d'achèvement des travaux ne peut être prononcé par l'AUTORITE CONCEDANTE qu'assorti de réserves, le CONCESSIONNAIRE doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par l'AUTORITE CONCEDANTE. Les frais exposés par le CONCESSIONNAIRE pour répondre à son obligation de rendre conforme l'Ouvrage sont entièrement à sa charge.

En toute hypothèse, le fait qu'un défaut de conformité des travaux aux prescriptions du Contrat n'ait pas été relevé par l'AUTORITE CONCEDANTE au cours des opérations susvisées ne peut en aucun cas être invoqué par le CONCESSIONNAIRE pour se dégager de tout ou partie de ses obligations contractuelles.

L'accord de l'AUTORITE CONCEDANTE découlant de ce contrôle ne dégage pas le CONCESSIONNAIRE de ses obligations et responsabilités vis-à-vis des tiers.

27.7. Mise en œuvre de garanties

Le CONCESSIONNAIRE informe l'AUTORITE CONCEDANTE de toute action en garantie mise en œuvre vis-à-vis des constructeurs (garanties de parfait achèvement, garantie biennale, garantie décennale ou toute autre garantie) dans un délai de un (1) mois suivant cette mise en œuvre.

ARTICLE 28. OBLIGATIONS DES ABONNÉS

Chaque Abonné a la charge et la responsabilité de ses installations secondaires dans les conditions définies par le règlement de service figurant en ANNEXE N°9 RELATIONS AVEC LES ABONNES.

L'Abonné assurera notamment à ses frais :

- La mise à disposition et l'entretien du clos et du couvert de la sous-station, sauf cas spécifique listé à l'Article 30.4 ;
- L'équilibrage de ses réseaux intérieurs et le désembouage ;
- La fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage du ou des Poste(s) de livraison ;
- La fourniture de l'eau froide nécessaire à l'alimentation et au fonctionnement des installations secondaires, y compris le traitement de cette eau ;
- Dans les bâtiments, le réglage, le contrôle, la sécurité ainsi que la conduite et l'entretien complet des installations secondaires.

L'Abonné rendra le Poste de Livraison accessible au personnel du CONCESSIONNAIRE, en toute sécurité.

Il assume les risques qui découlent des activités ci-dessus, tant pour les incidences sur ses installations propres que pour les incidences éventuelles sur le bon fonctionnement du Réseau Primaire. Le CONCESSIONNAIRE n'est responsable que des désordres provoqués de son fait dans les installations intérieures des Abonnés.

Lorsque des corrosions ou des désordres, quelles qu'en soient la nature ou les causes, se révéleraient, plus particulièrement sur les échangeurs, il est d'ores et déjà convenu que :

- S'il s'avère que l'origine des désordres provient des installations primaires, les réparations et/ou remplacements sont à la charge du CONCESSIONNAIRE ;
- S'il s'avère que l'origine des désordres provient des installations secondaires, les réparations et/ou remplacements sont à la charge de l'Abonné.

Le CONCESSIONNAIRE se réserve le droit, en cas de carence d'un Abonné dans ses obligations contractuelles, après en avoir avisé l'AUTORITE CONCEDANTE et l'Abonné concerné, de suspendre la fourniture de chaleur à tout Abonné dont les installations propres seraient une cause de perturbation pour les installations primaires, après avis collectif affiché à l'intention des usagers concernés. Dans ce but, les agents du CONCESSIONNAIRE auront à tout instant libre accès aux Postes de livraison et aux installations primaires chez l'Abonné.

En cas de danger, le CONCESSIONNAIRE pourra intervenir sans délai pour prendre toute mesure de sauvegarde, mais devra en aviser immédiatement L'AUTORITE CONCEDANTE, les Abonnés concernés, et les usagers par un avis collectif.

L'avis collectif est l'avertissement écrit apposé dans les parties communes des immeubles ou bâtiments.

ARTICLE 29. ENTRETIEN, RENOUVELLEMENT ET DE MODERNISATION DES OUVRAGES

29.1. Responsabilité du Concessionnaire

Le CONCESSIONNAIRE est réputé connaître parfaitement les ouvrages qu'il a pris en charge ou réalisés. En conséquence, il fait son affaire du règlement de tout différend qui peut surgir au sujet de la qualité du matériel et de la bonne exécution des travaux.

Le CONCESSIONNAIRE tient informé l'AUTORITE CONCEDANTE de toutes actions en justice dont il est saisi ou qu'il envisage d'intenter à l'encontre des constructeurs et de tous tiers. Il tient en permanence à jour une liste des litiges, sinistres, recours, contentieux et des enjeux financiers afférents, susceptibles d'engager l'AUTORITE CONCEDANTE ou le nouvel exploitant.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à transmettre annuellement cette liste à l'AUTORITE CONCEDANTE dans le cadre du compte-rendu prévu à l'Article 74, et à tout moment sur demande de l'AUTORITE CONCEDANTE. A défaut d'information, il s'expose à l'application de pénalités dans les conditions prévues à Article 82.

Le CONCESSIONNAIRE tient également à la disposition de l'AUTORITE CONCEDANTE copie de l'ensemble des pièces qu'il transmet à la juridiction ou qui se rattachent au contentieux. Il tient également informée l'AUTORITE CONCEDANTE des réunions d'expertise se rattachant aux ouvrages de la concession ou à l'exploitation du service.

Le CONCESSIONNAIRE est responsable du maintien en bon état et de la sécurité des installations déléguées.

La responsabilité de l'AUTORITE CONCEDANTE ne peut être engagée pour tout défaut de sécurité des installations confiées au CONCESSIONNAIRE. Si la responsabilité de l'AUTORITE CONCEDANTE devait être mise en cause par un tiers pendant la durée du Contrat, l'AUTORITE CONCEDANTE et son assureur ont toutes facultés pour former une action récursoire contre le CONCESSIONNAIRE ou son assureur.

Enfin, le CONCESSIONNAIRE veille tout spécialement à respecter la réglementation sur l'environnement et à éviter tout dommage à toute installation du voisinage.

Les travaux nécessaires au maintien des Ouvrages délégués en bon état de fonctionnement, ainsi que les réparations de tous les dommages, éventuellement causés à ces installations ou à ce qui en dépend (routes, végétation, gazons, clôtures, bâtiments, ...), sont à la charge du CONCESSIONNAIRE.

Ces travaux comprennent en particulier le petit entretien et le gros entretien et renouvellement des ouvrages délégués ainsi que, le cas échéant, les travaux de modernisation.

29.2. Le petit entretien

Le petit entretien comprend :

- Les fournitures d'entretien courant : graisse, joints, chiffons, ampoules, et tous produits d'entretien
- Tous les travaux (notamment de pose et de dépose des matériels pour réparation ou remplacement) effectués par le personnel assurant en temps normal la conduite ou l'entretien de la chaufferie sans faire appel à des spécialistes (soudeurs, calorifugeurs, électriciens, plombiers, serruriers, peintres, etc.) ;
- La fourniture des pièces détachées d'une valeur unitaire inférieure à 500 € HT à la date indiquée à l'Article 66.2 ; ce montant sera révisé chaque année, au 1^{er} jour de l'exercice concerné, comme l'élément r22 ;
- L'achat et l'entretien de l'outillage et des véhicules ;
- Les visites de contrôles comprenant les visites réglementaires et l'ensemble des travaux préparatoires à ces visites ;
- Le nettoyage industriel (dépoussiérage, etc.) ;
- Le ramonage des chaudières ;

- L'évacuation, le transport, et le traitement des résidus d'exploitation de la chaufferie (cendres, poussières, etc.)
- L'entretien des espaces verts ;
- L'entretien des abords et clôtures des bâtiments d'une valeur unitaire inférieure à 500 € HT à la date indiquée à l'Article 66.2 ; ce montant est révisé chaque année, au 1^{er} jour de l'exercice concerné comme l'élément r22 ;
- La prestation de surveillance du Réseau :
 - o Une surveillance en continu grâce à une Gestion Technique Centralisée ;
 - o Un plan de suivi de l'état des Réseaux, décrit à l'ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION.

Le CONCESSIONNAIRE doit posséder sur place ou à proximité toutes les pièces de rechange nécessaires à la remise en état des organes métalliques ou électriques de chacun des types en service et qui ne sont pas doublés à titre de secours.

Le petit entretien ne comprend pas l'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement des installations appartenant aux Abonnés. Ces derniers en ont la charge, en particulier au titre de l'équilibrage de leurs installations. Le CONCESSIONNAIRE n'est responsable que des désordres provoqués de son fait dans les installations intérieures des Abonnés.

29.3. Le Gros Entretien et Renouvellement (GER)

Le **gros entretien et renouvellement (G.E.R.)** comprend les réparations et tous les remplacements de pièces, parties d'équipement individualisées ou équipements, nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement qui ne relèvent pas du petit entretien augmenté d'un coefficient de gestion contractuel précisé à l'Article 29. Il englobe notamment les épreuves décennales avec l'ensemble des travaux qui y sont liés, ainsi que les réparations des sinistres et dégâts causés, quelle qu'en soit la cause.

Le CONCESSIONNAIRE doit disposer sur place ou à proximité de toutes les pièces de rechange nécessaires à la remise en état des organes mécaniques ou électriques de chacun des types en service et qui ne seront pas doublés à titre de secours.

Le gros entretien et le renouvellement, se traduisant par des interventions sur le génie civil des bâtiments nécessaires à l'exploitation du service et propriété de l'AUTORITE CONCEDANTE, sont à la charge du CONCESSIONNAIRE. Il en va de même pour les clôtures des terrains sur lesquels sont implantés ces bâtiments.

Au titre du GER, le remplacement à l'identique ou le cas échéant à l'équivalent des ouvrages dont le renouvellement s'avère nécessaire est régi par le principe suivant, étant entendu que le renouvellement prolonge la durée de vie des biens au-delà de celle prévue initialement :

- Renouvellement des matériels thermiques, mécaniques, électriques, des compteurs, des canalisations et caniveaux, à la charge du CONCESSIONNAIRE, y compris les travaux de génie civil qui leur sont directement liés,
- Renouvellement des ouvrages de génie civil y compris ceux de la chaufferie, sauf en ce qui concerne les galeries techniques et les locaux abritant les postes de livraison appartenant aux Abonnés, mais incluant les postes de livraison situés en dehors des bâtiments aux Abonnés, à la charge du CONCESSIONNAIRE.

Au plus tard le 15 mars suivant la clôture de chaque exercice annuel, le CONCESSIONNAIRE établit et transmet à L'AUTORITE CONCEDANTE un récapitulatif des travaux qu'il a réalisés au titre du gros

entretien et du renouvellement, et en précisant la nature et le montant. Ce document est l'un des éléments des comptes rendus annuels et est défini à l'Article 74. Concernant plus particulièrement le renouvellement, le plan annuel viendra préciser celui établi initialement pour la durée de la Concession et servant de base à la déductibilité de la charge admis fiscalement.

Un plan prévisionnel GER figure à l'ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION.

Sur la base du plan prévisionnel des dépenses annuelles de G.E.R. établi sur la durée du Contrat, figurant en ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION, le CONCESSIONNAIRE présente, chaque année, pour information, à l'AUTORITE CONCEDANTE la liste des travaux de Renouvellement envisagés.

29.4. Les travaux de modernisation

Si le CONCESSIONNAIRE se trouve amené à remplacer un matériel, il devra au préalable obtenir un avis favorable de l'AUTORITE CONCEDANTE afin d'examiner l'intérêt qu'il peut y avoir, compte tenu notamment de considérations environnementales et de sécurité, de l'évolution des techniques ou des sources d'énergie, à substituer aux appareils de principe ou de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin de la Concession, mais également au-delà de son expiration, dans l'intérêt du service public délégué.

De même, l'AUTORITE CONCEDANTE ou le CONCESSIONNAIRE pourra demander toute modernisation de l'installation susceptible d'améliorer financièrement les résultats d'exploitation compte tenu de l'ensemble des charges et avantages découlant de cette modernisation.

Dans ce cas, le changement de matériel, s'il modifie sensiblement les conditions de l'exploitation, peut donner lieu, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, à la révision des conditions d'exécution du Contrat conformément à l'Article 80.

ARTICLE 30. BRANCHEMENTS, POSTES DE LIVRAISON ET COMPTEURS

30.1. Branchement

Le Branchement est l'ouvrage par lequel le Poste de Livraison d'un Abonné est raccordé à une canalisation de distribution publique. Il est délimité, côté Abonné, à la bride aval de la première vanne d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente, et à la bride amont de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide qu'il renvoie au Réseau Primaire.

Il est entretenu et renouvelé par le CONCESSIONNAIRE à ses frais et fait partie intégrante de la concession.

30.2. Poste de Livraison

Le Poste de Livraison désigne les ouvrages du circuit primaire (tuyauterie de liaison intérieure, compteurs, régulation primaire, échangeur jusqu'aux brides de sortie secondaire de celui-ci, ballon ECS jusqu'aux vannes en aval de celui-ci le cas échéant), situés dans la propriété de l'Abonné (Sous-station) en amont des brides ou vannes d'isolement des circuits secondaires Abonnés. Ils font partie intégrante du service délégué et sont établis, entretenus et renouvelés par le CONCESSIONNAIRE.

Lorsqu'un organe, situé en amont de l'échangeur, est utilisé partiellement ou totalement par l'Abonné (ou réciproquement, un organe situé en aval, utilisé par le CONCESSIONNAIRE), les dispositions particulières d'exploitation, et notamment les responsabilités et les charges d'entretien et de renouvellement, sont alors spécifiées dans la police d'abonnement.

30.3. Compteurs

Les compteurs sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par le CONCESSIONNAIRE dans les mêmes conditions que les Branchements. Ils font partie intégrante de la concession. Le CONCESSIONNAIRE veillera à homogénéiser les marques et types de compteurs installés. De la même manière, il veillera à l'homogénéité des principes de comptage des parts chauffage, et en tant que de besoin, eau chaude sanitaire (ECS) entre les différents Abonnés.

30.4. Génie civil

Généralement, le Poste de Livraison est intégré dans un bâtiment qui ne fait pas partie de la concession ; sauf accord contraire, précisé dans la police d'abonnement, le génie civil est à la charge de l'Abonné ou du propriétaire.

Sinon, le local fait partie de la concession, est inscrit à l'inventaire, ou fait l'objet d'une convention spécifique de mise à disposition ; le génie civil de ce type de Poste de Livraison est alors à la charge du CONCESSIONNAIRE.

ARTICLE 31. PROGRAMME DE TRAVAUX DE GER

Sur la base du plan prévisionnel de GER figurant en ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION, le CONCESSIONNAIRE présentera, chaque année, pour information, à l'AUTORITE CONCEDANTE la liste des travaux qui seront réalisés au cours de l'exercice suivant.

Cette liste devra être présentée à l'AUTORITE CONCEDANTE au plus tard le 1er octobre de chaque année pour l'exercice suivant, débutant le 1er janvier de l'année suivante. Elle devra faire apparaître les caractéristiques techniques des ouvrages et les plans associés, les modalités de collaboration avec d'autres travaux sur voirie publique et les incidences éventuelles des travaux sur la circulation. Une réunion de présentation et d'échanges sera organisée par les parties. L'AUTORITE CONCEDANTE précisera ses remarques dans un délai de deux (2) mois.

Si cette liste venait à être modifiée, les modifications devront être immédiatement portées à la connaissance de l'AUTORITE CONCEDANTE.

L'agrément de l'AUTORITE CONCEDANTE vise notamment la conformité des travaux au programme prévisionnel de Renouvellement de la concession, à la bonne exécution du service public, ainsi que la coordination avec les autres réseaux. Elle n'engage pas sa responsabilité, le CONCESSIONNAIRE restant seul responsable de la conception et de l'exécution des travaux.

Pour la réalisation de travaux de renouvellement, le CONCESSIONNAIRE devra tenir compte des principes suivants pour l'élaboration de son programme de travaux :

- Réalisation des travaux de préférence sur les périodes estivales soit 5 mois (Mai, Juin, Juillet, Août et Septembre). ;
- Favoriser un remplacement des canalisations en lieu et place des anciennes ;
- Neutraliser les canalisations abandonnées (le cas échéant) et continuer à gérer leur géoréférencement ;
- Recherche de maillage ;
- Mise en œuvre d'alimentation alternative par moyens de production délocalisés ou chaufferies mobiles pour les besoins en énergie (ECS majoritairement) lors des périodes de coupures sur les antennes.

ARTICLE 32. MODIFICATION DES OUVRAGES NON DÉLÉGUÉS ET APPARTENANT À L'AUTORITE CONCEDANTE

Lorsque le CONCESSIONNAIRE exécute des travaux entraînant des dégradations aux ouvrages de l'AUTORITE CONCEDANTE, il est tenu de prendre à sa charge le coût des réparations.

L'AUTORITE CONCEDANTE se réserve le droit d'exécuter ou de faire exécuter aux frais du CONCESSIONNAIRE les réparations nécessaires, après une mise en demeure restée infructueuse pendant quinze (15) jours (ou immédiate en cas d'urgence ou d'atteinte à la sécurité des personnes).

Lorsque le CONCESSIONNAIRE exécute des travaux entraînant des déplacements ou des modifications d'ouvrages appartenant à l'AUTORITE CONCEDANTE après avoir obtenu son accord, il est tenu de prendre à sa charge toutes les dépenses afférentes aux déplacements et aux modifications de ces ouvrages.

Toutefois, il peut demander à celle-ci, le remboursement de la partie de ces dépenses qui correspondrait à une amélioration des ouvrages déplacés ou modifiés.

ARTICLE 33. MODIFICATION DES OUVRAGES APPARTENANT À DES TIERS

Le déplacement et la modification par le CONCESSIONNAIRE des ouvrages, qui ne font pas partie de la concession et qui n'appartiennent pas à l'AUTORITE CONCEDANTE, sont à la charge du CONCESSIONNAIRE lorsqu'il les provoque.

Le CONCESSIONNAIRE fait son affaire de la récupération éventuelle des sommes correspondant aux améliorations apportées aux ouvrages à cette occasion.

ARTICLE 34. MODIFICATION DES OUVRAGES DELEGUES

34.1. Ouvrages délégués en dehors du domaine public de l'AUTORITE CONCEDANTE

En aucun cas, les déplacements, requis par une autorité administrative tiers à l'AUTORITE CONCEDANTE, ne sont à la charge de l'AUTORITE CONCEDANTE. Le CONCESSIONNAIRE fera son affaire des rapports avec les tiers.

34.2. Ouvrages délégués sur et sous le domaine public de l'AUTORITE CONCEDANTE

Le déplacement des ouvrages délégués, situés sur et sous le domaine public de l'AUTORITE CONCEDANTE, est pris en charge par le CONCESSIONNAIRE dans la limite d'un montant de **à compléter par le candidat** € HT sur la durée du Contrat.

Au-delà de cette limite, il sera fait application des dispositions de l'Chapitre VI Article 80 pour tenir compte des surcoûts financiers engendrés. Le déplacement des Ouvrages délégués sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage du CONCESSIONNAIRE en application des prix prévus à l'ANNEXE N°9 RELATIONS AVEC LES ABONNES.

34.3. Modification à la demande de tiers

Le CONCESSIONNAIRE fera son affaire des rapports avec les tiers dans le cas de déplacements des ouvrages délégués, requis par un tiers.

ARTICLE 35. MISE EN CONFORMITÉ ET SÉCURITÉ

Les installations, notamment de combustion et de stockage de combustible, doivent être conformes à la réglementation en vigueur relative aux installations classées, au travail, à l'hygiène et à la sécurité.

Concernant la sécurité des ouvrages et forages, le CONCESSIONNAIRE se conformera aux règlements imposés dans le permis d'exploitation ainsi qu'aux dispositions prévues dans le code Minier et le code de l'Environnement. Ces derniers stipulent notamment :

- De respecter les débits et puissances autorisées pour le prélèvement/ faire les analyses et diagnostics réglementaires etc.
- De maintenir les installations et équipements en permanence en état de fonctionnement et bonne tenue
- De mettre en place les collectes d'eaux de ruissèlement, de déchets en conformité avec la réglementation (code de l'environnement)
- De respecter les niveaux sonores autorisés (AM avril 1972 et mars 2022) et de limiter le bruit et vibration susceptible de compromettre santé ou sécurité...
- De limiter au maximum la corrosion et encrassement des tubages etc.

Il appartient au CONCESSIONNAIRE de signaler à l'AUTORITE CONCEDANTE, toute évolution de la réglementation susceptible d'exiger une modification des installations et de les exécuter, après accord préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Les dépenses entraînées par des travaux exécutés pour un motif de sécurité publique ou de mise en conformité des ouvrages avec des règlements techniques et administratifs sont à la charge du CONCESSIONNAIRE.

ARTICLE 36. INTÉGRATION DE RÉSEAUX PRIVÉS

Des réseaux privés pourront, avec l'accord de l'AUTORITE CONCEDANTE, être intégrés dans le périmètre du Réseau de chaleur avec des équipements de production, distribution et livraison de chaleur.

Lors de l'intégration effective dans le périmètre délégué de réseaux privés existants, le CONCESSIONNAIRE fera l'inventaire des ouvrages à incorporer et devra donner son avis sur leur état.

Le cas échéant, les travaux éventuels de mise en conformité, y compris l'établissement ou la mise à jour du dossier de récolement des ouvrages devront, sauf cas particulier, être réalisés par le demandeur avant l'incorporation effective au Réseau.

Le réseau privé fera partie intégrante des biens délégués. Le réseau sera considéré comme un bien de retour de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au périmètre du réseau sont réalisés par un tiers, les PARTIES conviennent des moyens de suivi et contrôle de ces ouvrages et concluent en tant que des besoins des conventions avec les tiers concernés.

ARTICLE 37. TRAVAUX SOUS LA VOIE PUBLIQUE

Aucun travail nécessitant une fouille sous la voie publique ne peut, sauf cas d'urgence justifié, être entrepris sans une autorisation du service compétent (Déclaration de projet de Travaux / Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

Toutes dispositions pour la mise en place de signalisation adéquate et réglementaire sont prises par le CONCESSIONNAIRE dans le cadre d'une intervention urgente et impérieuse.

L'AUTORITE CONCEDANTE pourra utiliser gratuitement l'ouverture des tranchées pour mettre en place par le CONCESSIONNAIRE des fourreaux selon les modalités à définir par les Parties. Le coût des fourreaux sera pris en charge par l'AUTORITE CONCEDANTE sur la base des factures présentées par le CONCESSIONNAIRE.

Dans le cadre de la réalisation de réseaux enterrés, le CONCESSIONNAIRE se conformera à l'arrêté du 19 février 2013 sur la certification de prestataires en géoréférencement et détection de réseau. Le CONCESSIONNAIRE renseignera le guichet unique quant à la localisation des réseaux réalisés, avec la précision réglementaire.

Le CONCESSIONNAIRE transmettra les plans des ouvrages, il précisera les conditions de récolement des réseaux neufs réalisés et les échanges de données géographiques entre le CONCESSIONNAIRE et l'AUTORITE CONCEDANTE (service géomatique).

<p style="text-align: center;">CHAPITRE IV L'EXPLOITATION DU SERVICE</p>
--

ARTICLE 38. PRINCIPES GENERAUX DE L'EXPLOITATION DU RESEAU DE CHALEUR

Le CONCESSIONNAIRE est chargé d'exploiter le service à ses risques et périls. A ce titre, le CONCESSIONNAIRE est tenu notamment d'assurer :

- La disponibilité permanente d'un service d'astreinte ;
- En cas de panne, les délais d'intervention et de réparation fixés au Contrat ;
- En cas de défaillance du Réseau, la mise à disposition d'équipements de secours;
- L'ensemble des assurances et garanties figurant au Contrat ;
- Des outils de communication performants pour L'AUTORITE CONCEDANTE et les Abonnés ;
- Toutes les autorisations et déclarations nécessaires à la bonne exécution du service.

Il s'engage, en conséquence, à assurer la sécurité ainsi que le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement des ouvrages délégués, grâce à une surveillance régulière et systématique du service ; en vue, de garantir la continuité du service public, notamment en limitant la fréquence et la durée des arrêts éventuels, de limiter à ce qui est strictement nécessaire, la consommation d'énergie, et d'optimiser autant que possible les appels de puissance, tout en assurant la meilleure qualité de service possible.

L'organisation et les moyens mis en œuvre par le CONCESSIONNAIRE pour assurer l'exploitation du service sont détaillés en ANNEXE N°5 ORGANISATION DE LA .

ARTICLE 39. DECLARATIONS LIEES A LA BONNE EXECUTION DU SERVICE

39.1. Déclarations de projet de travaux (DT) et Déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT)

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à respecter les dispositions des articles R554-1 et suivants du Code de l'environnement, ainsi que son arrêté d'application du 15 février 2012, et de toute autre texte en vigueur, précisant ou complétant ces dispositions.

- En premier lieu, le CONCESSIONNAIRE enregistre ses coordonnées sur le site du guichet unique à compter de la prise d'effet du Contrat. Au 1^{er} janvier 2019 en zone urbaine, au 1^{er} janvier 2026 en zone rurale, tous les fonds de plan et tracés des réseaux sensibles enterrés devront avoir été géo-référencés, conformément à la réglementation en vigueur. Ce géo-référencement est à la charge du CONCESSIONNAIRE.
- En second lieu, le CONCESSIONNAIRE veille à la bonne application de la réglementation relative aux travaux à proximité des ouvrages de distribution de chaleur, à la demande de tiers souhaitant intervenir à proximité des ouvrages, en donnant les informations disponibles sur l'existence des réseaux de distribution, par tout moyen disponible.

39.2. Enquête nationale liée aux réseaux de chaleur

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à répondre :

- Aux enquêtes nationales annuelles menées par l'association AMORCE (enquête prix de la chaleur) et le SNCU pour le SDES. Une copie des réponses faites est adressée à l'AUTORITE CONCEDANTE ;
- A toute enquête nationale menée par un tiers compétent (ADEME, AMORCE,...) en lien avec le service.

39.3. Renseignement du Système d'Information Géographique (SIG)

Le CONCESSIONNAIRE s'engage :

- A mettre à la disposition de l'AUTORITE CONCEDANTE les informations et le modèle au format demandé pour l'intégration du réseau de chaleur dans le SIG de l'AUTORITE CONCEDANTE :
 - Format des fichiers d'échange : Géopackage ;
 - Une base de données avec les informations utiles : fonction, diamètre, identification.
- A produire des tables de données détaillant les caractéristiques des productions de chaleur (emprise, puissances installées, etc.) du réseau (implantation, DN, nature, profondeur, etc.) et des Postes de Livraison (implantation, puissance).
- A fournir à la collectivité toutes les données disponibles que celle-ci jugera nécessaire à la bonne consultation de la donnée sur son WebSIG.

Rattachement aux systèmes légaux de référence :

- Planimétrie :

Les données seront obligatoirement rattachées dans le système de référence RGF93, en projection conique conforme CC47 en planimétrie, et dans le système NGF-IGN69 en altimétrie.

- Altimétrie :

Pour le rattachement en altimétrie dans le système NGF-IGN69, le prestataire utilisera le réseau de repères de nivellement de l'IGN couvrant la France entière.

Classes de précision demandées :

L'arrêté du 16 septembre 2003, portant sur les classes de précision, s'applique aux catégories de travaux topographiques réalisés par l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics ou exécutés pour leur compte.

Les classes de précision retenues sont définies conformément à cet arrêté et plus particulièrement au modèle standard de l'article 5 de l'arrêté du 16 septembre 2003.

LM effectuera ou fera exécuter des mesures de contrôle pour appuyer la validation des prestations au niveau des classes de précision totales.

Les points de rattachement, d'appui ou stations de polygonale devront répondre à :

- Une classe de précision planimétrique totale de 3 cm
- Une classe de précision altimétrique totale de 1 cm

L'ensemble des éléments de surface à restituer devront répondre à :

- Une classe de précision planimétrique totale de 5 cm

- Une classe altimétrique totale de 3 cm

Les classes de précision choisies sont définies selon le modèle standard de l'article 5 de l'arrêté du 16 septembre 2003. Le coefficient de sécurité C est supérieur ou égal à 2.

ARTICLE 40. RÈGLEMENT DE SERVICE

Un règlement de service délégué intervient, pour l'application aux Abonnés des stipulations du Contrat. Ce règlement de service est approuvé par délibération de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le règlement de service comprend notamment le régime des abonnements, les dispositions techniques relatives aux conditions de livraison de chaud et aux compteurs, les conditions de paiement et toutes autres dispositions qui ne sont pas réglées par le Contrat.

Le règlement de service figure en ANNEXE N°9 RELATIONS AVEC LES ABONNES du présent Contrat [A FOURNIR PAR LE CANDIDAT] et est remis à chaque Abonné au moment de la signature de sa demande d'abonnement, accompagné du modèle de police d'abonnement figurant en ANNEXE N°9 RELATIONS AVEC LES ABONNES.

Il informe notamment les Abonnés de la faculté qui leur est offerte de prendre connaissance du présent Contrat, en s'adressant prioritairement au CONCESSIONNAIRE.

En cas de modification du règlement de service approuvée par délibération de l'AUTORITE CONCEDANTE, les dispositions modifiées sont notifiées par le CONCESSIONNAIRE, à ses frais, à chaque Abonné.

ARTICLE 41. POLICE D'ABONNEMENT

Les Contrats pour la fourniture de chaleur sont établis sous la forme d'une police d'abonnement signée par l'Abonné et figurant à l'ANNEXE N°9 RELATIONS AVEC LES ABONNES. [A FOURNIR PAR LE CANDIDAT]

Lorsque le CONCESSIONNAIRE transmet le Règlement de service à un Abonné ou à un futur Abonné, il y joint le modèle de Police d'abonnement.

Sont notamment définies la puissance souscrite, les températures contractuelles des fluides thermiques et les conditions particulières de fourniture.

Les abonnements peuvent être contractés par un propriétaire ou un gestionnaire, désigné au présent Contrat par " l'Abonné ".

Dans le cas où la demande est effectuée par un gestionnaire :

- Le CONCESSIONNAIRE peut demander au propriétaire de cosigner la police d'abonnement, notamment pour lui garantir la durée minimale de souscription prévue à l'Article 43 ;
- En fin de mandat, le gestionnaire s'engage à informer le nouveau gestionnaire de l'existence de la Police d'Abonnement et du Règlement de Service, que le nouveau gestionnaire ne peut refuser hors conditions contractuelles.

Le régime des avances sur consommations ou des dépôts de garantie est fixé dans le règlement de service et les conditions particulières sont précisées dans chaque police d'abonnement.

ARTICLE 42. OBLIGATION DE FOURNITURE

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de fournir, aux conditions du présent Contrat, la chaleur nécessaire aux Abonnés, dans la limite des puissances souscrites.

Cette obligation du CONCESSIONNAIRE est limitée à la fourniture de chaleur en Poste de Livraison, ou jusqu'au compteur quand celui-ci est en aval du Poste de Livraison.

Le CONCESSIONNAIRE peut assurer, dans la limite de capacité des installations, toute fourniture d'énergie calorifique destinée à des usages autres que le chauffage ou le réchauffage de l'eau chaude sanitaire.

Dans le cas d'un abonné ayant signé une demande de raccordement et une police d'abonnement qui ne pourraient pas être fournies par le Réseau dans des conditions normales de service, notamment dans l'attente de la mise en service des équipements de production de chaleur ou de la réalisation de la partie du réseau ou du branchement le desservant, le CONCESSIONNAIRE doit à ses frais mettre en œuvre une chaufferie mobile de puissance suffisante pour respecter l'obligation de fourniture.

Le CONCESSIONNAIRE informera L'AUTORITE CONCEDANTE dès qu'un nouveau raccordement imposera de mettre en œuvre de nouveaux moyens de productions.

Le CONCESSIONNAIRE ne peut pas réaliser de nouveau raccordement si la puissance susceptible d'être appelée dans ces conditions dépassent la puissance qu'il peut mettre en œuvre en secours.

ARTICLE 43. RÉGIME DES ABONNEMENTS

43.1. Durée des abonnements

Les abonnements sont conclus pour une durée de quinze (15) ans, ou pour la durée résiduelle du Contrat le cas échéant, renouvelable pour des périodes de cinq (5) ans.

Le terme de l'abonnement ne pourra dépasser le terme normal du Contrat.

L'Abonné peut à tout moment résilier son Contrat d'abonnement par lettre recommandée adressée au CONCESSIONNAIRE en respectant un préavis de six (6) mois, dans le respect des stipulations du Règlement de service.

43.2. Souscription des abonnements

Les abonnements peuvent être souscrits à toute époque de l'année. Ils peuvent être résiliés dans les conditions fixées à l'article 43.3.

Les abonnements sont cessibles à un tiers à toute époque de l'année moyennant un préavis d'un (1) Mois, l'Abonné s'engageant à imposer l'observation des clauses du Contrat d'abonnement à toute personne ou société qui se substitue.

43.3. Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation sont précisées par le règlement du service.

Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et le compteur ainsi que le Poste de Livraison peuvent être enlevés. Les frais de fermeture sont à la charge de l'Abonné.

Toutefois, à l'échéance normale du Contrat, le CONCESSIONNAIRE ne procédera pas à la fermeture du branchement et à l'enlèvement du compteur ainsi que du Poste de Livraison pour les Abonnés

n'ayant pas fait état de leur volonté, suivant les modalités décrites ci-avant, de ne plus recourir au service au-delà de cette échéance.

En cas de résiliation de sa police d'abonnement avant son échéance, pour une cause non imputable, directement ou indirectement, au CONCESSIONNAIRE, l'Abonné verse au CONCESSIONNAIRE une indemnité compensatrice de la part non amortie des ouvrages.

Cette indemnité est calculée pour les années :

$$\text{Indemnité} = (r24 + r25) \times Da \times Ps$$

avec les facteurs suivants :

- r24 et r25 : redevances unitaires annuelles applicable à l'Abonné (valeur à la date de la résiliation ou de diminution de la puissance souscrite non justifiée par une rénovation énergétique) définies l'66.1.3
- Ps : puissance souscrite de l'Abonné pour la chaleur ou de diminution de la puissance souscrite non justifiée par une rénovation énergétique.
- Da : exprimée en années avec 2 chiffres après la virgule, la durée restant à couvrir jusqu'à l'échéance normale de la souscription.

En cas de faute d'une particulière gravité ou de fautes répétées du CONCESSIONNAIRE, l'Abonné peut résilier sa police d'abonnement sans frais et sans indemnité compensatrice. Cette mesure doit être précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans résultat dans un délai de quinze (15) jours francs.

En cas de résiliation, quel qu'en soit le motif, l'Abonné doit indemniser le CONCESSIONNAIRE pour les dépenses qui lui ont été utiles.

Pour le cas où l'Abonné requiert le démantèlement complet des installations primaires appartenant à la concession situées en Sous-station lors d'une fermeture, il en supportera les frais correspondants.

ARTICLE 44. MESURES DES FOURNITURES AUX ABONNÉS

La chaleur livrée à chaque Abonné doit être mesurée par un ou plusieurs compteurs d'énergie thermique d'un modèle agréé. Les compteurs et les sondes de température sont plombés par un organisme agréé à cet effet par le Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE).

Les compteurs sont placés dans des conditions précisées par le règlement du service, et permettant un accès facile aux agents du CONCESSIONNAIRE.

Compte tenu des technologies applicables à la date de conclusion du Contrat, le CONCESSIONNAIRE pourra utiliser tout moyen de relève à distance. Toutefois, seules les mesures des compteurs indiquées au présent Article feront foi.

ARTICLE 45. VÉRIFICATION ET RELEVÉ DES COMPTEURS

Les compteurs sont entretenus annuellement et remplacés si nécessaire, aux frais du CONCESSIONNAIRE, par un réparateur agréé par le LNE. L'exactitude des compteurs doit être vérifiée annuellement pour l'intégrateur et les sondes et tous les cinq ans pour le mesureur par le LNE ou par un organisme agréé par ce dernier, choisi d'un commun accord par le CONCESSIONNAIRE et l'AUTORITE CONCEDANTE.

Les données de comptage sont remontées via un système de supervision.

L'Abonné peut demander, à tout moment, la vérification d'un compteur. Les frais entraînés par cette vérification supplémentaire sont à la charge, de l'Abonné si le compteur est conforme, du CONCESSIONNAIRE dans le cas contraire.

Dans tous les cas, un compteur est considéré comme inexact lorsqu'il présente des erreurs de mesurage supérieures aux erreurs maximales tolérées, fixées par la réglementation en vigueur. Tout compteur inexact est remplacé par un compteur vérifié et conforme.

Pour la période où un compteur a donné des indications erronées, cette période étant limitée au maximum à vingt-quatre (24) mois, le CONCESSIONNAIRE remplace ces indications :

1°) Pour le chauffage :

Par une consommation théorique (MWh) calculée par comparaison avec la période qui suit la réparation du compteur, au prorata des degrés-jours :

$$Ce = Cr \times \frac{Dju}{Djur}$$

Formule dans laquelle :

- Ce = Consommation estimée pour la période où les consommations n'auront pu être retenues ;
- Cr = Consommation de référence précédente où les indications de compteur ont été reconnues exactes ;
- Djur = Nombre de degrés jour unifié publié par le COSTIC (Comité Scientifique et Technique des Industries Climatiques) pour la Station de Paris Orly pour la période de référence qui sera la saison de chauffage dans le cas où le compteur n'aurait pas été reconnu défaillant ou le même mois de la saison de chauffage précédente si la saison de chauffage ne peut être prise en compte. S'il n'y a pas de référence précédente, le premier mois entier suivant la remise en état du compteur sera pris en compte ;
- Dju = Nombre de degrés jour unifié publié par le COSTIC (Comité Scientifique et Technique des Industries Climatiques) pour la Station de Paris Orly pour la période estimée.

Cette formule de mesure de consommation sera appliquée jusqu'à la remise en état du compteur.

La référence de consommation chauffage mensuelle sera prise en compte en déduisant la quantité de chaleur nécessaire pour la production d'Eau Chaude Sanitaire (ECS).

Celle-ci sera déterminée en prenant comme référence la moyenne des consommations de quatre mois d'été, ou à défaut d'informations à partir d'une estimation proposée par le CONCESSIONNAIRE et validée par l'AUTORITE CONCEDANTE.

L'abonnement au service de publication des degrés jours unifiés est à la charge du CONCESSIONNAIRE.

2°) Pour les autres usages (ECS, chaleur process, ...) :

Par une consommation théorique (MWh), calculée par comparaison avec une période jugée équivalente, compte tenu de ces autres usages thermiques, qui suit la réparation du compteur. En attendant la facturation définitive, une facturation provisoire égale à celle d'une précédente période équivalente sera établie.

ARTICLE 46. CHOIX DES PUISSANCES

La puissance souscrite dans la demande d'abonnement est la puissance maximale que le CONCESSIONNAIRE est tenu de mettre à la disposition de l'Abonné.

Les puissances sont figées pour la durée de la police d'abonnement sauf cas de dérogation prévue à l'Article 46.2

La puissance souscrite correspond à la puissance nécessaire pour la production simultanée de chauffage (par -7°C et tenant compte d'une surpuissance de relance) et d'eau chaude sanitaire, en tenant compte de paramètres éventuels liés au foisonnement, au stockage et au pilotage des installations secondaires.

[Modalités de calculs des puissances souscrites chauffage et ECS ; formules et coefficients à détailler par le candidat]

Le CONCESSIONNAIRE et l'Abonné ont la faculté de choisir, d'un commun accord, une valeur différente de celle donnée par le calcul exposée ci-dessus.

Les puissances souscrites figurant dans la police d'abonnement sont exprimées en kW.

La puissance souscrite ne peut être supérieure à la puissance du Poste de Livraison de l'Abonné, calculée suivant les normes en vigueur, le Poste de Livraison fonctionnant dans les conditions retenues lors de la demande d'abonnement.

L'Abonné peut limiter sa puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

46.1. Bâtiments neufs

L'Abonné adresse une demande de puissance souscrite au CONCESSIONNAIRE.

Cette puissance doit être justifiée par une étude réalisée par un bureau d'études spécialisé, dont les calculs thermiques auront été réalisés par un logiciel agréé.

Sous réserve de présentation par le demandeur d'éléments justificatifs tels qu'une étude thermique réalisée par un tiers selon une méthode réglementaire, le CONCESSIONNAIRE dispose d'un délai de deux (2) mois pour statuer sur la demande de l'Abonné et lui transmettre le cas échéant une proposition de raccordement détaillée.

Le CONCESSIONNAIRE et l'Abonné se mettent d'accord sur ces bases, sur la puissance souscrite provisoire, qui sera mise en application dès la fin des travaux attestée par la transmission des procès-verbaux de réception, pour une période probatoire de deux (2) ans, permettant de vérifier l'adéquation des puissances aux besoins réels mesurés. A l'issue de la période probatoire, le CONCESSIONNAIRE prend contact dans les trois (3) mois avec l'Abonné afin d'arrêter la puissance souscrite définitive calculée sur la base de la formule présentée à l'Chapitre IVArticle 48.

Si la puissance souscrite définitive est différente de la puissance souscrite provisoire, elle s'applique avec effet rétroactif depuis la date d'application de la puissance souscrite provisoire.

46.2. Bâtiments existants : travaux de réhabilitation énergétique

A l'issue de travaux de réhabilitation énergétique de ses bâtiments et/ou de rénovation des installations secondaires, y compris les sous-stations, qui sont liées à ses bâtiments constituant des travaux d'économie d'énergie, reconnus comme tels au sens de la législation en vigueur, l'Abonné est en droit

de demander au CONCESSIONNAIRE le réajustement de sa puissance souscrite inscrite dans sa police d'abonnement.

Afin d'encourager la réalisation d'investissements visant à économiser l'énergie, le CONCESSIONNAIRE est tenu de pratiquer un abattement de la puissance souscrite lorsque l'Abonné fait réaliser des travaux d'isolation et d'amélioration de la performance thermique du bâtiment devant entraîner une baisse de consommation supérieure à 10 % de la moyenne des trois années précédentes.

Pour bénéficier de ces dispositions, l'Abonné adresse une demande motivée au CONCESSIONNAIRE précisant la nature des travaux réalisés, l'économie d'énergie et le niveau d'abaissement de la puissance souscrite devant en résulter. Ces éléments doivent être justifiés par une étude réalisée par un bureau d'études spécialisé, dont les calculs thermiques auront été réalisés par un logiciel agréé.

Le CONCESSIONNAIRE dispose d'un délai de trois (3) Mois pour statuer sur la demande de l'Abonné.

Le CONCESSIONNAIRE et l'Abonné se mettent d'accord sur ces bases.

La police d'abonnement liant les parties sera modifiée par voie d'avenant afin de retranscrire la nouvelle puissance souscrite par l'Abonné.

La nouvelle puissance souscrite provisoire sera mise en application dès la fin des travaux attestée par la transmission des procès-verbaux de réception, pour une période probatoire de deux (2) ans, permettant de vérifier l'adéquation des puissances aux besoins réels mesurés. A l'issue de la période probatoire, le CONCESSIONNAIRE prend contact dans les trois (3) mois avec l'Abonné afin d'arrêter la puissance souscrite définitive calculée sur la base de la formule présentée à l'Article 48. Si la puissance souscrite définitive est différente de la puissance souscrite provisoire, elle s'applique avec effet rétroactif depuis la date d'application de la puissance souscrite provisoire.

Pour une même police d'abonnement, un délai de deux (2) ans est fixé avant le dépôt d'une nouvelle demande de renégociation de la puissance souscrite dans les conditions du présent Article.

46.3. Devoir de conseil du Concessionnaire

Dans le cadre d'un devoir de conseil visant à limiter les puissances souscrites et la facture énergétique des abonnés au strict nécessaire, avant toute souscription par un abonné, le CONCESSIONNAIRE procède à une vérification de la puissance souscrite, en utilisant les ratios habituellement pratiqués par typologie de bâtiment et d'usage et les connaissances techniques et retours d'expérience acquises. Dès lors que la puissance demandée par l'abonné diffère du calcul fait par le CONCESSIONNAIRE ou qu'il apparaît qu'une modification des installations secondaires permettrait de limiter la puissance souscrite ou d'améliorer le fonctionnement du réseau, celui-ci engage des échanges avec l'abonné et ses conseils éventuels (bureau d'étude, instance de copropriété, exploitant des installations thermiques ...).

Ces échanges peuvent aboutir au maintien de la demande initiale ou à la modification de la puissance souscrite (à la hausse ou à la baisse). Ces conseils sont délivrés à titre gratuit à l'abonné. La nouvelle demande d'abonnement est également formulée gratuitement par l'abonné. La synthèse de ces échanges est présentée lors des rapports mensuels par le CONCESSIONNAIRE.

Au cours de l'exploitation, si l'analyse des appels de puissance d'un ABONNEMENT en évidence que la puissance souscrite dépassant ses besoins réels de plus de [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] %, le CONCESSIONNAIRE doit prendre en compte un réajustement de la puissance souscrite à ce niveau pour la durée résiduelle de la police d'abonnement.

46.4. Vérification de la puissance souscrite

Un essai contradictoire peut être demandé :

- par l'Abonné, s'il estime ne pas disposer de la puissance souscrite (vérification à la demande de l'abonné), (paragraphe infra a) ;
- par l'Abonné, s'il désire diminuer la puissance souscrite (révision à la demande de l'abonné en dehors des possibilités de résiliation ouverte à l'Article 41 ci-dessus), (infra a).
- par le CONCESSIONNAIRE, s'il estime que l'abonné appelle davantage que la puissance souscrite (vérification à la demande du CONCESSIONNAIRE), (infra b) ;

Pour cet essai effectué dans les conditions précisées au fascicule C.C.0 du C.C.T.G. de travaux applicables aux travaux de génie climatique, il est installé à titre provisoire sur le poste de livraison de l'Abonné, un enregistreur continu des puissances délivrées par le fluide primaire. À défaut, il sera relevé les indications du compteur d'énergie cumulées pendant des périodes de 10 minutes, d'où il sera déduit la puissance moyenne délivrée pendant chacune de ces périodes.

Ces relevés, effectués pendant une durée qui ne peut être inférieure à 24 heures consécutives, déterminent la puissance maximale appelée dans les conditions de l'essai. Il sera calculé, à partir de cette mesure, la puissance maximale en service continu appelée le jour où la température extérieure de base est atteinte, multipliée par le coefficient de surpuissance contractuel pour obtenir la puissance souscrite.

a) Vérifications à la demande de l'Abonné :

- si la puissance ainsi déterminée est conforme ou supérieure à celle fixée à la police d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'Abonné et il lui appartient, s'il le désire, de modifier l'équipement de son poste de livraison et de modifier sa puissance souscrite. Dans le cas contraire, les frais entraînés sont à la charge du CONCESSIONNAIRE, qui doit rendre la livraison conforme.
- si la puissance ainsi déterminée est inférieure à la puissance souscrite de plus de [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] %), la police d'abonnement est rectifiée en conséquence et la nouvelle valeur est prise en considération dans la facturation à partir de la date de l'essai. Les frais de l'essai sont à la charge de l'Abonné.

b) Vérifications à la demande du CONCESSIONNAIRE :

- si la puissance ainsi déterminée est supérieure de plus de [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] %, à la puissance souscrite initiale ou révisée en application de l'alinéa suivant, les frais de l'essai sont à la charge de l'Abonné et le CONCESSIONNAIRE peut demander :
 - o soit, que l'Abonné réduise sa puissance absorbée à la puissance souscrite, par des dispositions matérielles contrôlables ;
 - o soit, qu'il ajuste sa puissance souscrite à la valeur effectivement constatée.
- Si la puissance ainsi déterminée est conforme, les frais de l'essai sont à la charge du CONCESSIONNAIRE.

c) Pour les Abonnés ne disposant pas d'historique de consommation

A l'issue de la 1ère année civile complète et à pleine capacité suite à la mise en service d'une sous-station Abonné, le CONCESSIONNAIRE procède à une vérification de l'adéquation de la puissance

souscrite aux besoins effectifs de l'Abonné. Le rapport de vérification est remis à l'AUTORITE CONCEDANTE. Si le rapport fait apparaître une surévaluation de la puissance souscrite, le CONCESSIONNAIRE propose à l'Abonné un réajustement de celle-ci en cohérence avec ses besoins effectivement constatés.

d) Dans tous les cas

Dans le cadre du contrôle de la Concession, l'AUTORITE CONCEDANTE est rendue destinataire des rapports de contrôle et des demandes de modification de puissance souscrite.

L'AUTORITE CONCEDANTE peut également être à l'initiative d'un contrôle des puissances souscrites : le CONCESSIONNAIRE est tenu dans ce cadre de fournir à l'AUTORITE CONCEDANTE tous les éléments demandés pour permettre l'exercice de ce contrôle. Si le contrôle met en évidence une non-conformité des puissances souscrites vis-à-vis des dispositions contractuelles, l'AUTORITE CONCEDANTE peut demander au CONCESSIONNAIRE de procéder à la rectification de la puissance d'un ou plusieurs Abonnés. Le CONCESSIONNAIRE ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas de mise en œuvre d'une telle rectification de puissance souscrite.

ARTICLE 47. NATURE ET CARACTERISTIQUES DES ENERGIES DISTRIBUÉES

La chaleur est distribuée sous forme d'eau chaude. Elle est livrée dans les locaux mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE par les Abonnés. Ces locaux sont appelés Sous-stations.

47.1. Nature et caractéristiques de la chaleur distribuée

47.1.1. Conditions générales

La chaleur est obtenue par échange entre un fluide circulant dans les installations primaires, dit fluide primaire, dont le CONCESSIONNAIRE est responsable, et le fluide alimentant les installations secondaires des immeubles, dit fluide secondaire dont l'Abonné est responsable.

En aucun cas, le fluide primaire ne peut être directement utilisé sans accord du CONCESSIONNAIRE stipulé par un Contrat particulier.

Le CONCESSIONNAIRE garantira les conditions de débit, pression et température permettant de fournir en chaleur l'intégralité des abonnés du réseau.

Il cherchera toutefois à optimiser le régime de température sans que les usagers n'en soient affectés.

Pour cela, le CONCESSIONNAIRE conviendra avec chaque abonné d'un régime de température adapté au réseau secondaire. Ce régime de température sera mentionné dans les polices d'abonnement.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à respecter les caractéristiques suivantes en tout point de livraison du réseau (sauf spécifications contraires des polices d'abonnement) :

Fluide primaire (en amont de l'échangeur) :

Aller primaire, amont de l'échangeur :

- Maximum : [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]°C, pour les conditions extérieures de base, soit -7°C
- Minimum : 65°C en l'absence ou pour une faible demande de chauffage

47.1.2. Eau chaude sanitaire et autres usages

L'Abonné fait son affaire d'assurer la production d'eau chaude sanitaire, ou tout autre usage thermique, à partir du (des) échangeur(s) installé(s) et de la chaleur livrée par le CONCESSIONNAIRE.

47.1.3. Fourniture à des conditions particulières

Toute demande de fourniture de chaleur, sous une forme ou à une température différente, peut être refusée ou acceptée par le CONCESSIONNAIRE, après accord de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE peut exiger le paiement par l'Abonné de tous les frais et charges susceptibles d'en résulter pour lui-même, soit au moment du raccordement, soit en cours d'exploitation.

En outre, cette fourniture doit être compatible avec les conditions techniques normales de distribution et ne doit, en aucun cas, obliger le CONCESSIONNAIRE à modifier ces conditions, en particulier à augmenter la température du Réseau au-dessus de celle prévue à l'Article 47.1.1.

Les conditions de production et de livraison de ces autres fournitures de chaleur sont précisées par la police d'abonnement.

ARTICLE 48. MODIFICATION DE LA PUISSANCE SOUSCRITE

Dans le cas où la puissance moyenne constatée sur 3 ans diffère de plus de [10%] par rapport à la puissance moyenne dans la police d'abonnement, un réajustement sera réalisé par le CONCESSIONNAIRE. La police d'abonnement liant les parties sera modifiée par voie d'avenant afin de retranscrire les nouvelles puissances souscrites par l'Abonné.

Pour bénéficier de ces dispositions, l'abonné adresse une demande de renégociation de la puissance souscrite.

Pour une même police d'abonnement, un délai de UN (1) an est fixé avant le dépôt d'une nouvelle demande de renégociation de la puissance souscrite dans les dispositions du présent article.

ARTICLE 49. CONDITIONS GÉNÉRALES DU SERVICE

49.1. Périodes de fourniture

49.1.1. Chaleur destinée au chauffage

Lorsque la chaleur est destinée au chauffage, les dates de début et de fin de saison de chauffage, période au cours de laquelle le CONCESSIONNAIRE doit être en mesure de fournir la chaleur nécessaire au chauffage dans les vingt-quatre (24) heures suivant la demande écrite (courrier, mail ou Portail internet) de l'Abonné, sont les suivantes :

- début de la saison de chauffage : 1^{er} octobre
- fin de la saison de chauffage : 31 mai.

Les dates respectives, de début et de fin de la période effective de chauffage, sont fixées à la demande expresse de chaque Abonné, dans les conditions établies par le règlement du service.

Le CONCESSIONNAIRE a un devoir de conseil auprès des Abonnés concernant ces dates de début et de fin de période effective de chauffage.

49.1.2. Chaleur destinée à la fourniture d'eau chaude sanitaire et à des besoins de process

Lorsque la chaleur est destinée à la fourniture d'eau chaude sanitaire ou à des besoins de process, le service est assuré toute l'année. Pour les interruptions nécessitées par l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 49.2 et 49.3 ci-dessous, le CONCESSIONNAIRE devra assurer la continuité du service par toute autre solution alternative prise à sa charge.

49.1.3. Autres fournitures

Les conditions particulières aux autres fournitures sont fixées par la police d'abonnement, sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 49.2 et 49.3 ci-dessous.

49.2. Travaux d'entretien courant

Ces travaux sont exécutés, sauf dérogation, à la condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des Abonnés.

Les travaux programmables d'entretien des appareils en Sous-stations sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale de deux (2) jours (consécutifs ou non), hors dimanche et jours fériés, dont les dates sont communiquées par écrit à chaque Abonné, avec un préavis minimal de trente (30) jours. Pour les Abonnés ayant des besoins de process, la date d'intervention fait l'objet d'une concertation préalable avec eux.

Le CONCESSIONNAIRE devra assurer la continuité du service par toute autre solution alternative prise à sa charge. Toute interruption complète de service devra être justifiée à l'AUTORITE CONCEDANTE par une impossibilité de mise en œuvre de solution alternative.

Le CONCESSIONNAIRE informe, tous les ans, l'AUTORITE CONCEDANTE du planning de ces travaux.

49.3. Autres travaux programmables

Tous les autres travaux programmables, nécessitant la mise hors service des ouvrages, sont exécutés en dehors de la saison de chauffe et en une seule fois, si possible, sauf dérogation accordée par l'AUTORITE CONCEDANTE.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées par le CONCESSIONNAIRE, après accord de l'AUTORITE CONCEDANTE quelle que soit la durée de l'interruption. Ces interruptions générales doivent être exceptionnelles et limitées à trois (3) jours (consécutifs ou non), hors dimanche et jours fériés, au maximum sur un exercice hors période de chauffe et pour un même Abonné. Les dates sont communiquées par écrit aux Abonnés, avec un préavis minimal de trente (30) jours.

Le CONCESSIONNAIRE devra assurer la continuité du service par toute autre solution alternative prise à sa charge. Toute interruption complète de service devra être justifiée à l'AUTORITE CONCEDANTE par une impossibilité de mise en œuvre de solution alternative.

ARTICLE 50. CONDITIONS PARTICULIÈRES DU SERVICE

50.1. Gestion des quotas de Gaz à Effet de Serre

Le CONCESSIONNAIRE sera responsable de la gestion du compte de suivi de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (« GES » ou « CO₂ »).

Les quotas de GES sont attachés à l'installation du service public. En fin de Contrat, normale ou anticipée, les quotas de GES seront intégralement transférés par le CONCESSIONNAIRE à l'AUTORITE CONCEDANTE ou au nouvel exploitant qu'elle aura désigné, sans contrepartie financière.

Le CONCESSIONNAIRE assure :

- Les demandes d'attribution de quotas gratuit dans le meilleur intérêt du Service ;
- La valorisation de « quotas excédentaires » et la perception des recettes éventuelles inhérentes pour son propre compte si le solde entre la quantité allouée et la quantité émise est positif ;
- L'achat de « quotas de compensation » de GES si le solde entre la quantité allouée et la quantité émise est négatif.

Le CONCESSIONNAIRE tiendra à jour en permanence un compte de suivi des « quotas d'émissions de gaz à effet de serre » indiquant :

- Les allocations annuelles de quotas d'émissions ;
- Les émissions réelles de la ou des chaufferies ;
- Les éventuelles ventes de quotas excédentaires ;
- Les éventuels achats de quotas de compensation ;
- Le prix unitaire du quota de GES ;
- Les recettes annuelles au titre du r1CO₂.

Le CONCESSIONNAIRE transmettra à l'AUTORITE CONCEDANTE le compte du suivi de quotas d'émission de GES dans le cadre du rapport annuel ou bien sur toute demande de l'AUTORITE CONCEDANTE.

[Le candidat présentera dans son offre les modalités de gestion des quotas à travers une note spécifique. Notamment, le candidat devra présenter les dispositions qu'il compte mettre en œuvre pour assurer la transparence de la gestion de ce compte ainsi que les procédures d'information à l'AUTORITE CONCEDANTE. En outre, les mécanismes financiers utilisés devront également être clairement identifiés et les modalités d'achat des quotas expliquées (notamment sur le recours aux marchés financiers).]

50.2. Arrêts d'urgence

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le CONCESSIONNAIRE doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai l'AUTORITE CONCEDANTE, la Commune et les Abonnés concernés.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage, en cas d'interruption totale de fourniture, telle qu'une rupture du Réseau Primaire nécessitant une intervention prolongée conduisant à ne pas pouvoir desservir un ou plusieurs Abonnés pendant cette période, à tout mettre en œuvre pour fournir de l'énergie aux dits Abonnés.

50.3. Autres cas d'interruption de fourniture

Le CONCESSIONNAIRE a le droit, après en avoir avisé l'AUTORITE CONCEDANTE, de suspendre la fourniture de chaleur à tout Abonné dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages délégués. En cas de danger, il intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde, mais doit prévenir immédiatement et par écrit l'Abonné ; il rend compte, par écrit, à l'AUTORITE CONCEDANTE dans les vingt-quatre (24) heures, avec les justifications nécessaires.

50.4. Retards, interruptions ou insuffisances de fourniture

Sous réserve des dispositions qui précèdent à l'article 50.3, les retards, interruptions ou insuffisances de fourniture de chaleur, donnent lieu :

- D'une part, au profit de l'Abonné à une réduction de facturation dans les conditions de Article 67 du présent Contrat ;
 - D'autre part, peuvent donner lieu au profit de l'AUTORITE CONCEDANTE, à une pénalité due par le CONCESSIONNAIRE dans les conditions de l'Article 82 du présent Contrat, dues au titre des engagements figurant à l'ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE, appliquée indépendamment de l'absence ou de la réduction de facturation précitée.
- a) Est considéré comme retard de fourniture le défaut pendant plus d'une journée après la demande écrite (sous quelque forme que ce soit, y compris par, mail ou portail Abonnés) formulée par un ou plusieurs Abonnés, de remise en route de la distribution de chaleur à un ou plusieurs Postes de Livraison au début ou en cours de la saison de chauffage.
- b) Est considéré comme interruption de fourniture, l'absence constatée pendant 4 heures ou plus de la fourniture de chaleur à un Poste de Livraison ainsi que toute insuffisance de la fourniture de chaleur ne permettant de satisfaire, pendant quatre heures ou plus, que moins de 50 % de la puissance nécessaire à l'abonné, à condition bien entendu que les besoins ne soient pas satisfaits.
- c) Est considéré comme insuffisance de fourniture, le fait de ne disposer à un Poste de Livraison, pendant quatre heures ou plus que d'une puissance comprise entre 50 et 95 % de la puissance nécessaire à l'abonné. Toutefois, la fourniture ne sera pas considérée comme insuffisante si, compte tenu de la température extérieure, les besoins sont inférieurs aux puissances fournies, en particulier, si une règle de correspondance avec la température extérieure est fixée et si, cette règle est observée.

ARTICLE 51. LIBRE ACCES AUX POSTES ET INSTALLATIONS

Les agents du CONCESSIONNAIRE ont accès à tout instant aux postes de livraison. À cet effet, les serrures placées aux portes des Sous-stations sont d'un modèle permettant au CONCESSIONNAIRE l'utilisation d'un passe partout.

Les agents du Laboratoire National de métrologie et d'Essais (LNE) ont le droit d'accéder, à tout instant, aux instruments et appareils réglementés dont la surveillance incombe à ce service.

ARTICLE 52. UTILISATION DES SOURCES ÉNERGÉTIQUES

52.1. Sources énergétiques

Les énergies utilisées pour la production de chaleur sont les suivantes :

- **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** % en base (géothermie + PAC), dont **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** % de géothermie ;
- **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** %, en appoint-secours.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à ce que la chaleur fournie aux usagers soit produite à plus de **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT (MINIMUM 70%)** % à partir d'énergies renouvelables, avec un contenu CO2 du réseau de chaleur inférieur à **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** gCO2/kWh

(méthode émissions en Analyse en Cycle de Vie du SNCU), à partir de la date de mise en service de la géothermie, sous peine de pénalités prévues à l'Article 82.

Les combustibles et énergies, ainsi que leurs proportions, sont acquis pour la durée du Contrat, sauf circonstances rendant nécessaire une modification d'un point de vue financier ou technique, au regard de la sécurité d'approvisionnement ou de considérations environnementales ou réglementaires, sous réserve de l'accord exprès et préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE .

Toute modification des sources d'énergies utilisées ou des priorités d'engagement pour la production de la chaleur ne pourra se faire que dans l'intérêt des Abonnés et avec l'accord exprès et préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE. Elle pourra donner lieu à une révision des conditions de tarification dans le cadre d'une négociation globale avec l'AUTORITE CONCEDANTE. L'ensemble des dispositions convenues seront alors traduites dans un avenant au Contrat.

52.2. Contrats de fourniture d'énergie

Le CONCESSIONNAIRE aura en charge :

- Les contrats de fourniture de l'électricité des différentes chaufferies ;
- Les contrats de fourniture de gaz des différentes chaufferies ;
- Les contrats de fourniture d'eau sur le Réseau ;
- Autre [A ADAPTER / COMPLETER PAR LE CANDIDAT].

52.3. Choix des combustibles

Le CONCESSIONNAIRE ne peut moduler le choix des combustibles que dans les limites permises par les caractéristiques des installations et les conditions contractuelles (ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION). Dans ces limites, le CONCESSIONNAIRE est tenu d'optimiser les conditions d'utilisation des différentes énergies de manière à privilégier la solution la plus favorable à l'environnement.

Toute modification en qualité des combustibles prévus est soumise à l'accord de l'AUTORITE CONCEDANTE.

ARTICLE 53. SERVICE D'ASTREINTE

Le CONCESSIONNAIRE garantit à l'AUTORITE CONCEDANTE et aux Abonnés, qu'un de ses représentants, susceptible de prendre les décisions et exécuter ou faire exécuter les tâches propres à assurer la continuité et la qualité du service, soit joignable en permanence via un service d'astreinte dont les coordonnées sont communiquées à l'AUTORITE CONCEDANTE et aux Abonnés par tout moyen approprié.

ARTICLE 54. CONTRÔLE PAR L'AUTORITE CONCEDANTE

L'AUTORITE CONCEDANTE contrôle le service elle-même, ou éventuellement par l'intermédiaire de représentants librement désignés par elle, qu'elle fait connaître par écrit à son CONCESSIONNAIRE.

L'AUTORITE CONCEDANTE, ou ses représentants choisis par elle, peuvent à tout moment s'assurer que le service est effectué avec diligence par le CONCESSIONNAIRE.

Le CONCESSIONNAIRE doit prêter son concours à l'AUTORITE CONCEDANTE, pour qu'elle accomplisse sa mission de contrôle, en lui fournissant tous les documents et l'aide matérielle nécessaire.

ARTICLE 55. CONTRATS DU SERVICE AVEC DES TIERS

55.1. Dispositions générales

Tous les Contrats conclus par le CONCESSIONNAIRE avec les tiers sont tenus, en permanence, à disposition de l'AUTORITE CONCEDANTE, laquelle pourra en obtenir copie à tout moment (y compris, les servitudes).

Au moins deux ans avant la date d'échéance du Contrat de concession de service public, ou dès qu'il a connaissance d'une décision de résiliation de la concession, le CONCESSIONNAIRE adresse un état récapitulatif de tous les Contrats conclus avec les tiers, y compris les Contrats d'abonnement. Cet état précise l'objet des conventions concernées, leurs conditions financières, leur date d'échéance, le cas échéant, leur caractère utile ou nécessaire pour la continuité du service, et tout autre élément pouvant s'avérer utile pour permettre à l'AUTORITE CONCEDANTE de mener au mieux les opérations de fin du Contrat.

En toute hypothèse, l'AUTORITE CONCEDANTE ne saurait être tenue responsable des conséquences résultant des conditions de rupture des conventions conclues entre le CONCESSIONNAIRE et les tiers.

55.2. Dispositions propres aux contrats nécessaires à la continuité du service

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à informer l'AUTORITE CONCEDANTE sur les contrats qu'il entend conclure avec des tiers et nécessaires à la continuité du service, préalablement à leur signature. Le CONCESSIONNAIRE s'engage à transmettre à l'AUTORITE CONCEDANTE sans délai la copie des contrats ainsi conclus.

Tous les contrats passés par le CONCESSIONNAIRE avec des tiers, et nécessaires à la continuité du service, doivent comporter une clause réservant expressément à l'AUTORITE CONCEDANTE la faculté de se substituer ou de substituer un tiers au CONCESSIONNAIRE, sans coût supplémentaire, dans le cas où il serait mis fin à la concession ou dans le cas de l'échéance normale de la concession.

La durée des Contrats conclus dans ce cadre par le CONCESSIONNAIRE ne devra pas excéder celle du présent Contrat, sauf à ce que l'AUTORITE CONCEDANTE y consente expressément.

Au moins six mois avant le terme de chaque contrat nécessaire à la continuité du service, le CONCESSIONNAIRE informe l'AUTORITE CONCEDANTE de la date d'échéance du contrat concerné. Il indique s'il est envisagé par les parties, au-delà de cette échéance, de reconduire le contrat concerné, de conclure un nouveau contrat, ou de mettre définitivement un terme aux relations contractuelles concernées. Dans cette dernière hypothèse, le CONCESSIONNAIRE fait savoir à l'AUTORITE CONCEDANTE les mesures qu'il entend prendre afin de poursuivre l'exécution du Contrat de concession dans des conditions normales, sans coût supplémentaire pour le service.

55.3. Régime des conventions de servitudes

Toute intervention du CONCESSIONNAIRE en domaine ou propriétés privées ne pourra s'effectuer qu'aux conditions fixées par les autorisations de passage existantes ou à négocier. Ainsi, l'AUTORITE CONCEDANTE fournira au CONCESSIONNAIRE, lors de la remise des ouvrages, une liste des servitudes de passage des canalisations en domaine ou propriétés privées ainsi que les arrêtés des périmètres de protection des captages et des forages. Les titres afférents aux autorisations de passage

pour les implantations d'ouvrages en domaine public et propriétés privées seront établis aux frais et à la diligence du CONCESSIONNAIRE. Si nécessaire, l'AUTORITE CONCEDANTE se chargera, de faire prononcer à la demande du CONCESSIONNAIRE, toutes Déclarations d'Utilité Publique, et de poursuivre toutes expropriations pour l'exécution de tous nouveaux ouvrages indispensables à la bonne marche du service public du réseau de chaleur.

Les conventions de servitudes sont indissociables des biens de retour sur lesquels elles portent. Elles doivent comporter une clause réservant expressément à l'AUTORITE CONCEDANTE la faculté de se substituer ou de substituer un tiers au CONCESSIONNAIRE, sans coût supplémentaire, dans le cas où il serait mis fin à la concession ou dans le cas de l'échéance normale de la concession.

Dès sa signature et après avoir établi les formalités de publicité au bureau des hypothèques, une copie de la convention de servitude est transmise à l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE est responsable de l'archivage de l'ensemble des documents relatifs aux servitudes et ce pour toute la durée de la Concession. Ces archives sont remises à l'AUTORITE CONCEDANTE en fin de contrat.

ARTICLE 56. STATUT DU PERSONNEL

Dans un délai de trois (3) mois, à partir de l'entrée en vigueur du Contrat, le CONCESSIONNAIRE communique à l'AUTORITE CONCEDANTE le statut applicable à son personnel (convention collective ou accord d'entreprise). Il en va de même en cas de mise en place d'un contrat de prestations avec la Maison mère.

Il est ici rappelé que le CONCESSIONNAIRE s'engage à respecter s'agissant de la gestion de son personnel les dispositions du Code du travail en vigueur ainsi que l'ensemble de ses obligations sociales y afférentes.

ARTICLE 57. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE HORS LOGICIELS

57.1. Définitions

Les « *résultats* » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet de la présente concession de service public, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les applications, les bases de données, les données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les sites internet, les rapports, les études, les documents, les plans, les maquettes, les marques, les logos, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes, dès lors qu'ils ont été créés ou obtenus par le CONCESSIONNAIRE dans le cadre de l'exécution du Contrat.

Les « *tiers désignés* » désignent les personnes qui bénéficient des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations que l'AUTORITE CONCEDANTE pour l'utilisation des résultats. Les tiers désignés au présent Contrat sont :

- les exploitants actuels et futurs du service public du Réseau ;
- les prestataires susceptibles d'intervenir à l'occasion du présent Contrat, notamment au titre de la maintenance des équipements ou des missions de maîtrise d'ouvrage.

57.2. Droit de propriété intellectuelle

57.2.1. Régime des connaissances antérieures

Les « connaissances antérieures » désignent l'ensemble des connaissances, des informations, des progiciels, des logiciels et leurs mises à jour, des éléments de savoir-faire, de secret des affaires, des expertises, des procédés, des procédures, des techniques, des méthodes, des algorithmes, des spécifications, des données, des bases de données etc. quels qu'en soient la forme, la nature et/ou le support, protégés ou non par le secret ou par le droit de la propriété intellectuelle, ainsi que les titres et droits de propriété intellectuelle afférents à ces connaissances, obtenus, créés, développés, ou détenus par l'une ou l'autre des parties, antérieurement à la date de prise d'effet du présent Contrat ou indépendamment de son exécution.

Le CONCESSIONNAIRE reste titulaire des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Cependant, lorsque le CONCESSIONNAIRE incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le CONCESSIONNAIRE concède, à titre non exclusif, à l'AUTORITE CONCEDANTE et aux tiers désignés, le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats, pour les besoins découlant de l'objet de la concession. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

Les droits sont concédés pour la durée légale des droits d'utilisation portant sur les résultats. Le coût de cette concession est d'ores et déjà compris dans le montant des rémunérations que le CONCESSIONNAIRE perçoit auprès des Abonnés en application du présent Contrat.

57.2.2. Régime des droits de propriété intellectuelle

Sous réserve de disposition spécifique, le CONCESSIONNAIRE cède, à titre non exclusif et dans la limite de ses droits, à l'AUTORITE CONCEDANTE, tous les droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats susvisés issus de l'exécution du présent Contrat, à compter de sa date de prise d'effet.

L'ensemble des droits cédés au titre du présent article le sont pour toute la durée légale des droits de propriété intellectuelle et pour le monde entier. Le prix de cette cession est d'ores et déjà compris dans les rémunérations acquises que le CONCESSIONNAIRE perçoit en application du présent contrat, et ne donnera lieu à aucun complément de rémunération.

L'AUTORITE CONCEDANTE se réserve la possibilité de céder ou concéder tout ou partie des droits transférés par le CONCESSIONNAIRE au profit de tout tiers de son choix associé à l'exploitation des services publics de Réseau de Chaleur relevant de sa compétence sur son territoire.

57.2.3. Portée des droits cédés

Le CONCESSIONNAIRE cède, à titre non exclusif, à l'AUTORITE CONCEDANTE les droits patrimoniaux afférents aux résultats comme suit :

- Le CONCESSIONNAIRE cède à l'AUTORITE CONCEDANTE le droit de reproduire ou faire reproduire les résultats susvisés, à toutes fins, ensemble ou isolément, en totalité ou en partie, directement ou par tous tiers de son choix, en tous formats, sans limitation de nombre d'exemplaires, et sur tous supports de toute nature, actuels ou futurs et selon tous procédés connus ou à connaître ;

- Le CONCESSIONNAIRE cède à l'AUTORITE CONCEDANTE le droit de représenter ou faire représenter, directement ou par tous tiers de son choix, les résultats, à toutes fins, ensemble ou isolément, en totalité ou en partie, en tous formats par tous procédés et supports connus ou à connaître, sans limitation du nombre de diffusions ou de représentations.
- Le CONCESSIONNAIRE autorise l'AUTORITE CONCEDANTE à concéder, à des tiers, des licences d'exploitation sur ces mêmes droits.
- L'ensemble des bases de données créées, développées et obtenues par le CONCESSIONNAIRE sera transféré à titre gratuit en pleine propriété à l'AUTORITE CONCEDANTE si elle en fait la demande, et pour ce qui concerne le périmètre de la concession.

L'AUTORITE CONCEDANTE disposera, sur celles-ci, de l'ensemble des prérogatives reconnues au producteur d'une base de données conformément aux articles L 341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Le fait que le CONCESSIONNAIRE procède, dans le cadre du présent Contrat, à l'enrichissement ou à la mise à jour de ces bases de données ne fait pas échec à la propriété de l'autorité concédante sur lesdites bases de données.

Cette dernière aura notamment le droit d'interdire ou d'autoriser, à titre gratuit ou onéreux :

- la reproduction, la modification, l'adaptation, la traduction ou la représentation de toute ou partie des bases de données ;
- l'extraction par transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu desdites bases de données sur tout support, par tout moyen et sous toute forme ;
- la réutilisation par la mise à disposition du public de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu desdites bases, sous toute forme.

En fin de Contrat, le CONCESSIONNAIRE remet gratuitement à l'AUTORITE CONCEDANTE la base intégrale des données de l'exploitation pour ce qui concerne le périmètre de la concession, accompagnée de toute la documentation nécessaire décrivant la base et les accès possibles, de façon à ce que l'AUTORITE CONCEDANTE puisse aisément y accéder par ses propres moyens.

Résultats protégés par un droit de propriété industrielle :

Le CONCESSIONNAIRE concède, à titre non exclusif et dans la limite de ses droits, à l'AUTORITE CONCEDANTE et aux tiers désignés, une licence d'utilisation des droits de propriété industrielle afférents au Résultats, pour les besoins des services publics de Réseau de Chaleur.

La licence d'utilisation confère à l'AUTORITE CONCEDANTE et aux tiers désignés le droit de détenir, de fabriquer, de reproduire, d'utiliser, de mettre en œuvre et de modifier les Résultats, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les besoins des services publics de Réseau de Chaleur, sous réserve de la confidentialité attachée aux Résultats.

Le prix de cette licence est compris dans le montant des rémunérations que le CONCESSIONNAIRE perçoit en application du présent contrat. Le CONCESSIONNAIRE accomplit toutes les formalités requises pour rendre la licence d'exploitation opposable aux tiers dans tous les territoires où les droits sont concédés. Le coût de ces formalités est compris dans le montant des rémunérations que le CONCESSIONNAIRE perçoit en application du présent contrat.

Ce transfert de droit sera, au besoin, accompagné d'une définition du savoir-faire et des modalités de sa transmission.

Redevances :

L'AUTORITE CONCEDANTE s'engage à ne pas faire une exploitation commerciale directe des inventions brevetables.

En contrepartie, le CONCESSIONNAIRE verse à l'AUTORITE CONCEDANTE, dans l'hypothèse de l'exploitation commerciale de tout ou partie des résultats, seuls ou incorporés dans des produits ou services, ou en cas de concession totale ou partielle de droits d'exploitation portant sur les résultats, une redevance.

La redevance est calculée sur la base d'une assiette qui s'élève à 5 % des sommes hors taxe encaissées par le CONCESSIONNAIRE et/ou ses affiliés, après déduction des frais de fabrication et de commercialisation.

Une licence ultérieure interviendra entre les parties pour compléter et préciser les principes ci-avant actés.

Droits du CONCESSIONNAIRE :

Le CONCESSIONNAIRE peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats, sous réserve de l'accord écrit de l'AUTORITE CONCEDANTE, pour les connaissances antérieures mises à sa disposition pour l'exécution du présent contrat.

57.2.4. Régime des droits afférant aux signes distinctifs (marques - Logo - noms de domaines – Nom commercial) :

D'une façon générale, tout dépôt des signes distinctifs est effectué par l'AUTORITE CONCEDANTE, à son nom et à ses frais. Toute création ou utilisation par le CONCESSIONNAIRE de signes, attachés au service, sera soumise à l'accord préalable et écrit de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à prévenir sans délai l'AUTORITE CONCEDANTE de toute utilisation par un tiers non autorisé des signes distinctifs attachés au service.

Les Marques

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à utiliser la marque et le logo qui lui seront imposés par l'AUTORITE CONCEDANTE sur tout support de quelque nature que ce soit à destination des Abonnés.

A cette fin exclusive, le CONCESSIONNAIRE est autorisé par l'AUTORITE CONCEDANTE à utiliser les marques, à titre gratuit, pendant la durée d'exécution du Contrat.

Les marques déposées par le CONCESSIONNAIRE et spécifique au service objet du Contrat constituent des biens de retour et peuvent être utilisées pour la communication relative à la présente concession : communication aux usagers (y compris les factures), communication institutionnelle, communication scientifique et technique...

Par ailleurs, le CONCESSIONNAIRE doit réaliser le flochage des vêtements et des véhicules avec la marque dédiée au Réseau.

En cas de changement de logo et/ou de marque à l'initiative exclusive de l'AUTORITE CONCEDANTE, le CONCESSIONNAIRE doit réaliser les modifications opérationnelles liées à ces changements, à ses frais.

Les noms de domaine et sites Internet

Il est précisé que l'ensemble des noms de domaine associés à l'exploitation du service sont réservés directement par l'AUTORITE CONCEDANTE.

Les droits afférents aux sites internet exploités dans le cadre du service sont cédés, sans rémunération complémentaire, à l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE est autorisé par l'AUTORITE CONCEDANTE à utiliser lesdits noms de domaine, à titre gratuit pour les besoins du service public objet du Contrat. Tout nouveau nom de domaine ou site Internet envisagé par le CONCESSIONNAIRE doit être préalablement autorisé par écrit par l'AUTORITE CONCEDANTE qui procédera elle-même à la réservation à ses frais.

57.2.5. Dispositions communes

De manière générale, le CONCESSIONNAIRE ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats, lorsque celle-ci est conforme aux besoins des services publics de Réseau de Chaleur relevant de la compétence de l'AUTORITE CONCEDANTE, sur le territoire de la Collectivité.

En cas de cessation du Contrat pour quelque cause que ce soit, l'AUTORITE CONCEDANTE et les tiers désignés demeurent licenciés de l'ensemble des droits d'utilisation portant sur les résultats et les connaissances antérieures qui sont nécessaires pour les besoins des services publics de Réseau de Chaleur relevant de la compétence de ladite AUTORITE CONCEDANTE.

57.2.6. Garanties

Le CONCESSIONNAIRE garantit à l'AUTORITE CONCEDANTE, la jouissance paisible et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux résultats qui sont exploités dans le présent Contrat, et dans la limite de ses droits. À ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle exploités et cédés, des demandes de titres et des titres qu'il exploite et (con)cède à l'AUTORITE CONCEDANTE; le cas échéant, qu'il dispose de l'intégralité de ces droits de propriété intellectuelle pour les avoir acquis auprès de l'(ou des) auteur (s), qu'il s'agisse de leurs salariés ou de leurs sous-traitants,
- qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- qu'il n'a concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objet de la cession ;
- qu'il indemnise l'AUTORITE CONCEDANTE, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du CONCESSIONNAIRE aurait porté atteinte.

Si l'AUTORITE CONCEDANTE est poursuivie pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du CONCESSIONNAIRE, elle en informe sans délai le CONCESSIONNAIRE qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire.

En exécution de cet engagement de garantie, le CONCESSIONNAIRE s'engage à prendre à sa charge les indemnités de toutes sortes auxquelles l'AUTORITE CONCEDANTE pourrait être condamnée y compris les indemnités transactionnelles, les frais de justice et honoraires d'avocats, d'experts, etc., ainsi que les frais et les dépenses dues à la remise en état, à la fabrication et à l'installation des nouveaux éléments venant, le cas échéant, en remplacement des éléments critiqués.

Au-delà de la prise en charge de ces coûts, le CONCESSIONNAIRE s'engage, à son choix :

- soit à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du Contrat,
- soit à faire en sorte que l'AUTORITE CONCEDANTE puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires,

- soit dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser l'AUTORITE CONCEDANTE des sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

La responsabilité du CONCESSIONNAIRE n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures que l'AUTORITE CONCEDANTE et les tiers désignés dans le présent Contrat ont fournies au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'AUTORITE CONCEDANTE et des tiers désignés dans le Contrat.

<p style="text-align: center;">CHAPITRE V DISPOSITIONS FINANCIERES</p>
--

ARTICLE 58. FINANCEMENT DES TRAVAUX

58.1. Conditions générales de financement

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à financer, à ses frais et risques, la totalité des dépenses occasionnées par la réalisation des Travaux de Premier Etablissement réalisés sous sa Maîtrise d'Ouvrage.

Le financement des prestations faisant l'objet de la présente Concession est assuré par le CONCESSIONNAIRE, notamment :

- par ses ressources propres ;
- par des emprunts contractés par lui ;
- par la perception des droits de raccordement ;
- par des aides financières obtenues de divers organismes publics.

L'ensemble des paramètres financiers, le plan de financement pour la réalisation des Travaux de premier Etablissement, figurent en ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER) au présent Contrat.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage sur les conditions de financement figurant en **Erreur ! Source du r envoi introuvable..** Le CONCESSIONNAIRE ne pourra prétendre à un réexamen des conditions tarifaires à la hausse en cas de modification de ces conditions pour le financement des travaux de premier établissement.

58.2. Durée des engagements

En aucun cas, les engagements du CONCESSIONNAIRE envers les établissements financiers ne sauraient excéder la durée du présent Contrat.

58.3. Subventions

Le CONCESSIONNAIRE fera son affaire de la recherche et de la mise en place de subventions et aides publiques susceptibles de bénéficier au service délégué, tant au niveau de l'investissement que de l'exploitation des ouvrages.

Il s'engage à déposer les dossiers de demande de subventions et à effectuer toute démarche pour en assurer l'obtention rapide. Il devra présenter à l'AUTORITE CONCEDANTE ses dossiers de demande d'aide avant la réalisation des travaux envisagés.

58.4. Valorisation et suivi des Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

Le CONCESSIONNAIRE est encouragé à obtenir et à valoriser les CEE pour les opérations éligibles dans le respect de la réglementation applicable, via l'obligé qu'il aura choisi.

Les opérations CEE bénéficient au Service, selon différentes modalités :

- les CEE issus d'opérations directement liées à des Abonnés bénéficient directement aux Abonnés concernés par le biais d'une réduction équivalente des droits de raccordement. Le projet de police matérialise l'accord de l'Abonné à l'obtention de ces CEE et la rétrocession dont il peut bénéficier ; En cas de montant de CEE supérieur au montant de droits de raccordement, la différence entre CEE et droits de raccordement est rendue à l'Abonné sous forme d'avoir sur sa facture de chaleur.
- les CEE obtenus à la suite des opérations relevant des installations communes et qui bénéficient indistinctement à l'ensemble des abonnés du réseau de chaleur, permettant de réduire la part abonnement du tarif selon le mécanisme évoqué à l'Article 66 pour le calcul de la redevance R25CEE et formulé en ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER).

ARTICLE 59. AMORTISSEMENT DES TRAVAUX

59.1. Amortissement des investissements – Travaux de premier établissement à l'origine du contrat

Les investissements du programme de Travaux de Premier Etablissement prévus à l'origine du Contrat (biens de retour ab initio), sont amortis au terme du Contrat.

Au terme du Contrat, le CONCESSIONNAIRE sera tenu de remettre gratuitement et sans indemnité à l'AUTORITE CONCEDANTE tous les ouvrages et équipements réalisés dans le cadre du programme de Travaux de premier établissement prévus à l'origine du contrat.

59.2. Amortissement des investissements - Travaux de Renouvellement

Les Travaux de Renouvellement, biens de retour ab initio, sont amortis au terme du Contrat.

Au terme du Contrat, le CONCESSIONNAIRE sera tenu de remettre gratuitement et sans indemnité à l'AUTORITE CONCEDANTE tous les ouvrages et équipements renouvelés.

ARTICLE 60. FRAIS DE RACCORDEMENT

60.1. Définition

Les frais de raccordement correspondent au montant dont doit s'acquitter un abonné lorsqu'il se raccorde à un réseau de chaleur. Ils comprennent d'une part, le coût des branchements compteurs, postes de livraison estimés par application du bordereau des prix, et d'autre part le droit de raccordement destiné notamment au financement des travaux de premier établissement et de développement nécessaires à la desserte des abonnés.

Le CONCESSIONNAIRE est autorisé à percevoir pour son compte auprès de tout nouvel abonné les frais de raccordement cités ci-dessus.

Ces frais de raccordement seront diminués des éventuels Certificats d'Economie d'Energie dans la mesure où le nouvel abonné en aurait cédé la gestion au CONCESSIONNAIRE.

60.2. Droits de raccordement

Les montants des droits de raccordement s'élèvent forfaitairement à :

- Bâtiment neuf : **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** € HT/kW souscrit

- Bâtiment existant : **A COMPLETER PAR LE CANDIDAT** € HT/kW souscrit

Le CONCESSIONNAIRE aura la faculté de pratiquer une politique commerciale en modulant à la baisse les Droits de raccordement, à la condition toutefois de le faire dans le respect du principe d'égalité de traitement des Abonnés placés dans les mêmes conditions à l'égard du service public.

Est considéré comme un bâtiment neuf, un bâtiment existant faisant l'objet d'une restructuration importante donnant lieu à un permis de construire et dont plus de la moitié des surfaces font l'objet d'un changement de destination. En cas de raccordement intervenant sur une opération mixte (par exemple extension d'un bâtiment existant non restructuré), chaque partie de la construction se voit appliquer le tarif ad hoc à due proportion de la puissance souscrite concerné.

60.3. Coûts de raccordement

Les coûts de raccordement complémentaires s'appliquent à tous les bâtiments (neufs ou existants) pour longueur de Branchement supérieure à 35 mètres linéaires de tranchée, reflétant le coût des canalisations complémentaires au-delà de cette longueur (longueur entre le réseau existant ou le feeder et le point de pénétration en sous-station privative). Ils sont définis d'après le bordereau des prix en ANNEXE N°9 RELATIONS AVEC LES ABONNES

Le CONCESSIONNAIRE n'est pas autorisé à percevoir des coûts de raccordement pendant la période des Travaux de Premier Etablissement.

ARTICLE 61. INDEXATION DES FRAIS DE RACCORDEMENT

Les Parties conviennent d'indexer les prix composant le bordereau des prix en ANNEXE N°9 RELATIONS AVEC LES ABONNES.

Les prix unitaires (P_0) inclus dans le bordereau sont indexés au moyen de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times \left(0,15 + 0,35 \times \frac{BT40}{BT40_0} + 0,50 \times \frac{TP03a}{TP03a_0} \right)$$

La définition des paramètres est la suivante :

- BT40 : dernier indice connu au moment de la facturation de l'index national de Bâtiment " Chauffage central ", base 100 en janvier 2010, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ou toute autre revue spécialisée ;
- TP03a : dernier indice connu au moment de la facturation de l'index national de Génie Civil " Terrassements généraux ", base 100 en janvier 2010, publié au " Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment " ou toute autre revue spécialisée.

L'indexation s'effectue sur la base des valeurs publiées et connues au **[à compléter par le candidat selon instruction du RC]** soit :

- $BT40_0 =$ **[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]**
- $TP03a_0 =$ **[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]**

Les droits de raccordement cités à l'Article 60 sont indexés dans les mêmes conditions.

ARTICLE 62. INCITATION AUX FAIBLES TEMPERATURES DU REGIME SECONDAIRE

Sur les bâtiments neufs, les droits de raccordement sont d'un montant défini à l'Article 60, lors d'un régime de référence secondaire 55/35°C par -7°C extérieur. Ce montant est modulé en fonction du régime de température des émetteurs installés sur le secondaire tel que :

- Régime 60/40°C par -7°C extérieur : [A COMPLETER AVEC UNE VALEUR >100%] des Droits de raccordement pour un bâtiment avec un régime secondaire 55/35°C par -7°C extérieur ;
- Régime 70/50°C par -7°C extérieur : [A COMPLETER AVEC UNE VALEUR >100%] des Droits de raccordement pour un bâtiment avec un régime secondaire 55/35°C par -7°C extérieur ;
- Régime supérieur à 70/50°C par -7°C extérieur : [A COMPLETER AVEC UNE VALEUR >100%] des Droits de raccordement pour un bâtiment avec un régime secondaire 55/35°C par -7°C extérieur.

ARTICLE 63. PAIEMENT DES FRAIS DE RACCORDEMENT

Sauf régime particulier de la comptabilité publique, les Frais de Raccordement seront exigibles auprès des Abonnés dans les conditions suivantes :

- 30% à la signature de la demande d'abonnement ;
- 70% à la mise en service de l'installation.

A défaut de paiement des sommes dues, le service peut être suspendu un (1) mois après une mise en demeure par lettre recommandée, l'abonnement peut être résilié à l'expiration de l'exercice en cours dans les conditions définies au règlement du service.

Sur demande de l'Abonné, les coûts de raccordements peuvent être payés dans les mêmes conditions que la fourniture de chaleur, à travers des factures mensuelles. Dans cette optique, le coût annuel en €/kW facturé est le suivant :

$$R3 = \frac{\text{frais de raccordement} \times K}{D}$$

Où :

- Frais de raccordement = coûts déterminés en considération de l'Article 60;
- K = coefficient représentatif du coût de financement par le CONCESSIONNAIRE des frais de raccordement, [A PROPOSER PAR LE CANDIDAT]
- D = Durée de la Police d'Abonnement.

Les factures du terme fixe R3 seront établies mensuellement sur la base d'1/2^{ème} du montant de la redevance annuelle.

En cas de résiliation anticipée conformément à l'Article Chapitre IV43.3, la totalité du R3 restant est due par l'Abonné.

ARTICLE 64. REDEVANCES

64.1. Redevances d'occupation du domaine public de l'AUTORITE CONCEDANTE

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de verser à l'AUTORITE CONCEDANTE des redevances dues pour l'occupation ou l'utilisation du domaine et due en contrepartie de la mise à disposition des biens.

Conformément à l'article L.2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques, les montants de ces redevances sont fixés en tenant compte des avantages de toute nature procuré au CONCESSIONNAIRE.

64.1.1. Redevance fixe basée sur l'occupation du sous-sol

Le CONCESSIONNAIRE verse annuellement à l'AUTORITE CONCEDANTE une redevance d'occupation du domaine public, liée à l'utilisation de l'emprise du Réseau Primaire.

A la date de la conclusion du Contrat, le montant de cette redevance est fixé à 1 € par an et par mètre linéaire de tranchée situé sur le domaine public.

Ce montant est révisable suivant les indices connus au 31 décembre de l'année N et selon les mêmes modalités que celles applicables au terme R22.

Ce montant n'est pas assujetti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

64.1.2. Redevance fixe de mise à disposition de l'emprise pour la centrale de production / géothermie

Le CONCESSIONNAIRE verse à l'AUTORITE CONCEDANTE une redevance fixe annuelle de mise à disposition pour son utilisation du terrain mis à sa disposition pour l'implantation d'équipements selon les termes de l' Article 22.

A la date de la conclusion du Contrat, le montant de cette redevance est fixé à 5 000 € HT/an.

Ce montant sera revalorisé chaque année selon le coefficient moyen de révision du r22 de l'année. Elles sont refacturées aux Abonnés à travers le terme r22.

Cette redevance est majorée de la TVA au taux plein.

64.1.3. Redevance variable

Le CONCESSIONNAIRE verse annuellement à l'AUTORITE CONCEDANTE une redevance variable calculée comme suit :

- 0,25% du chiffre d'affaires total R1+R2 (hors taxes) y compris le chiffre d'affaires provenant des ventes diverses tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre délégué ou des recettes annexes.
- **[PROPOSITION ALTERNATIVE A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]**

64.2. Redevance fixe pour frais de gestion et de contrôle

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de verser à l'AUTORITE CONCEDANTE une redevance annuelle pour frais d'administration, de gestion et de contrôle.

Le montant de cette redevance annuelle est de 50 000 € HT nette de taxes.

Ce montant est révisable suivant les indices connus au 31 décembre de l'année n et selon les mêmes modalités que celles applicables au terme R22.

64.3. Autres redevances

Les redevances éventuellement dues pour l'occupation des propriétés privées, ou du domaine public ou privé des personnes publiques autres que l'AUTORITE CONCEDANTE, sont à la charge du CONCESSIONNAIRE.

[A DETAILLER, EN PARTICULIER POUR LA MISE A DISPOSITION DES CHAUFFERIES]

64.4. Versement des redevances

Pour le premier et le dernier exercice (exercices partiels), les redevances fixes dues par le CONCESSIONNAIRE sont calculées prorata temporis. Elles sont versées en une fois chaque année pour l'exercice en cours, au plus tard le 30 juin.

Le versement de la part variable de la redevance intervient à l'issue de l'exercice considéré, sur la base du compte-rendu d'activité établi par le CONCESSIONNAIRE.

Le versement des redevances intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du titre de recettes émis par l'AUTORITE CONCEDANTE .

Ces redevances sont intégrées dans l'élément R2 perçu auprès des Abonnés, au prorata de leur puissance souscrite.

ARTICLE 65. CLAUSE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de verser à l'AUTORITE CONCEDANTE :

[CLAUSE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE A PROPOSER PAR LE CANDIDAT]

ARTICLE 66. TARIFS DE BASE

66.1. Constitution du tarif pour la chaleur

Le CONCESSIONNAIRE est autorisé à vendre l'énergie calorifique aux tarifs de base définis ci-après, auxquels s'ajoutent les divers droits et taxes additionnelles au prix de l'énergie calorifique.

66.1.1. Facturation de l'énergie aux Abonnés

La valeur de base R du prix de vente de l'énergie calorifique aux abonnés est déterminée par la formule :

$R = R1 \times \text{Nombre de MWh consommés par l'Abonné} + R2 \times \text{Puissance souscrite par l'Abonné en kW}$

Le tarif de base est donc décomposé en deux éléments R1 et R2 représentant respectivement :

66.1.2. Terme R1

[A ADAPTER PAR LE CANDIDAT SELON LA MIXITE ENERGETIQUE PROPOSEE]

Le terme R1 est un élément proportionnel représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie réputés nécessaires, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un MWh d'énergie calorifique destiné au chauffage des locaux, à la production d'eau chaude sanitaire ou au réchauffage d'eau. Le coût des combustibles ou autres sources d'énergie comprend l'ensemble des composantes, notamment parts fixes, parts variables et taxes.

Pour chaque combustible ou source d'énergie utilisée, est défini un terme R1 qui tient compte de la mixité des combustibles telle que définie ci-après :

$$R1 = a \times R1_{EnR\&R} + b \times R1_{gaz} + c \times R1_{autre\ énergie} + R1_{CO2}$$

Avec $a + b + c + \dots = 1$ et a, b et c représentant les parts respectives de chaque énergie dans la production énergétique :

	Coefficients (%)
a	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]
b	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]
c	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]
a + b + c =	100%

La mixité des combustibles définie ci-dessus constitue la mixité contractuelle de calcul du terme R1. Cette mixité n'est pas actualisée en fonction des consommations réelles des différentes énergies et ne constituer pas l'engagement environnemental du CONCESSIONNAIRE.

R1_{EnR&R} : Prix du MWh livré en Poste de Livraison produit à partir de l'EnR&R

R1_{gaz} : Prix du MWh livré en Poste de Livraison produit à partir de l'énergie gaz

R1_{autre énergie} : Prix du MWh livré en Poste de Livraison à partir d'une autre énergie [A PRECISER PAR LE CANDIDAT]

R1_{CO2} : coût ou contribution de la tonne CO2 liée à la consommation de gaz de la chaufferie centrale (le cas échéant)

66.1.3. Terme R2

Le terme R2 = r21 + r22 + r23 + r24+ r25SUB + r25CEE

Le terme R2 est un élément fixe, réparti entre les Abonnés selon la puissance souscrite, représentant la somme des coûts annuels suivants :

- r21 : coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations de production et de distribution d'énergie ainsi que l'éclairage des bâtiments (sauf les Postes de Livraison), ainsi que le coût de l'alimentation en eau du réseau nécessaire à son fonctionnement.
- r22 : coût des prestations de conduite, de petit entretien et de grosses réparation, frais administratifs (redevances, cotisation économique territoriale, impôts, frais divers...) nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations primaires, coût des relations abonnés, commercialisation, systèmes numériques etc.
- r23: coût des prestations de gros entretien et de renouvellement (GER) des installations.
- r24: coût d'amortissement et de financement des investissements des travaux de Premier Etablissement, de Développement et de raccordement.
- r25SUB : Contribution des subventions ou aides à l'investissement mobilisables (terme négatif).

- r25CEE : éventuels CEE obtenus à la suite des opérations relevant des installations communes (terme négatif).

66.1.4. Terme r25SUB

Le terme r25SUB représente la contribution des subventions ou aides à l'investissement mobilisables en €/kW et recouvre :

- Les subventions réellement notifiées par l'ADEME/Région/FEDER, y compris sous forme d'avances remboursables le cas échéant, ou tout autre organisme, au profit du CONCESSIONNAIRE ;
- Les participations financières versées dans le cadre d'opération d'aménagement ou tout autre forme de participations financières non prévues initialement au Contrat.

Il sera actualisé en fonction des subventions réellement notifiées en application des formules suivants :

Les candidats sont invités à proposer :

- une formule de calcul du R25 qui permet d'ajuster son niveau prévisionnel en fonction des aides réellement notifiées, tenant compte d'un taux actualisation appliqué sur la temporalité des versements.
- (i) un engagement de prise en charge en tout ou partie du risque de non-obtention du niveau de subvention qu'il envisage pour la construction de son offre (écart à la subvention envisagée)]

66.2. Tarif de base

Les valeurs de base des éléments figurant dans les tarifs suivants sont établies à la date du [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT - SE REFERER AU REGLEMENT DE CONSULTATION]

Energie calorifique livrée en Poste de Livraison	
r1EnR&R =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/MWh livrés
r1gaz =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/MWh livrés
r1autre énergie =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/MWh livrés
R1 =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/MWh livrés
Abonnement Réseau	
r21 =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/kW
r22 =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/kW
r23 =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/kW
r24 =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/kW
r25SUB =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/kW
r25CEE =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/kW
R2 =	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] €/HT/kW

a	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]
b	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]
c	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]

Les coefficients a et b sont fixes et indépendants de la mixité réelle constatée. Ils pourront être revus, avec l'accord de l'AUTORITE CONCEDANTE, lors d'évolutions significatives des moyens de production allant au profit des Abonnés.

66.3. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants hors taxes sont affectés des taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations facturées.

Au cas où le taux de TVA est modifié, les nouveaux taux sont appliqués sur les montants hors taxes actualisés de chaque élément de la facturation.

66.4. Option de paiement anticipé des termes d'investissements (R24 - R25SUB - R25CEE)

Si un abonné en fait la demande à la souscription du contrat, le CONCESSIONNAIRE est autorisé à percevoir tout ou partie des sommes R24 et R25 sur la durée de la police d'abonnement, à la date de signature du Contrat.

Cette disposition entraîne, pour l'abonné, le renoncement à bénéficier de toute modification à la baisse des termes payés par anticipation.

A contrario, en cas de révision à la hausse des termes, l'abonné devra régler la différence entre le terme réglé et le nouveau terme, sur la durée restante de la police d'abonnement. Cette différence pourra être réglée soit à la date d'augmentation, soit sur la durée restante de la police d'abonnement.

Le paiement anticipé des termes R24-R25 est dû dans les 3 mois suivant la signature de la police d'abonnement. Le montant du paiement anticipé est égal à $N \times P_s \times (R24 + R25SUB + R25CEE)$ avec :

- N durée de la police d'abonnement
- $R24 + R25SUB + R25CEE$ en date de valeur de la signature de la police d'abonnement
- P_s puissance souscrite de l'abonné

Après ce paiement, la facturation de la puissance souscrite sera faite mensuellement sur les termes $R21 + R22 + R23$.

66.5. Option de paiement séparé des termes de fonctionnement et d'investissement

Le CONCESSIONNAIRE est autorisé à facturer séparément tout ou partie des termes d'investissement.

Cette facture est émise à un tiers (ou éventuellement au maître d'ouvrage pour que celle-ci rentre dans son budget d'investissement) qui sera signataire de la police d'abonnement au même titre que l'abonné ou d'un protocole d'accord indépendant.

Pour cela, la facture globale correspondant à celle définie à l'Article 66.1.1 :

$$R = (r1) \times \text{nombre de MWh consommés par l'abonné} + (r2) \times \text{puissance souscrite abonné en kW}$$

$$\text{Et } R = R_{\text{investissement}} + R_{\text{fonctionnement}}$$

Avec :

$$R_{\text{investissement}} = (r24 + r25SUB + r25CEE) \times [\text{Puissance souscrite de l'abonné} \times t] \text{ en kW}$$

$$R_{\text{fonctionnement}} = (r1) \times \text{nombre de MWh consommés par l'abonné} + (r21 + r22 + r23) \times \text{Puissance souscrite de l'abonné en kW} + (r24 + r25SUB + r25CEE) \times [\text{Puissance souscrite de l'abonné} \times (1 - t)] \text{ en kW}$$

Où t représente un taux de prise en charge des investissements.

ARTICLE 67. RÉDUCTIONS TARIFAIRES ET ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES ABONNÉS

L'instauration d'un tarif spécial ne peut être réalisée qu'avec l'accord écrit de l'AUTORITE CONCEDANTE, suite à une proposition dûment motivée et justifiée du CONCESSIONNAIRE.

Au cas où le CONCESSIONNAIRE serait amené à consentir à certains Abonnés un tarif inférieur à celui défini à l'article précédent, il est tenu de faire bénéficier des mêmes réductions les Abonnés placés dans des conditions identiques à l'égard du service public

À cet effet, il doit établir et tenir constamment à jour un relevé de tous les tarifs spéciaux appliqués avec mention des conditions auxquelles ils sont subordonnés. Un exemplaire de ce relevé est communiqué à l'AUTORITE CONCEDANTE lors de chaque mise à jour ainsi que dans le cadre du rapport annuel, tenu à la disposition des Abonnés et porté à la connaissance des nouveaux Abonnés lors de la souscription de leur abonnement.

ARTICLE 68. INDEXATION DES TARIFS

Sauf dispositions contraires de la réglementation des prix, les prix figurant dans les tarifs de vente indiqués à l'Article 66 sont indexés élément par élément par application des formules ci-après :

68.1. Indexation relative à la chaleur

68.1.1. *Elément proportionnel R1*

a) Terme R1EnR&R

Le terme R1EnR&R est indexé mensuellement par application de la relation suivante :

A PROPOSER PAR LE CANDIDAT

Avec :

A PROPOSER PAR LE CANDIDAT

b) Terme R1gaz

Le terme R1gaz est indexé mensuellement par application de la relation suivante :

A PROPOSER PAR LE CANDIDAT

Avec :

A PROPOSER PAR LE CANDIDAT

c) Terme R1autre énergie

A PROPOSER PAR LE CANDIDAT

d) Terme R1CO2

A PROPOSER PAR LE CANDIDAT

68.1.2. *Elément fixe R2*

Chaque élément constitutif du terme R2 est révisé par application des formules suivantes :

- $r_{21} =$ **A PROPOSER PAR LE CANDIDAT**

- $r22 = r22_0 \times [0,20 + 0,55 \times (ICHT-IME/ICHT-IME_0) + 0,25 \times (FSD2/FSD2_0)]$
- $r23 = r23_0 \times [0,20 + 0,25 \times (ICH-IME/ICHT-IME_0) + 0,55 \times (BT40/BT40_0)]$
- Les termes $r24$, $r25SUB$ et $r25CEE$ ne sont pas indexés.

Formules dans lesquelles :

- ICHT-IME : Indice "Coût horaire du travail, tous salariés, des industries mécaniques et électriques", publiée au Moniteur des Travaux Publics (référence indice : ICHT-IME).
- FSD2 : Indice "Frais et services divers catégorie 2" publié au Moniteur des Travaux Publics (référence : FSD2).
- BT40 : Indice national "Bâtiment : chauffage central" publié au Moniteur des Travaux Publics (référence : BT40).

Les valeurs de référence de ces indices sont celles connues et publiées au [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT SELON INSTRUCTIONS DU REGLEMENT DE CONSULTATION] soit :

- $ICHT-IME_0 =$ [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]
- $FSD2_0 =$ [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]
- $BT40_0 =$ [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]

Les valeurs des termes $r21_0$, $r22_0$, et $r23_0$ sont les valeurs des termes $r21$, $r22$, $r23$ à la date mentionnée au paragraphe précédent.

68.2. Calcul des révisions de prix

Le calcul des variations des prix mentionnés au présent Article est réalisé de manière mensuelle. Le fichier de calcul des prix est communiqué, par le CONCESSIONNAIRE, mensuellement à l'AUTORITE CONCEDANTE, (fichier Excel).

Les différents termes sont arrondies au plus près à trois décimales.

Le calcul est effectué avec les derniers indices, prix ou index publiés ou connus à la date du 1^{er} jour du mois faisant l'objet de la facturation.

Un tableau récapitulatif, justifiant les calculs des coefficients de révision de tous les tarifs au cours de l'exercice, est joint au compte rendu annuel.

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation vient à être modifiée ou si un paramètre cesse d'être publié, de nouveaux paramètres sont introduits d'un commun accord entre l'AUTORITE CONCEDANTE et le CONCESSIONNAIRE afin de maintenir, conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques.

ARTICLE 69. PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNÉS AU CONCESSIONNAIRE

69.1. Facturation

Le règlement du prix de vente de la chaleur fixé en application de l'Article 66 et de l'Article 68, donne lieu à des versements échelonnés déterminés dans les conditions prévues au règlement du service, les éléments R1 et R2 étant indexés mensuellement (au 1^{er} jour de chaque mois), en fonction des derniers barèmes et indices connus, en application de l'article 68.2.

Chaque mois est présenté une facture comportant les éléments fixes et les éléments proportionnels, établis sur la base des quantités consommées pendant le mois précédent écoulé, mesurées par les compteurs.

Chaque année, une facture de régularisation sera émise à chacun des abonnés au plus tard le 31 mars au titre du r1CO2. Elle correspondra à la différence entre les charges ou recettes générées par l'achat/la vente de quotas de compensation/de valorisation de CO2 de l'année n- 1 et les recettes générées par la tarification r1CO2 en année n- 1, rapportée à la totalité de la puissance souscrite en année n-1, proratisée de la puissance souscrite de chacun des abonnés.

69.2. Conditions de paiement des énergies et des abonnements

Le montant des factures est payable dans les trente (30) jours de leur présentation.

Un Abonné ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, le CONCESSIONNAIRE doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

En cas de non-paiement des factures, le CONCESSIONNAIRE mettra en œuvre la procédure définie par les textes en vigueur relatifs à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau ou de tout autre disposition législative ou réglementaire en vigueur.

Le CONCESSIONNAIRE informe l'AUTORITE CONCEDANTE de la mise en œuvre de toute procédure d'interruption ou de restriction de fourniture.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, et ce conformément au droit en vigueur, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'Abonné.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu, à compter d'un délai de quinze (15) jours après la date limite de paiement des factures, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts au taux d'intérêt légal en vigueur.

Le CONCESSIONNAIRE peut subordonner la reprise de la fourniture au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

Tout changement d'Abonné ou toute modification de sa situation juridique rend immédiatement exigible le montant des factures provisoires et de la facture définitive même non encore échus.

69.3. Réduction de la facturation

a) Redevances proportionnelles (R1) à l'énergie : la facturation étant fondée sur le relevé des quantités de chaleur fournie, le compteur enregistre la réduction ou l'absence de fourniture.

b) Redevances fixes (R2) ou abonnements : toute journée entamée de retard ou d'interruption du chauffage (au-delà des délais définis à l'article 50.4) diminue forfaitairement d'une journée, la durée de la période effective de chauffage, pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption et se traduit par une réduction prorata temporis des parties fixes des abonnements (R2) :

En cas de retard ou d'interruption, la réduction se calcule comme suit :

$$\text{Réduction} = A \times P_s \times Dj$$

Formule dans laquelle :

- A : pénalité fixée à **2 x R2 (€ HT/kW) / 365** en € HT/kW/jour de retard;
- Ps : puissance souscrite par l'Abonné ayant subi le retard ou l'interruption en kW ;

- Dj : durée en jours du retard, de l'interruption ou de l'insuffisance.

En cas d'insuffisance, la réduction opérée est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour un retard ou une interruption de même durée.

Les réductions de facturation sont appliquées automatiquement par le CONCESSIONNAIRE et notifiées à l'AUTORITE CONCEDANTE ainsi qu'aux Abonnés concernés, pour application sur la facture suivante.

ARTICLE 70. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PROVISIONS GER CONSTITUEES PAR LE CONCESSIONNAIRE

Le détail des sommes affectées par le CONCESSIONNAIRE au financement des dépenses de GER mises à sa charge par le présent Contrat est retracé dans un compte spécifique.

70.1. Principes du suivi

Pour permettre à l'AUTORITE CONCEDANTE de s'assurer que le montant de ces sommes est justifié, le financement des dépenses de GER à la charge du CONCESSIONNAIRE est assuré pendant la durée du présent Contrat selon les principes contractuels suivants :

- les sommes nécessaires au GER sur la durée du Contrat sont calculées sur la base du plan prévisionnel de GER proposé par le CONCESSIONNAIRE sur la durée du Contrat (ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION) ; ces sommes donnent lieu à compter du début de l'exploitation du service au calcul de dotations de GER à partir des recettes issues de la redevance R23, les années incomplètes étant prises en compte au prorata temporis pour calculer le montant annuel de la dotation.
- les dépenses effectives engagées par le CONCESSIONNAIRE sont constituées de charges de sous-traitance et de fourniture. Elles font l'objet d'un suivi analytique par le CONCESSIONNAIRE. Pour chaque opération prévue au plan prévisionnel, le montant des dépenses est imputé dans la catégorie des « dépenses effectives justifiées » pour un montant plafonné au montant actualisé indiqué dans le plan prévisionnel de l'ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION. Tout dépassement du montant actualisé, pour les opérations prévues au plan prévisionnel ou toute opération non prévue, fera l'objet d'une justification annuelle auprès de l'AUTORITE CONCEDANTE.
- dans le cadre de l'exercice de son pouvoir de contrôle, l'AUTORITE CONCEDANTE a le droit de vérifier ou de faire vérifier les dépenses effectives du CONCESSIONNAIRE. Les remboursements dont il bénéficierait éventuellement (tiers responsables ou assurances) sont déduits de ses dépenses.

70.2. Présentation des dépenses de GER

Chaque année, à l'occasion de la remise du compte annuel de résultat d'exploitation, le CONCESSIONNAIRE présente à l'AUTORITE CONCEDANTE :

- le montant des dotations annuelles perçues au titre du GER pour l'année n ;
- le montant des dépenses annuelles réalisées au titre du GER pour l'année n. Chaque dépense de fourniture et de sous-traitance fera l'objet d'un justificatif sous forme de facture ;
- un état du compte de GER depuis la prise d'effet du contrat faisant apparaître pour chaque année le montant de la dotation annuelle et le montant des dépenses justifiées ;
- un état des dotations aux provisions GER et reprises et le solde de provisions.

Le CONCESSIONNAIRE appliquera sur ses dépenses de fourniture et de sous-traitance les coefficients de gestion suivants :

- coefficient de gestion « dépenses de fourniture » = [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]
- coefficient de gestion « dépenses de sous-traitance » = [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]

Au terme du Contrat, quelle qu'en soit la cause, le solde créditeur est reversé intégralement à l'AUTORITE CONCEDANTE, le solde éventuellement débiteur reste à la charge du CONCESSIONNAIRE.

ARTICLE 71. FRAIS DE SIEGE

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à ce que ses frais de siège restent inférieurs à [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] % du chiffre d'affaires annuel, pendant toute la durée du Contrat.

La convention de frais de siège, figurant à l'ANNEXE N°5 ORGANISATION DE LA , signée avec la maison mère, est communiquée chaque année à l'AUTORITE CONCEDANTE ainsi qu'un explicatif des modifications apportées.

Dans le cadre de l'exécution du présent Contrat de concession, le CONCESSIONNAIRE ne pourra pas facturer ou prendre en charge des frais de siège, une contribution aux services centraux, une facturation des prestations de gestion ou tout autre procédé de répartition verticale des coûts de gestion provenant des maisons-mère, dont l'ensemble serait supérieur à [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] % du chiffre d'affaires, étant entendu que ce dernier se compose des ventes R1 et R2 et des Droits de Raccordement, sur la durée globale du Contrat. Ces composantes seront regroupées dans l'intitulé « frais de siège » dans les documents transmis par le CONCESSIONNAIRE.

Cette refacturation fait l'objet d'une convention annexée au Contrat (ANNEXE N°5 ORGANISATION DE LA) décrivant précisément les prestations concernées et justifiant le montant facturé annuellement sur la base des unités d'œuvre concernées.

Les montants prévus à la convention sont forfaitaires.

Toute modification de la convention devra faire l'objet d'un accord exprès et préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Toute autre convention et toute modification de la convention préalablement non autorisées ne seront pas opposables à l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le dépassement du montant autorisée par la Convention de frais de siège ou les frais de sièges non autorisés notamment via une autre convention non autorisée expressément et préalablement par l'AUTORITE CONCEDANTE, pourra donner lieu à l'application de pénalités.

Le dépassement du montant autorisé par la Convention de frais de siège ou les montants des frais de sièges non autorisés seront réintégrées dans les comptes d'exploitation prévisionnels retraités

ARTICLE 72. IMPOTS ET TAXES

Tous les impôts ou taxes établis par l'État, la Région, le Département, les établissements publics de coopération intercommunale ou la ou (les) commune(s) d'implantation du Réseau, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service, sont à la charge du CONCESSIONNAIRE.

Sauf spécification contraire, tous les prix et montants cités dans le Contrat, sont réputés correspondre aux impôts et taxes en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent Contrat ou lors de l'adoption de nouveaux tarifs de base.

Le CONCESSIONNAIRE est un assujetti total à la TVA qui ne réalise que des opérations taxées, toute évolution ultérieure de ce statut étant de sa propre responsabilité et ne pouvant être opposable à L'AUTORITE CONCEDANTE.

Au cas où le taux de TVA serait modifié, ou en cas de création ou modification de taxes ayant pour assiette les tarifs aux Abonnés, les nouveaux taux sont appliqués sur les montants hors taxes actualisés de chaque élément de la facturation, soit à la hausse, soit à la baisse, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Les fournitures d'énergie thermique du Réseau (R1) bénéficient d'un taux de TVA réduit à 5,5% (taux en vigueur à la date de signature du Contrat).

Dans l'hypothèse où, suite à un manquement du CONCESSIONNAIRE à ses obligations contractuelles, un taux d'énergies renouvelables et de récupération à un niveau inférieur à 50% entraînerait la déchéance temporaire ou définitive du bénéfice de ce taux réduit, le CONCESSIONNAIRE versera aux Abonnés ne récupérant pas la TVA une compensation égale à la différence entre la TVA acquittée sur le terme R1 de facturation et le montant de la taxe qu'ils auraient acquittée si le taux réduit avait été appliqué.

En cas d'évolution de la réglementation modifiant le taux d'énergies renouvelables requis pour l'application du taux réduit de TVA, connu à la date de signature du Contrat, il ne sera pas fait application des stipulations visées ci-dessus. Les Parties décideront le cas échéant des aménagements nécessaires au Contrat.

Dans la mesure où certains de ces impôts ou taxes seraient établis au nom de L'AUTORITE CONCEDANTE, notamment l'impôt foncier, le CONCESSIONNAIRE s'engage à lui reverser l'intégralité des sommes qu'elle aurait acquittées, sur présentation d'un titre de recettes correspondant.

Si un flux financier mis en place entre les Parties devenait assujetti à la TVA en cours du Contrat, les montants exprimés dans le Contrat sont supposés être exprimés en euros HT.

L'AUTORITE CONCEDANTE ne couvrira le CONCESSIONNAIRE de la TVA à reverser aux services fiscaux à l'expiration normale ou anticipée du Contrat que dans les cas prévus par l'article 207 de l'Annexe II du Code Général des Impôts.

<p style="text-align: center;">CHAPITRE VI</p> <p style="text-align: center;">CONTROLE ET MODIFICATIONS DU CONTRAT</p>
--

ARTICLE 73. VERIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES CLAUSES TECHNIQUES ET FINANCIERES

73.1. Documents à remettre

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de remettre chaque année à l'AUTORITE CONCEDANTE, sous forme de projet avant le 15 avril, et sous forme définitive avant le 1^{er} juin :

- le compte rendu technique annuel prévu à l'Article 75,
- le compte rendu financier annuel prévu à l'Article 76.

Ces différents comptes rendus et attestation constituent le rapport annuel du CONCESSIONNAIRE à l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE est par ailleurs tenu de remettre à l'AUTORITE CONCEDANTE les comptes-rendus hebdomadaires et mensuels prévus à l'Article 77 et à l'Article 78.

73.2. Modalités de remise et réunions

Les documents sont envoyés par voie électronique avec accusé de lecture, en format modifiable type « Excel » ou « Word » et en format non modifiable type « PDF » dans les délais réglementaires, à l'AUTORITE CONCEDANTE. La version définitive des documents sera envoyée, en plus de l'envoi par voie électronique, en un exemplaire papier en recommandé avec accusé de réception. Ces documents seront commentés par le CONCESSIONNAIRE à l'AUTORITE CONCEDANTE, lors d'une réunion annuelle, organisée à l'initiative du CONCESSIONNAIRE, et qui devra se tenir au mois de juin.

Des réunions mensuelles de suivi technique sont organisées à l'initiative du CONCESSIONNAIRE. La présence du CONCESSIONNAIRE lors de ces réunions est impérative. L'objectif de ces réunions est d'établir un bilan intermédiaire des consommations, de faire un point sur le développement et la commercialisation du réseau, d'inventorier les principaux problèmes rencontrés dans l'exploitation des installations et de présenter les plannings de travaux.

D'autres réunions peuvent être organisées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

73.3. Comité des Abonnés

L'AUTORITE CONCEDANTE a prévu d'organiser une fois par an un Comité des Abonnés ayant pour objectif de présenter à l'ensemble des Abonnés du Réseau de chaleur le bilan de l'exploitation du Réseau sur l'année écoulée.

Le CONCESSIONNAIRE sur demande de l'AUTORITE CONCEDANTE sera tenu d'assister à ce comité et/ou de contribuer à son organisation en fournissant à l'AUTORITE CONCEDANTE toutes les données ou éléments nécessaires à son élaboration.

ARTICLE 74. COMPTES RENDUS ANNUELS

Conformément aux dispositions de l'article L3131-5 du Code de la commande publique et de l'article L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales, le CONCESSIONNAIRE produit chaque année un

rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du Contrat et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Sur demande de l'AUTORITE CONCEDANTE, le CONCESSIONNAIRE s'engage à participer à la préparation des réunions de la commission prévue à l'article L.1413-1 du CGCT (CCSPL) et à élaborer tout document nécessaire.

Ces rapports comprendront également tous les éléments et informations permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Le rapport prévu par l'article L. 3131-5 susvisé est produit chaque année par le CONCESSIONNAIRE dans les délais précisés à l'Article 74 en versions papier et informatique.

Le contenu de ces rapports doit respecter à minima les dispositions des articles R3131-2 et suivants du Code de la commande publique ainsi que celles prévues aux Articles suivants.

Le rapport tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné et respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le CONCESSIONNAIRE à la disposition de L'AUTORITE CONCEDANTE, dans le cadre de son droit de contrôle.

L'AUTORITE CONCEDANTE contrôle les renseignements donnés dans ces documents.

Des justificatifs, bons de livraison, relevés de compteurs, etc. peuvent être demandés par l'AUTORITE CONCEDANTE.

Les modalités de contrôle sont notamment précisées à l'Article 79.

En outre, l'AUTORITE CONCEDANTE se réserve le droit de demander à tout moment des éléments relatifs au personnel.

ARTICLE 75. COMPTE RENDU TECHNIQUE

Au titre du compte rendu technique, le CONCESSIONNAIRE fournit annuellement, au minimum les indications suivantes :

75.1. Au titre des travaux

- Les Travaux de Premier Etablissement ;
- les travaux de renouvellement effectués;
- les dépenses réelles, les sommes facturées, et les estimations selon le bordereau de prix, pour l'ensemble des travaux neufs ;
- la mise à jour de l'inventaire physique et des plans ;
- Un état des lieux des conventions de passage chez les tiers.

75.2. Au titre de l'exploitation

- la synthèse générale de l'année écoulée ;
- les quantités de combustibles et fluides (achetées, consommées, état des stocks) ;
- les quantités de chaleur (distribuées, importées, exportées, vendues) ;

- le taux de disponibilité des outils de production ;
- le calendrier des démarrages et arrêts, les degrés-jours correspondants ;
- les éléments permettant de calculer les rendements ;
- le dernier relevé de tous les tarifs appliqués en fin d'exercice ;
- le tableau récapitulatif de calcul de tous les coefficients de révision appliqués pendant l'exercice ;
- la liste des Abonnés et de leurs puissances souscrites et l'évolution par rapport à l'exercice précédent ;
- les copies des polices, traités particuliers, conventions de mise à disposition, y compris les Contrats avec des tiers, signés au cours de l'exercice ;
- les attestations des Contrats d'assurances souscrits ;
- les rapports de contrôle périodique des compteurs ;
- un état qualitatif des prestations rendues aux Abonnés ;
- un mémoire sur la stratégie commerciale menée ;
- les effectifs du service et la qualification des agents ;
- l'évolution générale des ouvrages ;
- les travaux d'entretien et de grosses réparations (nature et coût des prestations à préciser pour les travaux d'entretien comme pour les grosses réparations) ;
- le nombre de tonnes de CO2 produites au cours de l'année ;
- les rapports de contrôle des différentes installations thermiques, électriques, etc. ;
- la liste des servitudes établies pour l'exécution du service (n° parcelle, adresse, nom du bénéficiaire, date de signature, date de fin).

75.3. Au titre de la qualité de service

- La liste des contacts des usagers (tous les Abonnés, représentants des usagers, AUTORITE CONCEDANTE, communes, associations de locataires, de riverains,...)
- La synthèse des pannes et des interventions ;
- La synthèse des moyens mis en œuvre pour garantir la qualité de service (tels que proposés dans l'ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE) ;
- Le taux annuel d'interruption pondérée ;
- Le taux d'interruption local du service ;
- La répartition par Poste de livraison du type d'interruption de service en nombre d'occurrence :
 - « Faible » : durée inférieure à 4 h
 - « Moyenne » : durée comprise entre 4h et 12 h
 - « Importante » : durée supérieure à 12 h
- La synthèse des actions de communications ;
- La synthèse des rencontres avec les Abonnés, et autres acteurs ;
- Analyse de la fréquentation de l'espace client (nombre de visite, statistiques sur les informations consultées).
- Suivi des réclamations : liste des réclamations et leur traitement (délai de réponse).

- La synthèse des actions en matière d'insertion sociale, telles que prévus à l'ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE

75.4. Au titre des données énergétiques

Suivi en temps réel du réseau :

Le CONCESSIONNAIRE devra fournir l'ensemble des données relatives à l'exploitation en temps réel du Réseau (avec un pas de temps de 6 ou 10 mins) :

- pour chaque outil de production de chaleur :
 - o puissance délivrée,
 - o consommation d'énergie,
 - o Température du Réseau Primaire aux arrivés / départs
 - o Analyse des fumées si elles sont enregistrées en continu

pour chaque Poste de Livraison : puissance appelée, énergie consommée, températures arrivée/départ sur le primaire et sur le secondaire ;

- températures extérieures relevées.

Les modalités de transmission et le format sont précisés à l'Article 73.2.

A l'appui de ces données, il fournira une interface permettant la constitution, la correction et l'interprétation de la base de donnée constituées.

Bilan énergétique mensuel :

Le CONCESSIONNAIRE devra fournir pour chaque mois de l'année :

- la consommation de chaleur de chaque Poste de livraison ;
- la production de chaleur en sortie des moyens de production ;
- les pertes thermiques de distribution ;
- la consommation d'énergie (tonnes, MWhPCI, ...) des équipements de production de chaleur, décomposée par type d'énergie ;
- les COP des éventuelles PAC ;
- le taux d'EnR&R du réseau ;
- la consommation d'électricité du réseau hors PAC.

Les modalités de transmission et le format sont précisés à l'Article 77.

ARTICLE 76. COMPTE RENDU FINANCIER - COMPTES DE L'EXPLOITATION - COMPTES SOCIAUX

Le CONCESSIONNAIRE fournit annuellement à l'AUTORITE CONCEDANTE, le compte-rendu financier de la concession précisant au minimum :

- la comptabilité sociale du CONCESSIONNAIRE établie selon les dispositions du plan comptable général en vigueur, établie par année civile (1er janvier au 31 décembre) comprenant notamment :
 - o le bilan social ;

- le compte de résultat ;
- les annexes complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat : immobilisations ; tableau des écarts de réévaluation sur immobilisations amortissables ; amortissements ; provisions inscrites au bilan ; état des échéances de créances et des dettes à la clôture de l'exercice ; détermination du résultat fiscal ; déficit ; indemnités pour congés à payer et provisions non déductibles ; tableau d'affectation du résultat et renseignements divers ; détermination des plus-values ; affectation des plus-values à court terme et des plus-values de fusion et d'apport ; suivi des moins-values à long terme ; réserve spéciale des plus-values à long terme ; réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours ; détermination de la valeur ajoutée au cours de l'exercice ; composition du capital social ;
- le rapport de gestion et les rapports, général et spécial, du commissaire aux comptes, et les conventions visées dans les rapports spéciaux des commissaires aux comptes.
- Les éléments de la comptabilité :
 - le grand livre des comptes de l'exercice ;
 - la balance générale des comptes de l'exercice ;
 - une note récapitulative des éventuelles modifications intervenues dans la présentation comptable et financière ainsi qu'analytique des opérations déléguées ;
- Le compte rendu financier dans le format énoncé en l'Article 76.
- le compte d'exploitation analytique dans la forme définie à l'ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER) comparé chaque année au compte de résultat analytique prévisionnel de la même période, initialement présenté, avec justifications des écarts observés. Pour effectuer cette comparaison, l'actualisation prévue à l'Article 76.2 devra être réalisée ;
- un état du compte GER (provisions alimentant le fonds de GER, dépenses et recettes) de l'exercice écoulé et cumulé depuis le début du Contrat et comme présenté dans l'Article 70 ;
- un état reprenant les émissions de CO₂ de l'exercice antérieur (N-1) et de l'exercice considéré (N), comparées aux quotas d'émission de CO₂ alloués le cas échéant aux installations pour les exercices N-1, N et N+1, ainsi que leur éventuelle valorisation, conforme à l'Article 50.
- un état reprenant les obligations du Concessionnaire au titre du dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie et les Certificats d'Économie d'Énergie générés, conformément à l'Article 58.4.
- La tarification :
 - les tarifs : leur mode de détermination et leur évolution ;
 - le calcul des coefficients de révision des tarifs ainsi que la valeur des indices ayant servi à ce dernier ;
 - une analyse explicative de l'évolution du coût global de la chaleur en € HT et TTC/MWh par rapport aux exercices précédents.
 - un spécimen de facture.
- Les éléments de gestion comptable du patrimoine :
 - l'inventaire comptable des biens du service par nature (biens de retour de premier établissement non renouvelable, renouvelable, biens de reprise,...) ainsi que les amortissements pratiqués, et un inventaire comptable par catégorie (agencement, bâtiment, construction, matériel de bureau et informatique, ...) comprenant les données énumérées à l'Article 15 ;
 - un récapitulatif des entrées et des sorties de patrimoine sur l'exercice ;

- les modalités de rattachement comptable à l'exercice des opérations d'investissement et de renouvellement, précisant les encours ;
- L'état des investissements et leur financement :
 - le détail des investissements réalisés par le Concessionnaire sur l'exercice comparé au programme contractuel d'investissement de premier établissement ;
 - le détail des opérations de GER ;
 - le tableau de financement de l'exercice écoulé, comparé au plan de financement de la même période, initialement présenté, avec la justification des écarts observés (norme « P.C.G. ») ;
 - un plan de financement prévisionnel pour les travaux de modernisation, de renouvellement et d'extension du réseau à venir.
 - Le tableau d'amortissement visé à l' Article 59 spécifique permettant d'assurer le suivi de l'indemnité de fin de contrat, produit annuellement.
- Autre :
 - La liste des prestations intra-groupe détaillées par nature de charges (Frais de siège détaillés par nature, prestations de service, convention de trésorerie...) ;
 - la nature et le montant des travaux, des prestations et des fournitures confiés à des tiers en précisant ceux qui sont confiés à des sociétés appartenant au groupe ;
 - les conventions d'assistance conclues avec les sociétés ayant qualité d'Affilié ;
 - les contrats de financement souscrits pendant l'exercice et les tableaux d'amortissement des emprunts y compris les conventions de financement groupe ;
 - le cas échéant, un état des créances irrécouvrables constatées sur l'exercice :
 - copie des certificats d'irrécouvrabilité attestant des diligences conduites pour recouvrer les sommes dues par les Abonnés ;
 - liste exhaustive de l'état des procédures en cours.
 - un état financier des sinistres contentieux (y compris fiscaux et sociaux) : dommages et des indemnités de dégâts constitués ;
 - un état justificatif des primes d'assurance et tableaux des limites de garanties ;
 - les garanties de maison(s) mère(s) sur les engagements souscrits ;
 - le cas échéant, la convention d'intégration fiscale.

Cette liste n'est pas exhaustive et peut être complétée et ajustée pendant toute la durée du Contrat sur simple demande écrite de l'AUTORITE CONCEDANTE.

76.1. Forme du compte de résultat analytique

La forme du compte de résultat analytique est arrêtée par l'AUTORITE CONCEDANTE, en accord avec le CONCESSIONNAIRE, dont les rubriques sont comparables à celles du CEP figurant en ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER) elle doit permettre l'élaboration des prévisions et l'analyse des résultats ; en particulier :

- Le détail des produits d'exploitation du Service en distinguant notamment les catégories suivantes :
 - la ventilation du chiffre d'affaires en fonction des différents éléments R1 et des différents éléments R2 ;
 - le détail des recettes accessoires le cas échéant ;

- les produits financiers identifiés, qu'ils soient propres au Contrat ou afférents à un excédent en fonds de roulement lié notamment aux décalages entre la collecte des sommes pour le compte de tiers et leur reversement ;
- un état comparatif avec la justification des écarts observés :
 - entre le compte d'exploitation de l'exercice écoulé et le compte d'exploitation prévisionnel de la même période ;
 - entre le compte d'exploitation de l'exercice écoulé et le compte d'exploitation de l'année antérieure.
- le détail des charges d'exploitation du Service en distinguant notamment les catégories suivantes :
 - les dépenses par catégorie d'énergies et combustibles achetés et les volumes d'énergie correspondants séparément pour la chaleur ;
 - les dépenses de fonctionnement, en détaillant les principaux postes, tels qu'ils figurent dans le compte prévisionnel d'exploitation figurant en ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER);
 - En particulier, les dépenses de fonctionnement constatées aux autres niveaux d'organisation de l'entreprise du CONCESSIONNAIRE (direction régionale, agence, etc.), et les parts de ces dépenses imputées au service ;
 - le détail des frais de sous-traitance ;
 - le détail des provisions passées et leurs justifications ;
 - les différentes redevances dues à l'AUTORITE CONCEDANTE ;
 - les charges de structure, correspondant notamment aux frais de siège ;
 - le montant de dépenses pour le traitement et l'évacuation des cendres du process biomasse ;
 - Les charges financières ;
 - les mouvements de dotations/reprises de provision.

a) les charges de l'exploitation de l'exercice sont détaillées et ventilées selon les usages de la profession, avec leur comparaison et l'évolution par rapport à l'exercice antérieur et aux prévisions initiales ;

b) les produits de l'exploitation de l'exercice, sont détaillés et ventilés par Abonné et par Poste de Livraison, par élément (R1 et R2), y compris l'exportation de chaleur, Droits de Raccordement, produits financiers, etc., détaillés selon la périodicité de facturation et totalisés sur l'exercice, avec leur évolution par rapport à l'exercice antérieur et aux prévisions initiales ;

c) une note complémentaire établie par le CONCESSIONNAIRE précisant :

- le détail des achats et ventes éventuels de chaleur à tout autre exploitant ;
- les principes adoptés pour la constitution (et la reprise) des provisions, ainsi que, le cas échéant, pour l'étalement des charges (charges à répartir sur plusieurs exercices) ;
- la justification des frais de siège, détaillés par nature ; les modalités de ventilation des charges communes facturées par la maison mère ;
- les conditions négociées pour les conventions de prêt et les garanties données ;
- les réductions tarifaires accordées et leurs effets.
- la description de l'organisation comptable du CONCESSIONNAIRE: modalités de comptabilisation des produits et des charges (directes ou affectées), existence d'opérations sous-traitées à des sociétés du même groupe et les conditions de sous-traitance, etc....

Nota : le regroupement des postes du compte de résultat analytique, classés par nature, doit permettre, sans retraitement particulier, la reconstitution du compte de résultat présenté sous la forme "Cerfa". Un tableau présentant et expliquant les différences ligne par ligne entre les comptes analytiques du compte rendu financier et les comptes de la liasse fiscale sera réalisé.

Dans le cadre de ce rapport analytique, le CONCESSIONNAIRE comptabilise les dépenses et les recettes sur la base d'une année fiscale pleine, du 1^{er} janvier au 31 décembre, et au besoin reconstitue ses états pour se conformer à cette exigence.

76.2. Mise à jour des comptes d'exploitation prévisionnels initiaux

Annuellement, dans le cadre du rapport annuel de l'année N-1, afin de les rendre comparables avec les comptes d'exploitation annuels visés supra, le CONCESSIONNAIRE communique à Autorité Concédante les Comptes d'Exploitation Prévisionnel (CEP) tels que fournis à la signature du présent Contrat, mais révisés pour l'année N-1 :

- Pour ses revenus, sur la base des indices de révision des termes R1 et R2 ;
- Pour les charges P1, sur la base des indices de révision des charges énergétiques ;
- Pour les autres charges sur la base de l'indice « indice de prix de production de l'industrie française pour la marché français – A10 BE – Ensemble de l'industrie 010534796 », indice publié sur le site de l'Insee Prix de marché – Base 2015. [Ou autre proposition du candidat]

Il prend en compte, pour l'application des indices, la moyenne non arrondie des douze derniers indices mensuels publiés, connus quinze jours avant le début de l'année civile. Il transforme ainsi chaque année son compte d'exploitation prévisionnel (CEP) exprimé à l'origine en euros constants en CEP en euros courants.

76.3. Etat comptable des prestations confiées à la société mère ou à des sociétés du groupe

Un état annuel annexé au rapport annuel doit être communiqué par le CONCESSIONNAIRE à l'AUTORITE CONCEDANTE reprenant l'ensemble des charges comptabilisées dans les comptes du CONCESSIONNAIRE qui concernent d'autres sociétés du groupe du CONCESSIONNAIRE où le groupe exerce une influence notable. Cet état sera établi sous 2 formes : le détail par société et le détail par compte comptable.

76.4. État des redevances

Le CONCESSIONNAIRE produit un état annexe détaillant les redevances dues à l'AUTORITE CONCEDANTE, et leur date de versement.

76.5. Mise à jour des Tableaux « Liste des moyens mis en œuvre pour l'exécution de la concession »

Le CONCESSIONNAIRE met à jour annuellement les tableaux figurant en ANNEXE N°3 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT en fonction du montant constatés des travaux réalisés et l'intègre dans le compte rendu financier.

ARTICLE 77. COMPTES RENDUS HEBDOMADAIRES

Le CONCESSIONNAIRE fournira hebdomadairement à l'AUTORITE CONCEDANTE :

- En période de travaux, les comptes-rendus de chantier

- En période d'exploitation, le journal des pannes et interventions.

Le CONCESSIONNAIRE donnera accès à l'AUTORITE CONCEDANTE au tableau de bord et à l'information en temps réel sur la gestion technique centralisée permettant ainsi de suivre les informations issues de la télégestion et de la télésurveillance des installations.

ARTICLE 78. COMPTES RENDUS MENSUELS ET TRIMESTRIEL

Le CONCESSIONNAIRE fournira mensuellement à L'AUTORITE CONCEDANTE les informations suivantes :

- Au titre des éléments techniques :
 - o Les quantités d'énergie consommées dans l'unité dans laquelle elles sont facturées par le fournisseur ;
 - o Les quantités de chaleur vendues ;
 - o Les fuites survenues sur le Réseau Primaire (localisation, durée et quantité d'eau perdue) ;
 - o Les incidents survenus sur les équipements en chaufferie ;
 - o Les Postes de Livraison raccordés au cours du mois ;
 - o La copie des courriers reçus de ou adressés à la DREAL sur le mois écoulé ;
 - o Le journal des pannes et des interventions.
- Au titre de la qualité de service
 - o Bilan des interruptions de service (date, durée, n° ss-st, cause, actions correctives, ...) ;
 - o Autres dépannages.

Le CONCESSIONNAIRE fournira trimestriellement à L'AUTORITE CONCEDANTE les informations suivantes :

- Au titre des éléments techniques :
 - o Les consommations d'électricité, d'eau et de produits de traitement d'eau ;
 - o Les contrôles réglementaires réalisés au cours du mois écoulé ;
- Au titre des éléments financiers :
 - o Les tarifs appliqués et leur révision ;
 - o Les polices d'abonnement souscrites ou modifiées, le nombre de logements, la surface chauffée, le volume de stockage d'eau chaude sanitaire, la puissance souscrite, et l'énergie de référence.
- Au titre de la qualité de service :
 - o Détail des rencontres avec Abonnés, avec autres acteurs (objet, suite donnée) ;
 - o Détail des actions de communication réalisées ;
 - o Détail des actions de communication programmées.
- Au titre des Travaux de Premier Etablissement, de Développement et de raccordement :
 - o Planning des travaux actualisé ;

- Information sur les réceptions et achèvements programmés pour le trimestre suivant.

Des rencontres trimestrielles permettront de commenter les comptes-rendus mensuels et trimestriels.

ARTICLE 79. CONTRÔLE EXERCÉ PAR L'AUTORITE CONCEDANTE

L'AUTORITE CONCEDANTE contrôle les renseignements donnés, tant dans les comptes rendus annuels, que dans les comptes de l'exploitation, prévisionnels et réels, visés ci-dessus.

À cet effet, ses agents accrédités ou toute structure mandatée à cet effet peuvent procéder, sur place et sur pièces, à toutes vérifications utiles, pour s'assurer que le service est établi et exploité dans les conditions du présent Contrat, et prendre connaissance localement de tous documents, techniques comptables et autres, nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

ARTICLE 80. MODIFICATIONS DU CONTRAT

80.1. Révision des conditions techniques et/ou financières

Pour tenir compte des changements intervenus dans les conditions d'exécution du Contrat, les conditions techniques et financières de la concession peuvent être soumises à réexamen sur production par le Concessionnaire de l'ensemble des justifications nécessaires, dans les cas présentés ci-après :

- 1) en cas d'opportunités nouvelles en matière de développement des énergies renouvelables et de récupération, d'évolutions technologiques, de développement durable ou de développement du Réseau ;
- 2) en cas de projets d'extension et de développement du Réseau ;
- 3) lorsque, par le jeu successif des indexations, les prix unitaires R1 et/ou R2 varient de plus de trente pour cent (30 %) par rapport au prix fixé lors du Contrat initial ou de la précédente révision ;
- 4) si dans le cadre du classement du Réseau, les zones de desserte prioritaires avec obligation de raccordement sont modifiées substantiellement par rapport à leur définition initiale à l'initiative de l'AUTORITE CONCEDANTE ;
- 5) si le périmètre fixé à l'Article 16 est modifié de façon à remettre en cause l'équilibre financier du Contrat, hors application de l'Article 17 ;
- 6) si le périmètre fixé à l'Article 16 est modifié en application de l'article 15.4;
- 7) en cas de changement de la source d'énergie modifiant significativement l'équilibre économique du Contrat ou en cas de variation de performance de la **géothermie au Dogger** de +/- **[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]** m3/h ou +/- **[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]** °C par rapport aux hypothèses initiales (**[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]** m3/h et **[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]** °C en tête de puits) pour un fait indépendant du CONCESSIONNAIRE, les échanges sur la mise en œuvre devront prendre en compte les garanties SAF-E ;
- 8) si du fait d'opérations de rénovations énergétiques menées par certains abonnés, la somme des puissances souscrites des abonnés baisse de plus de 20 % par rapport au volume atteint en fin de période de Travaux de Premier Etablissement ;
- 9) en cas de mesure nouvelle et substantielle d'exploitation destinée à faire des économies d'énergie ou à favoriser une politique de développement durable ;
- 10) en cas de travaux supplémentaires non prévus par le Contrat, de nature à remettre en cause son équilibre financier et demandés par l'AUTORITE CONCEDANTE ou de modifications du programme des travaux, de nature à remettre en cause l'équilibre financier du Contrat, demandées par l'AUTORITE CONCEDANTE ou rendues nécessaires ;

- 11) en cas d'économies significatives de toute nature réalisées par le CONCESSIONNAIRE dans le cadre de l'exécution de la concession ;
- 12) en cas d'évolution législative ou réglementaire substantielle et de nature à remettre en cause l'équilibre financier de la concession.
- 13) en cas d'évolution substantielle des conditions d'octroi du Fond Chaleur de l'ADEME ;
- 14) En cas d'échec partiel du forage au sens de la garantie SAF Environnement (ie : si la puissance du puits est inférieure de plus de 85% à la référence prévisionnelle de xxx MW), après déduction de la part versée par la SAF Environnement au CONCESSIONNAIRE au titre de ladite garantie.
- 15) Dans les cas expressément prévus au Contrat et non repris dans le présent Article.

80.2. Procédure de révision des conditions financières et techniques

80.2.1. Engagement de la procédure

La révision des conditions d'exécution du Contrat débute à l'initiative de l'une des Parties par la remise d'un document de révision constatant et justifiant de l'un au moins des cas de révision énumérés au Contrat.

La Partie à laquelle le document est transmis fait connaître à l'autre son intention dans un délai de trente (30) jours francs.

La procédure est engagée, sauf en cas de refus notifié ou en cas de silence, valant refus tacite, de la Partie à laquelle le document est transmis. En cas de refus exprès, les motifs du refus doivent être précisés. En tout état de cause, la Partie la plus diligente peut, dans ce cas, demander la mise en place de la commission spéciale de révision prévue à l'article 80.2.3.

80.2.2. Déroulement de la procédure

Lorsque la procédure de révision est engagée, les Parties conviennent d'un délai pour la faire aboutir et d'un calendrier de travail. En tout état de cause, ce délai ne pourra pas être supérieur à une durée de six (6) mois à compter de l'accord formel ou tacite de la Partie sollicitée sur le principe d'une révision.

Pour permettre au CONCESSIONNAIRE d'apprécier les évolutions à prendre en compte dans la révision, l'AUTORITE CONCEDANTE met à sa disposition les informations nécessaires en sa possession ainsi que tous éléments utiles à la discussion. Le CONCESSIONNAIRE sera également tenu de présenter un compte d'exploitation prévisionnel correspondant aux ajustements envisagés et faisant apparaître soit les économies réalisées, soit les coûts supplémentaires d'exploitation. L'AUTORITE CONCEDANTE pourra solliciter du CONCESSIONNAIRE toute information qu'elle juge nécessaire dans le cadre de cette procédure.

Les informations ainsi fournies peuvent être notamment de nature technique, financière, relatives à la clientèle.

Le cas échéant, les nouveaux tarifs tiennent compte des économies ou des coûts supplémentaires d'exploitation.

En cas d'accord final entre les Parties, la révision donne lieu le cas échéant à la conclusion d'un avenant.

80.2.3. Commission spéciale de révision

En l'absence d'accord, soit dès le début de la procédure, soit à l'issue du délai qui a été convenu, une commission spéciale de révision est constituée.

Cette commission est composée d'une personne désignée par le CONCESSIONNAIRE, d'une personne désignée par l'AUTORITE CONCEDANTE et d'un troisième membre compétent en matière de réseau de chaleur urbain et indépendant désigné d'un commun accord ou, à défaut, par le Président

du Tribunal Administratif du ressort de l'AUTORITE CONCEDANTE. Le coût de l'intervention du troisième membre est réparti par moitié entre le CONCESSIONNAIRE et l'AUTORITE CONCEDANTE.

La mission de cette commission consiste à rapprocher les points de vue du CONCESSIONNAIRE et de l'AUTORITE CONCEDANTE de façon à parvenir à un accord, dans le respect des engagements contractuels des Parties. L'AUTORITE CONCEDANTE et le CONCESSIONNAIRE sont tenus de fournir aux membres de la commission spéciale tous les documents et les éléments d'information utiles qui leur sont demandés.

La commission spéciale dispose d'un délai de trois (3) mois pour élaborer un projet d'accord qu'elle soumet aux deux Parties. Si l'une des Parties n'accepte pas les conclusions de la commission, elle notifie son désaccord à l'autre Partie dans un délai d'un (1) mois et en précise les raisons.

Les conclusions de la commission ne lient pas les Parties.

80.3. Modifications du Contrat et adaptations de ses conditions d'exécution résultant d'une situation d'Etat d'urgence sanitaire

Les définitions suivantes s'appliquent :

Épidémie : désigne l'état de développement et de propagation rapide d'une maladie contagieuse chez un grand nombre de personnes, et ce compris l'épidémie de covid-19.

État d'urgence sanitaire : désigne une **mesure exceptionnelle** décidée par l'État en cas de **catastrophe sanitaire**, notamment en cas d'Épidémie, mettant en péril la santé de la population.

Les mécanismes suivants ne sont pas automatiquement applicables et ne peuvent être mobilisés que dans la mesure où ils sont nécessaires pour faire face aux conséquences, soit de la propagation de l'épidémie de covid-19, soit des mesures prises pour limiter cette propagation et, en général, pour faire face aux conséquences d'une situation d'État d'urgence sanitaire.

Afin de prendre en compte les conséquences d'une situation d'État d'urgence sanitaire et ses éventuelles prorogations, le Contrat ou ses conditions d'exécution pourront être modifiées dans les conditions suivantes.

Les Parties peuvent prolonger le Contrat :

- a. lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence pour le renouvellement du Contrat ne peut être raisonnablement mise en œuvre par l'AUTORITE CONCEDANTE ;
- b. afin de permettre de rétablir l'équilibre économique du Contrat ;
- c. afin d'assurer l'amortissements des investissements prévus au Contrat ;
- d. afin de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour faire face et limiter la propagation de l'Épidémie ou aux conséquences de l'État d'urgence sanitaire.

La durée cette prolongation ne peut excéder la durée nécessaire à la mise en œuvre et la réalisation de la ou des mesures envisagées.

Lorsque l'exécution du Contrat peut se poursuivre, le CONCESSIONNAIRE peut solliciter une prolongation des délais d'exécution de ses obligations, sous réserve d'en faire la demande avant que ces délais n'expirent, soit lorsqu'il ne peut pas les respecter, soit lorsque l'exécution de ses obligations en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

Si le CONCESSIONNAIRE est placé dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie du Contrat, il ne peut pas être sanctionné, ni se voir appliquer les pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée pour ce motif.

À cette fin, le CONCESSIONNAIRE doit démontrer qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

L'AUTORITE CONCEDANTE peut décider de poursuivre l'exécution du Contrat en modifiant ses modalités d'exécution. Le CONCESSIONNAIRE a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, du service ou des travaux. Cette indemnité est subordonnée au fait que la poursuite de l'exécution a dû imposer la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au Contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du CONCESSIONNAIRE.

Si l'exécution du Contrat est suspendue par l'AUTORITE CONCEDANTE ou du fait d'une mesure de police administrative, le CONCESSIONNAIRE pourra être dispensé de verser toute ou partie des sommes dues à l'AUTORITE CONCEDANTE telle que les redevances d'occupation domaniale ou les éventuels droits d'entrée qui ne pourraient être raisonnablement amortis sur la durée restante du Contrat.

Si la situation du CONCESSIONNAIRE le justifie et à hauteur de ses besoins, une avance sur le versement dû par l'AUTORITE CONCEDANTE peut lui être versée ainsi qu'également sur les paiements des éventuelles prestations prévues au Contrat.

Afin de répondre à une situation provisoire n'impliquant pas la résiliation du Contrat, dont l'exécution pourra par la suite se poursuivre, éventuellement avec certains aménagements, L'AUTORITE CONCEDANTE peut conclure un contrat de substitution avec un tiers lorsque le CONCESSIONNAIRE est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie du Contrat, notamment lorsqu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

Si l'équilibre économique est définitivement bouleversé, la résiliation du Contrat pour Force Majeure prolongée peut être prononcée par l'AUTORITE CONCEDANTE selon les conditions et modalités prévues à l'Article 97.1.

En complément de l'indemnité calculée selon les modalités prévues à l'Article 97.1, le CONCESSIONNAIRE pourra obtenir une indemnité visant à réparer les charges directement supportées pour faire face aux conséquences de l'État d'urgence sanitaire, à l'exclusion de tout manque à gagner. Cette indemnité est subordonnée au fait que la poursuite de l'exécution avant la résiliation a dû imposer la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au Contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du CONCESSIONNAIRE.

Le CONCESSIONNAIRE devra anticiper précisément les répercussions de ses difficultés sur l'exécution du Contrat et la nécessité des mesures adoptées pour y répondre.

Le CONCESSIONNAIRE devra préparer et produire tous les éléments justificatifs nécessaires ainsi qu'une proposition de Compte d'Exploitation prévisionnel révisé établi selon le même modèle que celui du Contrat initial.

Il devra ainsi notamment veiller à :

- rassembler tous les éléments justifiant que les conditions des mécanismes précités sont remplies ;
- justifier l'état d'avancement de ses prestations ;
- justifier et démontrer toutes les mesures supportées, de toutes les baisses de recettes subies, des éventuelles dépenses engagées, etc.
- rassembler, transmettre et justifier les coûts et charges évités ;
- transmettre tous les éléments et justificatifs sur les aides perçues et à percevoir par le CONCESSIONNAIRE et/ ou ses employés (chômage partiel par exemple).

CHAPITRE VII

GARANTIES - SANCTIONS

ARTICLE 81. GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

Les garanties visées ci-après sont constituées par le CONCESSIONNAIRE sous forme de garanties à première demande, autonomes et indépendantes au sens des dispositions de l'article 2321 du Code civil, émises par un établissement conformément à la réglementation en vigueur. Ces garanties figureront en ANNEXE N°10 ANNEXES PATRIMONIALES ET GARANTIES.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage irrévocablement et inconditionnellement à ce que ledit établissement de crédit paye à l'AUTORITE CONCEDANTE, à toute première demande de celle-ci, dès notification par elle de la lettre de mise en demeure de régler dans un délai de trente (30) jours, adressée au CONCESSIONNAIRE, les sommes relevant des dispositions ci-après.

Ni l'existence ni l'appel des garanties ne limitent les recours de l'AUTORITE CONCEDANTE à l'égard du CONCESSIONNAIRE au cas où le montant des garanties serait insuffisant pour couvrir les sommes dues par le CONCESSIONNAIRE.

Les garanties ci-dessous doivent être émises par un établissement bancaire, ou une compagnie d'assurance, de premier rang et implanté en France et appelables à première demande.

La compagnie d'assurance apportant la garantie doit quant à elle présenter un niveau de solvabilité jugé satisfaisant par L'AUTORITE CONCEDANTE au regard d'éléments détaillés et étayés fournis par le CONCESSIONNAIRE pour justifier de cette solvabilité.

81.1. Garantie à première demande relative à la réalisation des Travaux de Premier Etablissement

Dans un délai de trois (3) mois avant le début de la réalisation des travaux, le CONCESSIONNAIRE remet une garantie à première demande, d'un montant égal à [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT].

Le CONCESSIONNAIRE maintient cette garantie jusqu'au terme de l'année suivant l'approbation du procès-verbal de réception de travaux par l'AUTORITE CONCEDANTE et si aucune observation n'y a été formulée entraînant des engagements financiers.

L'AUTORITE CONCEDANTE pourra faire appel à cette garantie en cas de manquement par le CONCESSIONNAIRE à ses obligations contractuelles au titre de la réalisation des Travaux de Premier Etablissement et du paiement des pénalités liées à la réalisation desdits travaux.

81.2. Garantie à première demande relative à l'exploitation des ouvrages et du service

Dans un délai de six (6) mois avant la mise en service du réseau de chaleur, le CONCESSIONNAIRE fournit une garantie à première demande, d'un montant égal à [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]. Elle est reconstituée chaque année pour le même montant, en cas d'utilisation l'année précédente.

Elle sera appelée pour le paiement des redevances et des pénalités qui n'auraient pas été réglées par le CONCESSIONNAIRE dans les quinze (15) jours à compter de leur notification prononcée par l'AUTORITE CONCEDANTE et de toute autre somme due au titre de l'exécution du Contrat, ainsi qu'il est prévu à l'Article 82, et de manière générale, toutes conséquences financières imputables à un défaut de réalisation des obligations prévues au Contrat.

La garantie à première demande pour l'exploitation des ouvrages est constituée pour une période d'un an renouvelable. Chaque année, le CONCESSIONNAIRE fera parvenir à l'AUTORITE CONCEDANTE, un (1) mois avant l'expiration de la période annuelle en cours, l'attestation écrite de l'établissement bancaire délivrant la garantie et confirmant que celle-ci est bien poursuivie pour l'année suivante.

La garantie à première demande pourra être dénoncée chaque année par la banque après un préavis de six (6) mois. En cas de dénonciation, le CONCESSIONNAIRE devra alors présenter une nouvelle garantie présentant les mêmes caractéristiques que ci-dessus, et ce, au plus tard dans le délai de six (6) mois de la dénonciation.

Sous réserve de l'application des dispositions ci-dessus, la garantie à première demande sera levée à l'issue du règlement des comptes de la concession qui interviendra au maximum six (6) mois à l'issue de cette dernière.

En cas de non production de la garantie dans le délai d'un (1) Mois, les sanctions prévues à l'Article 82 puis la sanction prévue à l'Article 84 pourront être appliquées.

81.3. Garantie à première demande relative à la fin du Contrat

Au plus tard deux (2) ans avant le terme normal du présent Contrat, le CONCESSIONNAIRE met en place une garantie à première demande, au profit de l'AUTORITE CONCEDANTE, d'un montant égal [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT], à date de valeur de l'entrée en vigueur du Contrat, et indexée selon la formule appliquée au terme tarifaire r23.

En cas de résiliation anticipée du présent Contrat avant son terme normal, le CONCESSIONNAIRE est également tenu de mettre en place, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du prononcé de la résiliation, une garantie à première demande, au profit de l'AUTORITE CONCEDANTE, d'un montant égal à 10% des dotations GER totales calculées sur la durée initiale du Contrat.

L'AUTORITE CONCEDANTE pourra faire appel à ces garanties en cas de manquements du CONCESSIONNAIRE à ses obligations contractuelles au titre de la remise en état des ouvrages en fin de Contrat.

Sous réserve de l'application des dispositions ci-dessus, la garantie à première demande sera levée à l'issue du règlement des comptes de la concession qui interviendra au maximum six (6) mois à l'issue de cette dernière.

En cas de non production de la garantie dans le délai prévu, les sanctions prévues à l'Article 82.7 puis la sanction prévue à l'Article 84 pourront être appliquées.

81.4. Autres garanties

Le CONCESSIONNAIRE est tenu à toutes les garanties légales.

ARTICLE 82. SANCTIONS PECUNIAIRES : LES PENALITES

82.1. Principes généraux

Faute par le CONCESSIONNAIRE de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent Contrat, des pénalités peuvent lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers le tiers ou l'AUTORITE CONCEDANTE.

Les pénalités ne sont pas applicables en cas de Causes légitimes définies à l'Article 7 du Contrat à condition, toutefois, que le CONCESSIONNAIRE ait mis tout en œuvre pour assurer ses prestations dans les meilleures conditions possibles, compatibles avec les moyens et les matériels dont il dispose.

Il est précisé qu'une grève ne constitue pas un cas de Force majeure.

Les pénalités sont prononcées par le représentant de l'AUTORITE CONCEDANTE après avoir invité le CONCESSIONNAIRE, par une mise en demeure préalable, à fournir ses explications.

Sauf dispositions contraires, les pénalités mentionnées ci-dessous sont exigibles à compter du jour suivant celui d'expiration du délai imparti au CONCESSIONNAIRE pour satisfaire aux obligations découlant de l'exécution du Contrat.

Le montant des pénalités peut faire l'objet de prélèvements sur la garantie à première demande prévue à l'Article 81 si les pénalités n'ont pas été réglées par le CONCESSIONNAIRE dans les quinze (15) jours à compter de leur prononcé.

L'ensemble des pénalités qui seraient dues par le CONCESSIONNAIRE à l'AUTORITE CONCEDANTE, tous motifs confondus, au titre de la réalisation des Travaux de Premier Etablissement, est plafonné à [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT], soit xx % du montant HT desdits travaux.

L'ensemble des pénalités annuelles qui seraient dues par le CONCESSIONNAIRE à L'AUTORITE CONCEDANTE, toutes causes confondues, au titre de l'exploitation du service, est plafonné annuellement par exercice à [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT].

Les pénalités sont libératoires au jour de leur paiement sous réserve des dispositions suivantes :

- le caractère libératoire est écarté en cas de faute lourde ou dolosive ;
- l'AUTORITE CONCEDANTE reste recevable à solliciter une indemnisation au titre des préjudices subis par les tiers lorsqu'ils n'ont pas perçu de pénalités ;
- le Titulaire reste tenu par ses engagements et son obligation de réaliser les prestations.

82.2. Réalisation des ouvrages

En cas de non-respect des délais de réalisation des Travaux de Premier Etablissement exposés en ANNEXE N°3 **PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT**, une pénalité d'un montant correspondant à [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT en € et xx %] par jour de retard, jusqu'à l'établissement du service normal pourra être appliquée par l'AUTORITE CONCEDANTE au CONCESSIONNAIRE sans mise en demeure préalable.

En cas de non-respect des engagements pris par le CONCESSIONNAIRE dans divers articles du contrat, le CONCESSIONNAIRE encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de :

Réalisation de travaux sans autorisations (non-soumission des projets d'exécution à l'AUTORITE CONCEDANTE ou autorisation de l'Autorité compétente pour les travaux)	10% du coût des travaux correspondant
Non-invitation à une réunion de réception	5 000 €/réunion

82.3. Exploitation des ouvrages

82.3.1. Retard ou interruption de la fourniture de chaleur

En cas de retard ou d'interruption de la fourniture de chaleur au-delà des engagements de qualité de service (ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE), le CONCESSIONNAIRE encourt une pénalité de :

[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT – en € ou en % en précisant l'assiette]

Taux d'interruption annuel total pondéré selon la définition de l'IGD : € / % de dépassement

Taux d'interruption annuel locale du service : € / % de dépassement / sous-station

Pour l'application des calculs de pénalités, toute journée entamée de retard ou d'interruption est comptée pour une journée entière (au-delà des délais définis à l'Article 50.4).

82.3.2. Insuffisance de la fourniture de chaleur

En cas d'insuffisance de la fourniture de chaleur, la pénalité appliquée est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour un retard ou une interruption de même durée.

82.3.3. Non-signallement à l'AUTORITE CONCEDANTE d'une condition particulière de service

En cas de non-signallement par écrit à l'AUTORITE CONCEDANTE dans un délai de deux (2) heures d'une des conditions particulières visés à l'Article 50, le CONCESSIONNAIRE s'expose à une pénalité forfaitaire de 250 € par manquement.

82.4. Non-respect des engagements de performance environnementale

82.4.1. Non-respect des seuils d'utilisation des ENR

La mixité énergétique prévue à l'ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE permet de dépasser le seuil de taux d'énergie issue de ressources renouvelables et de récupération permettant de bénéficier du taux de TVA réduit sur les fournitures de chaleur.

Dans l'hypothèse d'une déchéance temporaire ou définitive du bénéfice de ce taux réduit, qui serait imputable à une carence ou à un manquement du CONCESSIONNAIRE, dans l'exploitation du service conforme aux dispositions du présent Contrat et que cette carence ait pour effet de réduire le taux d'énergie fatale et renouvelable et de récupération à un niveau inférieur à engageant et soit la cause de la déchéance, le CONCESSIONNAIRE versera aux Abonnés ne récupérant pas la TVA une compensation égale à la différence entre la TVA acquittée sur le terme R1 de facturation et le montant de la taxe qu'ils auraient acquitté si le taux réduit avait été appliqué.

De plus, si le taux de couverture ENR&R sur l'année est inférieur au taux de couverture engageant contractuellement (voir ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE), le CONCESSIONNAIRE sera redevable d'une pénalité versée à l'AUTORITE CONCEDANTE d'un montant de [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] € par point de pourcentage d'écart en valeur absolue entre la valeur réelle et la valeur contractuelle, arrondi à 2 chiffres.

82.4.2. Non-respect des autres engagements relatifs à l'environnement

En cas de non-respect des engagements pris par le CONCESSIONNAIRE dans l'ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE, le CONCESSIONNAIRE encourt une pénalité de :

Engagement sur le contenu carbone de la chaleur	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]
Engagement sur l'approvisionnement en électricité	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]
Engagement sur la consommation d'électricité nécessaire au fonctionnement du réseau	[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT – en € ou en % en précisant l'assiette]

Engagement sur la consommation d'eau	A REMPLIR PAR LE CANDIDAT
Si engagement dans l'ANNEXE N°7: Engagements sur les dispositifs d'incitation à la réduction des consommations énergétiques	A REMPLIR PAR LE CANDIDAT
Si engagement dans l'ANNEXE N°6 BILANS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX PREVISIONNELS Engagements en termes de mobilité	A REMPLIR PAR LE CANDIDAT
Engagements en termes de qualité de l'air	cf ANNEXE N°7 Engagements techniques et environnementaux (préciser les valeurs limites d'émission concernées et seuils).

82.4.3. Autres cas liés aux objectifs environnementaux

En cas de non-respect des consignes environnementales, utilisation de combustible non autorisé, mauvaise qualité de combustible, nuisances sonores, ou contravention à toutes autres dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur, le CONCESSIONNAIRE encourt une pénalité de [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] par manquement et sans mise en demeure préalable.

En cas de récidive pendant le même exercice, ou de refus de revenir à une situation normale après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de huit (8) jours, le montant de la pénalité ci-dessus est doublé.

Ces pénalités, prononcées par l'AUTORITE CONCEDANTE, sont indépendantes des autres sanctions administratives, pénales ou civiles, susceptibles d'être appliquées au CONCESSIONNAIRE pour les mêmes faits.

82.5. Non-respect des engagements d'efficacité énergétique et gestion des ressources

En cas de non-respect des engagements figurant en ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE, le CONCESSIONNAIRE encourt les pénalités suivantes :

Engagement annuel sur le rendement de production de la chaufferie gaz	Si le rendement de production constaté pour un exercice donné est inférieur au rendement de production engageant 500 € par point de pourcentage de rendement de production d'écart
Engagement annuel sur le rendement de distribution	Si le rendement de distribution constaté pour un exercice donné est inférieur au rendement de distribution engageant : 2 000 € par point de pourcentage de rendement de distribution d'écart
Engagement consommation d'électricité pour fonctionnement du réseau (hors électricité utilisée directement pour production d'énergie)	Si le rapport entre la consommation d'électricité et la quantité d'énergie produite est supérieur au ratio contractuel engageant : 500 € par kWh _{élec} /MWh _{livré} d'écart à l'engagement contractuel
Engagement sur la consommation d'eau du réseau	Si le rapport de consommation d'eau sur la longueur de réseau pour un exercice donné est supérieur au taux

	contractuel engageant : 100 € HT par m3 d'eau consommé par km de réseau au-delà de l'engagement contractuel.
<i>Si engagement dans l'ANNEXE N°7</i> ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE : Engagements sur les dispositifs d'incitation à la réduction des consommations énergétiques	A REMPLIR PAR LE CANDIDAT – en € ou en % en précisant l'assiette]

82.6. Non-respect des engagements relatifs à l'insertion sociale

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion sociale, la pénalité correspond à la valeur du SMIC horaire à la date du 1er janvier de l'année considérée, non chargée, par heures d'insertion non réalisées sur l'année civile.

82.7. Production des comptes et autres obligations

En cas de non-respect des obligations au titre des frais de siège : Pénalité de 50 000 €.

En cas de non-production des documents dans les conditions définies par le présent Contrat, et après mise en demeure de l'AUTORITE CONCEDANTE, la pénalité est égale à 800 €, par semaine de retard et jusqu'à la fourniture complète des documents prévus.

Des pénalités par jour de retard d'un montant de **[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]**, selon les mêmes conditions de mise en demeure, en cas de carence à toutes les autres obligations d'information ou de communication de documents ou données à l'AUTORITE CONCEDANTE, notamment :

- le défaut de production des attestations d'assurance ;
- le défaut de présentation des programmes de travaux annuels ;
- des omissions dans les mises à jour des plans ou de l'inventaire ;
- la non-transmission ou transmission partielle des documents d'études ou d'exécution des travaux ;
- la non-organisation des réunions ;
- la non-production de la liste des litiges prévue à l'Article 29.1 ;
- la non-production de la liste à jour des logiciels ou des brevets prévues à l'Article 57 ;
- la non-production de la liste des Abonnés ;
- la non-production des pièces visées aux Articles 94.1 et 94.2 ;
- la non-transmission ou la transmission partielle de tout document dont la transmission était obligatoire au titre du présent Contrat. ;

82.8. Communication de la liste des emplois et postes de travail en fin de contrat

En cas de manquement à son obligation de communiquer à l'AUTORITE CONCEDANTE la liste non nominative des emplois, la masse salariale et des postes de travail ainsi que les renseignements non

nominatifs visés à l'Article 95 dans le délai prévu à cet Article, le CONCESSIONNAIRE versera une pénalité d'un montant de 75 € par jour de retard.

82.9. Pénalités en cas de non-respect des dispositions du Code du travail relatives à l'interdiction du travail dissimulé

En cas de non-respect par le CONCESSIONNAIRE des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 en vigueur du Code du travail, l'AUTORITE CONCEDANTE pourra infliger au CONCESSIONNAIRE une pénalité d'un montant égal à 10% du chiffre d'affaires prévisionnel annuel hors taxes du Contrat.

82.10. Pénalités en cas de non-respect des principes de laïcité et de neutralité du service public

En cas de manquement aux obligations relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public visées à l'Article 9, l'AUTORITE CONCEDANTE peut appliquer au CONCESSIONNAIRE, sur simple constat, une pénalité d'un montant forfaitaire de 1.000 € pour chaque infraction constatée.

La réitération de ces infractions est susceptible de constituer une faute grave qui peut entraîner la résiliation du Contrat.

82.11. Pénalités en cas de non-respect des obligations au titre des frais de siège

En cas de non-respect par le CONCESSIONNAIRE des obligations au titre des frais de siège prévues à l'Article 71, l'AUTORITE CONCEDANTE pourra infliger au CONCESSIONNAIRE, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant égal à 50 000 €.

82.12. Pénalités en cas de non-création de la société dédiée

En cas de non création de la société dédiée avant l'échéance fixée à l'Article 11, le CONCESSIONNAIRE peut être redevable d'une pénalité forfaitaire égale à 300 € par jour de retard, après une mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 83. SANCTION COERCITIVE : LA MISE EN REGIE PROVISOIRE

En cas de faute grave ou de fautes répétées du CONCESSIONNAIRE, notamment si le programme des travaux est abandonné ou si la quantité et les caractéristiques de l'énergie calorifique ou la sécurité publique viennent à être compromises, ou si le service n'est exécuté que partiellement, l'AUTORITE CONCEDANTE peut prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du CONCESSIONNAIRE.

La mise en régie provisoire partielle ou totale est précédée, sauf circonstances exceptionnelles, d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au lieu du domicile du CONCESSIONNAIRE défini à l'Article 99. Elle précise la nature et l'objet du manquement invoqué ou la nature du risque ou du dommage, et enjoint le CONCESSIONNAIRE de prendre toute mesure provisoire nécessaire pour assurer la continuité du service dans les conditions prévues au Contrat et/ou prévenir tout danger et/ou de fournir toutes explications utiles.

Faute par le CONCESSIONNAIRE de pourvoir à l'entretien des ouvrages et installations du service, l'AUTORITE CONCEDANTE peut faire procéder, aux frais du CONCESSIONNAIRE, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service quarante-huit (48) heures après la mise en demeure restée sans résultat.

La mise en régie cessera dès que le CONCESSIONNAIRE sera en mesure d'assurer à nouveau ses obligations, sauf si la déchéance est prononcée.

La même procédure peut être utilisée en cas de malfaçons dans le rétablissement des chaussées et trottoirs à l'emplacement des tranchées.

Le CONCESSIONNAIRE est alors dessaisi, pour l'exécution du Contrat, de ses prérogatives de chef d'entreprise, L'AUTORITE CONCEDANTE ou la personne qu'elle aura désignée à cet effet assurant à sa place la continuité du service avec les moyens du CONCESSIONNAIRE.

Pendant le temps de la mise en régie, le CONCESSIONNAIRE est autorisé à suivre l'exécution des travaux ou des services sans pouvoir, en aucune manière, entraver les ordres de L'AUTORITE CONCEDANTE, ou faire entrave à l'accès aux installations nécessaires à l'exploitation. Il ne pourra se voir appliquer les pénalités relatives à la prestation effectivement mise en régie.

ARTICLE 84. SANCTION RESOLUTOIRE : LA DECHEANCE

En cas de faute grave du CONCESSIONNAIRE, l'AUTORITE CONCEDANTE peut prononcer la résiliation du Contrat. La résiliation peut notamment être prononcée dans les cas suivants :

- le CONCESSIONNAIRE n'est pas en mesure de remplir tout ou partie de ses obligations contractuelles à l'issue d'une mise en régie provisoire d'une durée de quatre (4) mois à compter de la date de notification au CONCESSIONNAIRE de la décision de mise en régie ;
- en cas de faute d'une particulière gravité du CONCESSIONNAIRE dont le règlement, eu égard à sa nature, ne peut faire l'objet d'une mise en régie en, en cas de cession du Contrat par le CONCESSIONNAIRE sans ou contre l'autorisation écrite préalable de l'Autorité concédante ;
- les pénalités mises à la charge du CONCESSIONNAIRE (toutes pénalités confondues) atteignent les plafonds de pénalités ;
- le CONCESSIONNAIRE refuse expressément de s'acquitter de ses obligations financières contractuelles ;
- le CONCESSIONNAIRE ne respecte pas les règles de sécurité ;
- le CONCESSIONNAIRE interrompt la continuité du service de manière prolongée ;
- le CONCESSIONNAIRE ne présente pas ou ne reconstitue pas la garantie à première demande ;
- le CONCESSIONNAIRE ne constitue pas une société dédiée ayant pour unique objet la gestion déléguée du service public, conformément à l'Article 11 ;
- le CONCESSIONNAIRE cède le présent contrat à un tiers sans l'autorisation de l'Autorité concédante ;
- le CONCESSIONNAIRE met en danger la sécurité physique des personnes.

Le représentant de l'AUTORITE CONCEDANTE adresse une mise en demeure au CONCESSIONNAIRE.

Si, dans un délai raisonnable par la mise en demeure, à compter de la date de réception de celle-ci, l'AUTORITE CONCEDANTE peut alors prononcer la déchéance, qui prend effet immédiatement.

Les suites et conséquences de la déchéance seront mises au compte du CONCESSIONNAIRE.

L'AUTORITE CONCEDANTE versera au CONCESSIONNAIRE une indemnité calculée comme suit, dans un délai de six (6) mois à compter de la prise d'effet de la résiliation, sous réserve de la vérification préalable de l'état technique de ces ouvrages

L'indemnité se compose à la date de prise d'effet de la résiliation :

- de la valeur non amortie des investissements (valeur nette comptable des biens de retour réalisés ou en cours de réalisation par le CONCESSIONNAIRE) ;
- à laquelle se déduisent la part non-amortie dans les mêmes conditions que les investissements (i) de la somme des subventions et aides reçues pour ces investissements et (ii) de la somme des Droits de Raccordements reçus de la part des Abonnés raccordés au cours du présent Contrat.

Le CONCESSIONNAIRE versera à L'AUTORITE CONCEDANTE, dans un délai de neuf (9) mois à compter de la prise d'effet de la résiliation, une indemnité correspondant aux divers préjudices subis du fait de la résiliation du Contrat et notamment les coûts et dépenses dûment justifiés liés à l'arrêt des travaux, la mise en sécurité du chantier et la réalisation des travaux nécessaires à la mise en conformité avec les prescriptions du Contrat et avec les règles de l'art ainsi que les coûts liés à l'attribution de nouveaux Contrats.

<p style="text-align: center;">CHAPITRE VIII FIN DE LA CONCESSION</p>

ARTICLE 85. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

85.1. Conditions générales

L'AUTORITE CONCEDANTE peut résilier le présent Contrat pour motif d'intérêt général, à tout moment. La résiliation doit être notifiée au CONCESSIONNAIRE par lettre recommandée avec avis de réception et prévoir, au minimum, un délai de préavis de six (6) mois.

Le CONCESSIONNAIRE pourra alors prétendre à une indemnité dont le montant total ne pourra, en aucune façon, excéder le montant cumulé des postes d'indemnisation suivants :

- la moyenne des résultats nets des trois (3) derniers exercices, plafonnée à cinq pour cent (5 %) du total des redevances R1 et R2 (hors r24) (valeur à la date de résiliation), multipliée par le nombre d'exercices qui restent jusqu'à la fin de la concession dans la limite de trois (3) années;
- la valeur non amortie des investissements sur la base du calcul suivant : au montant des travaux réalisés réduit des amortissements réalisés, réduit des subventions reçues pour ces travaux et réduit des Droits de Raccordement perçus pour ces mêmes travaux.
- sur la base d'une durée d'amortissement égale à la durée résiduelle du Contrat au jour de création de l'actif (sur la base du tableau financier prévisionnel d'amortissement annexé) ;
- le coût du rachat éventuel des stocks de combustible et de pièces de rechange nécessaires à la marche normale de l'exploitation ;

À défaut de compromis entre les parties quant au montant de l'indemnité due par application des principes définis ci-dessus, les parties pourront faire appel à un tiers expert.

Les frais d'expertise seront partagés entre les deux parties, à parts égales.

À défaut d'accord entre les Parties, le montant de l'indemnité précitée sera fixé par le Tribunal Administratif de Melun, qui pourra être saisi directement sur l'initiative de la Partie la plus diligente.

85.2. Paiement des indemnités de résiliation

Les indemnités sont payées au CONCESSIONNAIRE dans les six (6) mois qui suivent la date d'effet de la résiliation anticipée. Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu à intérêts de retard, calculés selon le taux d'intérêt légal en vigueur.

85.3. Substitution au CONCESSIONNAIRE

L'AUTORITE CONCEDANTE est tenue de se substituer, ou de substituer un tiers, au CONCESSIONNAIRE pour l'exécution des polices et traités d'abonnement en cours, ainsi que des Contrats d'énergie, conventions de servitudes et des autres engagements pris par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation.

ARTICLE 86. RESILIATION POUR MOTIF JURIDICTIONNEL

En cas de résiliation prononcée par la juridiction administrative ou par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle, le CONCESSIONNAIRE a droit au versement d'une indemnité composée :

- au montant des investissements déjà réalisés réduit des amortissements réalisés, réduit des subventions reçues pour ces travaux, selon les éléments présentés dans les tableaux de l'ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER) mis à jour annuellement, et réduit des Droits de Raccordement perçus pour ces mêmes travaux.
- d'autre part, du manque à gagner correspondant au montant d'un (1) exercice de résultat net moyen, calculé sur la durée du Contrat et sur la base du Compte d'exploitation prévisionnel figurant en ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER) ;

Ce montant sera dûment justifié par le CONCESSIONNAIRE, qui présentera sa demande à l'AUTORITE CONCEDANTE, et sera diminuée, le cas échéant de la minoration qui résulterait d'une part de responsabilité qui lui serait imputable.

ARTICLE 87. RESILIATION DE PLEIN DROIT

Conformément aux stipulations de l'Article 11, la société [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] se porte solidairement garante de la bonne exécution des engagements contractuels dont la société dédiée [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] est redevable à l'égard de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le présent Contrat ne pourra ainsi être résilié de plein droit, que si, tout à la fois, la [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] et [A REMPLIR PAR LE CANDIDAT] se trouvent dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution dans des conditions de nature à préserver la continuité du service public, notamment du fait de leur mise en liquidation judiciaire.

La résiliation de plein droit n'ouvre droit qu'à compensation selon les modalités prévues à l'Article 86, le CONCESSIONNAIRE ne pourra prétendre à toute autre indemnité à quelque titre que ce soit.

Si l'impossibilité de poursuivre l'exécution du Contrat est consécutive à une faute contractuelle du CONCESSIONNAIRE, il sera fait application des stipulations relatives à la déchéance.

ARTICLE 88. RESILIATION POUR FORCE MAJEURE PROLONGEE

La résiliation pour Force majeure entraîne les mêmes conséquences que la résiliation pour motif d'intérêt général à l'exception de l'indemnité pour manque à gagner et du préavis.

ARTICLE 89. CALCUL DE L'INDEMNITE DE FIN DE CONTRAT EN CAS DE TRAVAUX D'EXTENSION ET DE DEVELOPPEMENT DU RESEAU (SOULTE)

Le développement du Réseau, ses extensions et le raccordement de nouveaux abonnés font partie des obligations du CONCESSIONNAIRE et constituent des Modifications autorisées au titre de l'Article R3135-1 du Code de la commande publique.

Les potentiels travaux d'extension et de développement non prévus initialement au Contrat et validés par l'AUTORITE CONCEDANTE en cours de Contrat mais ne pouvant pas être raisonnablement

amortis intégralement durant la durée résiduelle du Contrat pourront faire l'objet d'une soulte et / ou conduire à une prolongation de la durée du Contrat.

Ces travaux feront l'objet d'un tableau d'amortissement spécifique permettant d'assurer le suivi de l'indemnité de fin de contrat, produit annuellement avec le Compte rendu Annuel.

Il comprendra la dénomination de l'ouvrage, sa localisation (branche), le montant d'investissement envisagé, le montant des subventions envisagées, le montant du financement du CONCESSIONNAIRE (après déduction des subventions, droits et frais de raccordement et autres recettes), la durée d'amortissement, la date de mise en service envisagée, la valeur nette comptable estimée du bien correspondant et la valeur de l'indemnité de fin de contrat éventuelle définie dans les conditions ci-après. Le numéro de l'immobilisation comptable figurant dans l'inventaire comptable est ajouté à ces informations.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage sur les études et les estimations qu'il a faites, qui ont été validées et qui font l'objet du plan de développement défini à l'Article 18.

Le calcul de l'indemnité de fin de contrat repose sur des montants prévisionnels sur lesquels s'engage le CONCESSIONNAIRE, il diffère du calcul de la valeur nette comptable défini à l'Article 59.

L'indemnité de fin de Contrat est calculée dans le cadre de ces études à partir :

- Des chiffrages estimés de ces travaux conformément à l'ANNEXE N°3 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT
- D'une durée d'amortissement différenciée telle que définie à l'Article 59;
- Des modalités de financement : subventions, frais de raccordements.

L'indemnité de fin de Contrat est égale au « solde fin de période » des investissements estimés non amortis du CONCESSIONNAIRE pour la réalisation des ouvrages. Ces investissements sont constitués :

- Du montant d'investissement, estimé selon les dispositions de l'ANNEXE N°3 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT et amortis selon les conditions précitées, sans mise à jour du montant réel ;
- Duquel est déduit le montant réel des subventions et des frais de raccordement obtenus correspondants aux Travaux réalisés.

Le CONCESSIONNAIRE devra présenter à l'AUTORITE CONCEDANTE ses dossiers de demande d'aide avant la réalisation des extension et développements envisagés.

L'évaluation de l'indemnité de fin de contrat de chaque ouvrage éligible s'effectuera selon leur valeur nette comptable à la fin de la Concession après déduction des subventions et financements de tiers y compris les droits de raccordements obtenus pour ces ouvrages. La valeur brute des ouvrages servant de base de calcul sera strictement plafonnée par les prix du bordereau de prix visé à l'ANNEXE N°9 RELATIONS AVEC LES ABONNES sauf autorisation écrite de l'AUTORITE CONCEDANTE pour l'utilisation de valeurs supérieures concernant certains ouvrages clairement identifiés. Dans ce dernier cas, le CONCESSIONNAIRE effectuera une demande écrite démontrant le bien-fondé de sa demande de dérogation pour chaque ouvrage concerné.

Par ailleurs, le calcul des valeurs nettes comptables des ouvrages éligibles à l'indemnité de fin de contrat se base sur les durées d'amortissement fixées dans le tableau suivant :

Catégorie d'ouvrage de développement	Durées d'amortissement normative
Réseau quel que soit le DN	35 ans
Sous-stations quelle que soit la puissance	20 ans

Génie civil et Terrassement éventuel	35 ans
Autres (préciser)	20 ans

ARTICLE 90. MODALITES D'ACHEVEMENT DU CONTRAT

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à respecter un certain nombre d'obligations et d'engagements en lien avec la fin de la concession, quelle qu'en soit la cause. Ces obligations et engagements sont décrits aux Articles du présent chapitre et seront précisés et/ou complétés en temps utile à l'approche de l'échéance du Contrat par la signature entre les Parties d'un protocole de fin de Contrat.

Les Parties conviennent de se rapprocher vingt-quatre (24) mois avant l'échéance du Contrat, pour préciser les modalités pratiques de mise en œuvre des dispositions relatives à la fin du Contrat.

Ces dispositions consisteront notamment à définir un état des lieux totalement exhaustif (en termes technique, juridique, comptable et de personnels), ainsi qu'un programme de remise en état éventuel des ouvrages. Le protocole définira en particulier les éléments nécessaires, d'une part à la procédure de renouvellement de la Concession, et d'autre part à la passation des éléments au nouveau Concessionnaire (en toute fin de contrat). Le CONCESSIONNAIRE devra satisfaire à l'ensemble des demandes figurant au Protocole à la demande de l'AUTORITE CONCEDANTE et il sera soumis à des pénalités dans le cas contraire.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à laisser l'accès à tous les ouvrages et installations de la concession à l'AUTORITE CONCEDANTE afin de permettre l'organisation de visites aux candidats dans le cadre de procédure de mise en concurrence. En cas de refus non justifié par des considération de sécurité, le CONCESSIONNAIRE encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 5000 €.

ARTICLE 91. CONTINUITE DU SERVICE EN FIN DE CONCESSION

L'AUTORITE CONCEDANTE a la faculté, sans qu'il en résulte de ce fait un droit à indemnité pour celui-ci, de prendre pendant les deux (2) dernières années de la concession ou à tout moment en cas de fin anticipée, toute mesure propre à assurer la continuité du service, et permettre le cas échéant un changement de mode de gestion et/ou d'exploitant.

Le CONCESSIONNAIRE maintient un fonctionnement habituel de l'exploitation jusqu'à la fin du présent Contrat.

A partir d'un (1) an avant l'échéance du Contrat, le CONCESSIONNAIRE fait parvenir mensuellement à l'AUTORITE CONCEDANTE un bilan des mouvements de personnel, par service.

Il sera également tenu de transmettre ces documents à l'AUTORITE CONCEDANTE sur simple demande et sans justification.

En outre, le CONCESSIONNAIRE s'engage à ne pas prendre, les deux (2) dernières années qui précèdent l'expiration du Contrat ou le cas échéant dès notification de sa fin anticipée, de décision ou ensemble de décisions qui soient de nature à affecter substantiellement les conditions techniques, économiques et financières du service dont l'exploitation lui est confiée, sans l'accord écrit préalable de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à maintenir jusqu'à la fin de la concession, l'entière disponibilité de cadres et techniciens qualifiés dans le domaine de l'informatique industrielle ayant une expérience de cinq (5) ans au moins dans la gestion. L'AUTORITE CONCEDANTE pourra faire appel à eux afin de

transmettre les connaissances nécessaires pour assurer la continuité du service et faciliter le passage progressif au nouveau régime d'exploitation.

D'une manière générale, l'AUTORITE CONCEDANTE peut prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de la concession au régime nouveau d'exploitation ou au nouveau CONCESSIONNAIRE, notamment selon les stipulations de l'Article 94.8.

À la fin de la concession, l'AUTORITE CONCEDANTE ou le nouvel exploitant est subrogé aux droits du CONCESSIONNAIRE.

ARTICLE 92. SORT DES BIENS

92.1. Remise des biens de retour

92.1.1. Conditions générales de remise

Les biens de retour sont constitués des biens corporels immeubles ou meubles identifiés à l'inventaire et incorporels (logiciels ...) qui sont nécessaires au fonctionnement de l'exploitation. A l'expiration du Contrat, le CONCESSIONNAIRE est tenu de remettre gratuitement à l'AUTORITE CONCEDANTE tous les biens ayant la qualité de biens de retour.

A cette date, ces biens devront être dans un état permettant le fonctionnement normal des installations sans grosses réparations pendant une durée de deux (2) ans (correspondant au niveau 4 de la norme AFNOR la 1^{ère} année et au niveau 5 de la norme AFNOR NFX 60-100 les 2 années) et à l'exclusion de tout manquement de conduite ou de maintenance du nouveau CONCESSIONNAIRE.

Au plus tard deux (2) ans avant l'expiration du Contrat, les Parties organisent une expertise contradictoire quantitative et qualitative qui déterminera, le cas échéant, les travaux à exécuter par le CONCESSIONNAIRE et à ses frais, avant l'expiration du Contrat, conformément à l'Article 90. Un état des lieux contradictoire complémentaire sera alors effectué dans les trois (3) mois précédant la fin du Contrat.

A défaut d'exécution des travaux de remise en état du premier état des lieux ou en cas de nouveaux désordres constatés, les frais de remise en état correspondant seront déduits des indemnités éventuelles de reprise, prévues ci-dessous, ou feront l'objet de la garantie à première demande, si le montant des indemnités visées à l'alinéa ci-dessous est insuffisant.

En cas de désaccord, seule la juridiction administrative sera compétente pour mettre fin au différend.

92.2. Remise des biens de reprise

Les biens de reprise sont constitués par les autres biens participant au fonctionnement du service public dans les conditions d'exploitation mises en œuvre par le CONCESSIONNAIRE. Ces biens doivent figurer clairement comme biens de reprise dans l'inventaire tenu par le CONCESSIONNAIRE.

Ils peuvent, sur décision de l'AUTORITE CONCEDANTE, devenir la propriété de cette dernière moyennant une indemnité définie d'un commun accord entre les Parties mais qui n'excédera pas la valeur nette comptable desdits biens. A défaut d'entente, cette valeur sera déterminée à dire d'expert.

92.3. Propriété des biens propres

Les biens propres sont les biens non financés, même pour partie, par des ressources du Contrat et qui ne sont grevés d'aucune clause de retour obligatoire ou facultatif à l'AUTORITE CONCEDANTE ou au prochain exploitant. Ces biens demeurent la propriété du CONCESSIONNAIRE.

92.4. Stock

Le CONCESSIONNAIRE transmet l'état du stock valorisé à l'AUTORITE CONCEDANTE dix-huit (18) mois avant la fin de la concession. A compter de cette date, il remet à l'AUTORITE CONCEDANTE un état actualisé tous les trois (3) mois.

L'AUTORITE CONCEDANTE, ou le futur exploitant du service, ont la faculté de racheter tout ou partie du stock à l'échéance de la concession. L'AUTORITE CONCEDANTE, en son nom ou pour le compte du nouvel exploitant, fait connaître sa décision au CONCESSIONNAIRE au plus tard trois (3) mois avant l'échéance du Contrat.

Le CONCESSIONNAIRE fait son affaire du stock non repris par l'AUTORITE CONCEDANTE ou le nouvel exploitant.

Auparavant, le CONCESSIONNAIRE :

- vérifie l'identité entre le stock physique et le stock inscrit dans ses comptes et outils de gestion des stocks ;
- veille au non surdimensionnement du stock ;
- contrôle la bonne valorisation du stock par vérification d'échantillon d'article.

Le CONCESSIONNAIRE se rend disponible autant que demandé par l'AUTORITE CONCEDANTE pour tous les constats contradictoires visant à vérifier la conformité de l'inventaire du stock au stock constaté.

92.5. Biens en location de longue durée

Le CONCESSIONNAIRE tient à jour un inventaire détaillé des biens en location longue durée, avec l'ensemble des caractéristiques des Contrats. Il transmet l'inventaire exhaustif valorisé à l'AUTORITE CONCEDANTE dix-huit (18) mois avant la fin du présent Contrat et remet à l'AUTORITE CONCEDANTE, à compter de cette date, un inventaire actualisé tous les trois (3) mois.

Le CONCESSIONNAIRE tient à disposition de l'AUTORITE CONCEDANTE l'ensemble des Contrats de location.

92.6. Déchets et sous-produits

Au plus tôt quatorze (14) jours avant la date d'échéance de la concession, le CONCESSIONNAIRE fait évacuer la totalité des déchets et sous-produits issus de l'exploitation des installations.

A défaut, les frais correspondant à l'évacuation de ces déchets seront déduits des indemnités éventuelles de reprise prévues à l'Article 89, ou feront l'objet de la garantie à première demande si les indemnités susvisées sont insuffisantes.

ARTICLE 93. REGULARISATIONS FINANCIERES

Le CONCESSIONNAIRE tient à disposition de l'AUTORITE CONCEDANTE la totalité des documents comptables et financiers relatifs à la société dédiée.

La liste exhaustive des pièces financières à remettre par le CONCESSIONNAIRE dans le cadre des opérations de fin de Contrat ainsi que les dates de remises associées seront précisées dans le protocole de fin de Contrat prévu à l'Article 90.

Les modalités de régularisation des créances liées non recouvrées ou non facturées au terme du Contrat, y compris la définition des modalités de prise en compte des créances irrécouvrables associées à ces recettes seront définies en accord avec l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE est tenu de remettre à l'AUTORITE CONCEDANTE un projet de modalité de régularisation vingt-quatre (24) mois avant le terme du Contrat.

Les modalités de régularisation seront détaillées dans le protocole de fin de Contrat visé à l'Article 90.

ARTICLE 94. TRANSMISSION DE L'EXPLOITATION

94.1. Remise des plans des ouvrages

Trente (30) mois puis six (6) mois au moins avant la date d'expiration du Contrat, tous les plans des ouvrages et installations du service détenus par le CONCESSIONNAIRE sont remis gratuitement à l'AUTORITE CONCEDANTE sous forme d'une copie des données informatiques et sous forme papier.

Si l'intervention de spécialistes est nécessaire pour réaliser le transfert des données depuis le support de la banque de données du CONCESSIONNAIRE sur le système mis en place par l'AUTORITE CONCEDANTE, ou un nouvel exploitant, le CONCESSIONNAIRE est tenu de faciliter l'accès de ces spécialistes à toutes les données relatives au service.

94.2. Transfert des logiciels

Pour ce qui relève des logiciels nécessaires au fonctionnement du service public, il est attendu du CONCESSIONNAIRE en fin de Contrat :

- La remise à l'AUTORITE CONCEDANTE des Contrats de licences des logiciels édités par des tiers ;
- La remise à l'AUTORITE CONCEDANTE des codes sources pour les logiciels résultant de développements spécifiques réalisés par ou pour le CONCESSIONNAIRE dans le cadre de l'exécution du Contrat ;
- La remise à l'AUTORITE CONCEDANTE de l'ensemble de la documentation technique et fonctionnelle, nécessaires à la reprise par l'AUTORITE CONCEDANTE ou tout tiers exploitant de son choix des dites applications dans une logique de continuité de service.
- Qu'il s'engage sur la possibilité que le nouveau CONCESSIONNAIRE se substitue à lui dans le cadre des Contrats de maintenance et de support des logiciels édités par des tiers. A défaut, le CONCESSIONNAIRE sortant devra s'engager sur la prolongation du Contrat de maintenance auprès du tiers et ce pour une période de neuf (9) mois et dans les mêmes conditions économiques.

Sans que cette liste vise l'exhaustivité, il est attendu du CONCESSIONNAIRE la fourniture des documents suivants : dossiers d'architecture technique, dossiers de spécifications fonctionnelles générales et détaillées, dossiers de paramétrage, manuels utilisateurs et administrateurs, dossiers d'exploitation.

94.3. Prestations d'accompagnement à un nouvel exploitant

Au-delà de l'exigence de transfert des logiciels, le CONCESSIONNAIRE s'engage à accompagner l'AUTORITE CONCEDANTE et tout tiers de son choix (nouvel exploitant) dans des conditions permettant la montée en compétence et la prise en main de l'exploitation des logiciels.

Cet accompagnement comprend notamment des prestations de formation, de documentation, d'assistance sur site, de mise en relation avec les éditeurs des solutions. Il sera réalisé pendant la période de tuilage de la fin de Contrat (trois (3) mois avant la fin du Contrat).

94.4. Travaux en cours et missions et prestations intellectuelles en cours

A compter de deux (2) ans avant l'échéance de la concession, le CONCESSIONNAIRE tient en permanence à jour une liste exhaustive des travaux et prestations intellectuelles engagées au titre des travaux et des prestations qui lui sont confiés et qui seraient susceptibles de ne pas être réceptionnés à l'échéance du Contrat.

Sont inclus à ce titre non seulement les travaux relatifs à des ouvrages ou équipements, mais aussi les Travaux de Développement d'outils, notamment relatifs au système d'information.

A toute demande de l'AUTORITE CONCEDANTE, le CONCESSIONNAIRE lui remet :

- les fichiers listant exhaustivement l'ensemble de ces opérations (travaux et prestations intellectuelles) ;
- un document récapitulatif, précisant pour chaque opération et chaque prestation :
 - principales caractéristiques physiques et économiques ;
 - prestataires et sous-traitants déclarés ;
 - avancement physique ;
 - état de la facturation et des paiements ;
 - date de réception (connue ou prévue) ;
 - dates de fin de période de garantie contractuelle et / ou de parfait achèvement ;
 - identification et régime des droits de propriété intellectuelle éventuels.
- les éléments relatifs à la garantie décennale applicable ;
- et pour l'inventaire remis à l'échéance du Contrat, copie de l'ensemble des ordres de services et courriers relatifs à chaque opération.

L'ensemble des dossiers d'ingénierie et des dossiers de réalisation de ces travaux (ordres de service, courriers, Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux...), déclarations de travaux et arrêtés concernant ces travaux sont également transmis à l'AUTORITE CONCEDANTE.

Dans la dernière année de la concession, le CONCESSIONNAIRE se tient également à la disposition de l'AUTORITE CONCEDANTE ou de tout tiers qu'elle agréé à cet effet pour toutes réunions mensuelles visant à :

- vérifier la conformité de l'inventaire à la réalité (procédure contradictoire) ;
- formaliser le transfert de maîtrise d'ouvrage ;
- examiner toutes difficultés particulières relatives aux travaux ;
- vérifier le cas échéant, sur demande de l'AUTORITE CONCEDANTE, la bonne exhaustivité des éléments communiqués à l'AUTORITE CONCEDANTE.

Le CONCESSIONNAIRE est averti de chacune de ces réunions au moins une semaine à l'avance. Il prépare et remet pour chaque réunion un état exhaustif de ces opérations, en indiquant leur date prévisionnelle de réception et les éventuelles difficultés possibles.

94.5. Prestations sous garanties

A compter de deux (2) ans avant l'échéance de la concession, le CONCESSIONNAIRE tient en permanence à jour une liste exhaustive des prestations achevées étant encore sous garanties.

94.6. Etudes et documentations en cours d'élaboration

Le CONCESSIONNAIRE tient à jour en permanence un inventaire et un état des études et documents relatifs à des projets spécifiques concernant l'exploitation et placés sous sa responsabilité, y compris de développement informatique, ainsi que des documents de suivi de ses actions relatifs à la dernière année de la concession.

L'ensemble de ces éléments est remis à l'AUTORITE CONCEDANTE à l'échéance de la concession sous format informatique compatible avec celui de l'AUTORITE CONCEDANTE. Une note de synthèse accompagne cette transmission, qui récapitule l'ensemble des études et documents concernés.

94.7. Litiges, recours, sinistres et contentieux

Le CONCESSIONNAIRE transmet à l'AUTORITE CONCEDANTE la liste des litiges telle que décrite à l'Article 29.1 deux (2) ans au moins avant la fin du Contrat.

L'AUTORITE CONCEDANTE se substituera au CONCESSIONNAIRE dans le cadre des contentieux en demande introduits ou à introduire auprès des juridictions compétentes (actions en garantie décennale,...).

Concernant les litiges, en cours ou à venir, intentés en défense et se rattachant aux conditions d'exécution du présent Contrat par le CONCESSIONNAIRE, celui-ci en assurera le suivi, y compris au-delà de la fin du Contrat, sauf décision expresse contraire de l'AUTORITE CONCEDANTE.

94.8. Prise en main par un futur exploitant

Sauf dans les cas où il assure lui-même le suivi du litige dans les conditions de l'article 94.7, le CONCESSIONNAIRE s'engage à fournir à l'AUTORITE CONCEDANTE une assistance technique lors des expertises effectuées au-delà du terme du Contrat si le litige porte sur des travaux dont le CONCESSIONNAIRE assurait la maîtrise d'ouvrage.

Le CONCESSIONNAIRE prête son concours au futur exploitant pour faciliter sa prise en main progressive du service, jusqu'au transfert total à l'échéance du Contrat, et assurer la parfaite continuité du service.

Le CONCESSIONNAIRE permet notamment un accès au futur exploitant aux installations du service, ce dernier ne pouvant intervenir que pour une durée inférieure ou égale à six (6) mois avant sa prise de fonction. Dans le cas où l'exploitation serait, quelle qu'en soit la forme, gérée par l'AUTORITE CONCEDANTE, celle-ci pourra intervenir dès qu'elle le souhaitera.

Le CONCESSIONNAIRE s'engage à ne pas entraver d'éventuelles démarches commerciales que le futur exploitant pourrait engager dans les six (6) derniers mois avant la reprise effective du service.

Le CONCESSIONNAIRE prêtera un concours renforcé pour assurer une parfaite transmission de l'exploitation au futur exploitant les derniers jours de la concession.

Au cas où des circonstances imprévues apparaîtraient dans les heures précédant l'échéance du Contrat, qui pourraient affecter la continuité du service, l'AUTORITE CONCEDANTE peut demander au CONCESSIONNAIRE de poursuivre momentanément quelques-unes des activités du service

nécessaires pour assurer la continuité du service. Le CONCESSIONNAIRE ne peut se soustraire à cette demande.

ARTICLE 95. PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE

Deux (2) ans avant la date d'expiration du Contrat, le CONCESSIONNAIRE communique à l'AUTORITE CONCEDANTE, sur demande de cette dernière et dans les délais impartis, les renseignements non nominatifs suivants concernant l'effectif du service :

- Etat des départs à la retraite prévisibles dans les 5 années à venir ;
- Ancienneté professionnelle ;
- Service d'affectation dans l'organigramme ;
- Niveau de qualification professionnelle ;
- Tâches assurées ;
- Convention collective ou statut applicable ;
- Rémunération annuelle charges comprises ;
- Temps partiel éventuel et modalités ;
- Avantages particuliers ;
- Régime de cotisations retraite ;
- Existence éventuelle dans le Contrat ou le statut, d'une clause ou d'une disposition pouvant empêcher le transfert de l'agent à un autre exploitant.

Par ailleurs, le CONCESSIONNAIRE s'engage à transmettre la liste à jour ainsi que la copie de l'ensemble des accords collectifs applicables à son personnel.

Les informations concernant les personnels pourront être communiquées globalement sans indications nominatives, au futur exploitant du service.

Le CONCESSIONNAIRE transmet l'état complet à l'AUTORITE CONCEDANTE deux (2) ans avant la fin du présent Contrat. Il remet à l'AUTORITE CONCEDANTE un état actualisé tous les trois (3) mois à compter de cette date.

En cas de rachat de la concession, résiliation anticipée, ou toute fin anticipée du Contrat, le CONCESSIONNAIRE est tenu de produire ces informations dans les cinq (5) jours suivant la demande de l'AUTORITE CONCEDANTE.

Pour garantir une bonne continuité de l'exploitation à l'échéance du Contrat, le CONCESSIONNAIRE ne modifiera pas substantiellement la composition et le régime du personnel affecté à l'exploitation durant la dernière année d'exploitation, sauf accord préalable et exprès de l'AUTORITE CONCEDANTE.

<p style="text-align: center;">CHAPITRE IX CLAUSES DIVERSES</p>

ARTICLE 96. COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

Sur demande de l'AUTORITE CONCEDANTE, le CONCESSIONNAIRE s'engage à participer à la préparation des réunions de la commission prévue à l'article L.1413-1 du CGCT et à élaborer tout document nécessaire.

ARTICLE 97. CLAUSE RESOLUTOIRE

97.1. Echec total du forage

Le Contrat est résilié d'office en cas d'échec total du forage relatif au doublet sans aucune autre indemnité que :

- La garantie versée par la SAF Environnement selon les modalités prévues par l'Article 6.3.

ARTICLE 98. FORCE MAJEURE PROLONGEE

Aucune Partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou avoir accompli avec retard une obligation au titre du Contrat dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la Force majeure.

La Partie qui aurait, par action ou omission, aggravé sérieusement les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la Force majeure, n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

La Partie qui invoque la Force majeure doit prendre, dans les plus brefs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations contractuelles.

Dans le cas où le CONCESSIONNAIRE invoque un événement de Force majeure, il en informe immédiatement L'AUTORITE CONCEDANTE par un rapport détaillé. L'AUTORITE CONCEDANTE dispose d'un délai d'un (1) Mois pour notifier au CONCESSIONNAIRE le bien-fondé de cette prétention conformément à la définition donnée par la jurisprudence administrative.

Dans le cas où L'AUTORITE CONCEDANTE invoque la survenance d'un événement de Force majeure, elle en informe le CONCESSIONNAIRE par écrit. Ce dernier doit lui communiquer ses observations dans le délai d'un (1) Mois, après quoi L'AUTORITE CONCEDANTE lui notifie sa décision.

Quelle que soit la Partie qui invoque la survenance d'un événement de Force majeure, les Parties doivent se rapprocher pour convenir ensemble des mesures nécessaires pour maintenir l'exécution du Contrat.

Si l'évènement de Force majeure rend impossible l'exécution du Contrat pendant une période d'au moins un (1) an, la résiliation du Contrat peut être prononcée par L'AUTORITE CONCEDANTE, ou, à la demande du CONCESSIONNAIRE, par le juge administratif.

ARTICLE 99. ELECTION DE DOMICILE

Le CONCESSIONNAIRE fait élection de domicile au **[A REMPLIR PAR LE CANDIDAT]** Toute notification à lui adresser est valable lorsqu'elle est faite au siège social du CONCESSIONNAIRE.

ARTICLE 100. JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les contestations qui s'élèveraient entre le CONCESSIONNAIRE et l'AUTORITE CONCEDANTE au sujet du présent Contrat seront soumises au Tribunal Administratif territorialement compétent, à savoir le Tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 101. NON-VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs dispositions du Contrat se révélaient nulles ou étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions gardent toute leur force et leur portée sauf si la ou les dispositions invalides présentaient un caractère substantiel et que leur disparition remettait en cause l'équilibre contractuel.

Les Parties font leurs meilleurs efforts pour substituer à la disposition invalidée une disposition valide aussi similaire que possible ayant un effet équivalent.

ARTICLE 102. NOTIFICATIONS – MISES EN DEMEURE

Toute notification doit être faite par écrit aux domiciles fixés ci-dessus :

- Soit par télécopie, courrier ordinaire ou courrier électronique, pour les communications simples ;
- Soit par courrier en recommandé avec accusé de réception, pour les communications officielles,
- Soit par courrier électronique via la plateforme de dématérialisation de l'autorité concédante qui a valeur d'un courrier recommandé avec accusé de réception

Toutefois, en cas d'urgence, elles peuvent être remises, par porteur, au siège de l'autre partie, avec accusé de réception de celle-ci.

Les transmissions électroniques au titre du présent Article sont confirmées par notification écrite.

A défaut de stipulations spécifiques contraires, fixées dans le Contrat, tout délai imparti aux Parties commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 103. PAIEMENTS

Toute somme prévue par le Contrat non versée par l'une des Parties dans les délais donne lieu, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne majoré de huit points de pourcentage plus une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros.

L'AUTORITE CONCEDANTE se réserve également la faculté de prélever sur la garantie à première demande les sommes non versées, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de quinze (15) Jours restée infructueuse.

ARTICLE 104. CLAUSE INDEMNITAIRE DIVISIBLE

Conformément à l'Article L3136-9 du Code de la commande publique, l'ensemble des clauses du Contrat fixant les modalités d'indemnisation du CONCESSIONNAIRE en cas d'annulation, de résolution ou de résiliation du Contrat par les juridictions compétentes, sont réputées divisibles des autres stipulations du Contrat. Il en va de même du présent Article.

ARTICLE 105. REPRESENTANT DE L'AUTORITE CONCEDANTE

Pour l'exécution du présent Contrat, l'AUTORITE CONCEDANTE désigne son Président, avec faculté de déléguer toute personne de son choix, comme étant la personne compétente pour la représenter et notamment pour donner, sauf indication contraire dans le présent Contrat et à la condition que cette concession ne soit pas contraire aux lois et règlements en vigueur, l'accord ou l'agrément de l'AUTORITE CONCEDANTE.

ARTICLE 106. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

L'AUTORITE CONCEDANTE et le CONCESSIONNAIRE s'engagent à respecter les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dénommé « règlement général sur la protection des données » ci-après : « RGPD » et au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite "loi informatique et libertés" modifiée du règlement européen sur la protection des données (RGPD).

Le présent Contrat ne prévoit pas de traitements de données à caractère personnel effectués par le CONCESSIONNAIRE au titre de la gestion du réseau de chaleur.

En effet le CONCESSIONNAIRE gèrera uniquement des relations avec des personnes morales du type bailleurs sociaux ou établissements publics comme des hôpitaux qui concluront eux-mêmes, le cas échéant des Contrats avec des particuliers emportant traitements de données à caractère personnel de personnes physiques.

Dès lors, les obligations imposées par le RGPD pour répartir les rôles et responsabilités liée à l'information des personnes concernées, l'exercice de leurs droits, la sécurisation des données ou le traitement des violations de données en lien avec la CNIL ou les personnes concernées entre responsable de traitement et sous-traitant n'ont pas lieu d'être décrites au présent Contrat.

Si les prestations demandées au CONCESSIONNAIRE évoluent en cours de Contrat et incluent des traitements de données à caractère personnel relevant de la responsabilité du concédant et réalisés par le CONCESSIONNAIRE, un avenant au Contrat devra dès lors être conclu pour répondre aux exigences de la réglementation définies par le RGPD.

En revanche, il est de la responsabilité du CONCESSIONNAIRE de veiller à ce que les Contrats qui le lieront aux personnes morales apportent, aux personnes concernées par des traitements de données à caractère personnel, toutes les garanties de respect de la réglementation en vigueur. Par conséquent le CONCESSIONNAIRE devra s'assurer que ces personnes morales présentent les garanties adéquates sur la protection des données (RGPD) renforce les droits des résidents européens sur leurs données et responsabilise l'ensemble des acteurs traitant ces données (responsables de traitement et sous-traitants) qu'ils soient ou non établis au sein de l'Union européenne.

Le règlement impose des obligations spécifiques aux responsables des traitements dont la responsabilité est susceptible d'être engagée en cas de manquement. Cette responsabilité et ces obligations spécifiques s'appliquent également aux sous-traitants auxquels le responsable des traitements a recours pour réaliser les traitements concernés.

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, le CONCESSIONNAIRE est qualifié de responsable des traitements est partagée entre l'AUTORITE CONCEDANTE et le Concessionnaire qui sont considérés comme responsables de traitement conjoints.

Le CONCESSIONNAIRE est, au terme du présent Contrat, libre de choisir ses sous-traitants. Il devra néanmoins informer préalablement l'AUTORITE CONCEDANTE à chaque ajout ou de remplacement de sous-traitants lorsque ceux-ci sont en charge de tout ou partie de la réalisation de traitements portant sur des données à caractère personnel. Cette information devra préciser clairement les activités exercées par le sous-traitant. Celui-ci doit s'engager à maintenir les données sur le territoire de l'union européenne.

Si un transfert des données à caractère personnel vers un pays tiers autre que l'UE était envisagé pour un traitement, celui-ci ne pourrait avoir lieu que si les conditions définies dans le chapitre V du RGPD étaient respectées :

- soit le pays tiers est identifié par la Commission européenne comme assurant un niveau de protection adéquat. Seuls les pays ayant un niveau de protection identique à celui de l'UE sont autorisés par principe (liste des pays sûrs publié au Journal Officiel de l'Union Européenne),
- soit le pays tiers ou l'organisation internationale concerné ont prévus des garanties appropriés (par exemples des règles d'entreprises contraignantes) et les personnes concernées disposent de droits opposables et de voies de droit effectives.

Si le CONCESSIONNAIRE souhaitait proposer à l'AUTORITE CONCEDANTE un tel transfert, il devrait constituer une documentation juridique préalable à l'appui de sa proposition à l'AUTORITE CONCEDANTE. Le CONCESSIONNAIRE s'engage à se mettre en conformité avec toutes les obligations qui s'imposent à lui au titre du RGPD et à collaborer pleinement avec l'AUTORITE CONCEDANTE sur ce sujet.

La liste des traitements relevant de l'application du RGPD étant par nature amenée à évoluer durant l'exécution du Contrat, la gouvernance partagée du SI visée à l'Article doit inclure la gestion des traitements soumis au RGPD aussi bien sur les activités en mode projet pour définir et suivre l'exécution des actions liées au RGPD que sur les activités récurrentes pour traiter des alertes et incidents éventuels.

Cette gouvernance devra traiter notamment des points suivants :

- Désignation d'un « délégué à la protection des données » (DPO) par chaque acteur responsable de traitement ou sous-traitant au sens du RGPD, dès lors qu'il satisfait au critère de l'article 37 dudit règlement; coordination entre les DPO
- Analyse au cas par cas préalablement à chaque projet de traitement de la présence de données à caractère personnel au sein de celui-ci et conduite des analyses d'impact lorsqu'elles sont nécessaires (article 35 du règlement) ;

- Prise en compte des principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut tels que définis à l'article 25 du RGPD ;
- Définition des règles s'appliquant à l'information des personnes concernées et à l'exercice de leurs droits sur leurs données (accès, rectification, effacement, portabilité, opposition, ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée, y compris le profilage) (articles 14 à 22 du RGPD) ;
- Constitution et tenue à jour du registre des traitements du responsable de traitement ou sous-traitant au sens du RGPD; coordination de la tenue des registres;
- Garantie de la sécurité des données traitées par la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées (article 32 du RGPD) ; l'application d'un code de conduite ou de mécanismes de certification approuvés peut servir d'éléments pour démontrer le respect de ces obligations (articles 40 à 43 du RGPD) ;
- Obligation d'assistance et de conseil en cas d'insuffisance potentielle des règles de sécurité mises en œuvre ou bien de démarches de personnes souhaitant exercer leurs droits ;
- Obligation de notification à l'AUTORITE CONCEDANTE sous 24 heures en cas de violations de données à caractère personnel et de notification, si nécessaire, sous 72 heures à l'autorité de contrôle compétente (articles 33 et 34 du RGPD);
- Constitution et tenue à jour de l'ensemble de la documentation, nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations réglementaires, devant être fournie à l'autorité de contrôle compétente en cas d'audit par celle-ci (principe d'accountability ou de documentation de la conformité dans une logique de pré constitution de preuves pour répondre efficacement à tout contrôle de la CNIL ou requête des personnes concernées et dans une logique de responsabilisation des acteurs) ;

Cette liste non exhaustive a été établie sur la base des guides de bonnes pratiques mises à disposition par la CNIL.

Applicable à partir du 25 mai 2018 à l'ensemble de l'Union européenne, le règlement européen sur la protection des données (RGPD) renforce les droits des résidents européens sur leurs données et responsabilise l'ensemble des acteurs traitant ces données (responsables de traitement et sous-traitants) qu'ils soient ou non établis au sein de l'Union européenne.

Le règlement impose des obligations spécifiques aux responsables des traitements dont la responsabilité est susceptible d'être engagée en cas de manquement. Cette responsabilité et ces obligations spécifiques s'appliquent également aux sous-traitants auxquels le responsable des traitements a recours pour réaliser les traitements concernés.

CHAPITRE X : ANNEXES

Sont annexés au présent Contrat et ont valeur contractuelle :

ANNEXES	A fournir/compléter par le candidat
ANNEXE N°1 PLAN DU PERIMETRE DE LA CONCESSION	
1.1 Périmètre du contrat	<input checked="" type="checkbox"/>
1.2 Périmètres de développement prioritaire dans le cadre du classement du réseau de chaleur	<input checked="" type="checkbox"/>
ANNEXE N°2 DESCRIPTIF DES BESOINS PREVISIONNELS	<input checked="" type="checkbox"/>
ANNEXE N°3 PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX DE PREMIER ETABLISSEMENT	
3.1 Note descriptive des ouvrages	<input checked="" type="checkbox"/>
3.2 Schémas de principe de fonctionnement	<input checked="" type="checkbox"/>
3.3 Modalités de réalisation des ouvrages	<input checked="" type="checkbox"/>
3.4 Planning prévisionnel des travaux de premier établissement	<input checked="" type="checkbox"/>
ANNEXE N°4 PROGRAMME D'EXPLOITATION	
4.1 Approvisionnement énergétique	<input checked="" type="checkbox"/>
4.2 Modalités d'exploitation des ouvrages	<input checked="" type="checkbox"/>
4.3 Plan prévisionnel de GER (pièce n°4 du DCE cadre économique et financier à compléter)	<input checked="" type="checkbox"/>
4.4 Le cas échéant, Contrat d'importation / de fourniture de chaleur	<input checked="" type="checkbox"/>
4.5 Le cas échéant, Conventions de mises à disposition par des tiers	<input checked="" type="checkbox"/>
ANNEXE N°5 ORGANISATION DE LA CONCESSION	
5.1 Statuts de la société dédiée	<input checked="" type="checkbox"/>
5.2 Organisation et moyens pour assurer les différentes missions	<input checked="" type="checkbox"/>
5.3 Convention frais de siège	<input checked="" type="checkbox"/>
5.4 Assurances (à compléter et à insérer de plein droit en cours d'exécution du contrat)	<input checked="" type="checkbox"/>

ANNEXE N°6 BILANS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX PREVISIONNELS	X
ANNEXE N°7 ENGAGEMENTS DU CONCESSIONNAIRE	
7.1 En matière d'énergie et d'environnement	X
7.2 En matière de la Qualité de Service	X
7.3 En matière d'insertion professionnelle des publics prioritaires	X
ANNEXE N°8 ANNEXES FINANCIERES ET DE SYNTHESE (PIECE N°4 DU DCE - CADRE FINANCIER A COMPLETER)	X
ANNEXE N°9 RELATIONS AVEC LES ABONNES	
9.1 Règlement de service	X
9.2 Modèle de police d'abonnement	X
9.3 CCTP de raccordement	X
9.4 Bordereau des prix unitaires coûts de raccordement	X
ANNEXE N°10 ANNEXES PATRIMONIALES ET GARANTIES	
10.1 Inventaire comptable des biens mis à jour (à compléter et à insérer de plein droit en cours d'exécution du contrat)	X
10.2 Inventaire physique des biens mis à jour (à compléter et à insérer de plein droit en cours d'exécution du contrat)	X
10.3 Emprise foncière (mise à disposition)	X
10.4 Modèles de Garanties (originaux signés à produire et à insérer de plein droit en cours d'exécution du contrat)	X

Fait en 3 exemplaires originaux,

FAIT A, LE

L'AUTORITE CONCEDANTE,

Le CONCESSIONNAIRE,